

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

---

ÉTUDE CRITIQUE  
DE  
LA RÈGLE D'ÉGALITÉ EN NATURE  
dans les partages

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*(Sciences juridiques)*

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

*le mercredi 17 Juin à 4 heures 1/2*

PAR

**Marcel-Guérin BOUTAUD**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

---

BORDEAUX  
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE  
16, Rue Saint-Siméon, 16

—  
1925





Digitized by the Internet Archive  
in 2026



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

---

ÉTUDE CRITIQUE  
DE  
LA RÈGLE D'ÉGALITÉ EN NATURE  
dans les partages

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*(Sciences juridiques)*

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

*le mercredi 17 Juin à 4 heures 1/2*

PAR

**Marcel-Guérin BOUTAUD**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

---

*Président : M. VIZIOZ, Professeur*

*Suffragants* { *M. DUGUIT, Doyen*  
*M. LABORDE LACOSTE, Professeur*

---

BORDEAUX  
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE  
16, Rue Saint-Siméon, 16

—  
1925

# FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Professeurs honoraires : MM. SAUVAIRE-JOURDAN,  I.; BARDE,  I., LESCURE,  A., .

MM. DUGUIT, O.   I. Doyen, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

DE BOECK,   I., Assesseur du Doyen professeur de *Droit international* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

BENZACAR,   I., professeur de *Economie politique* et chargé d'un cours de *Législation financière*.

FERRON,   I., professeur de *Droit commercial*.

FERRADOU,   I., professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit* (Doctorat).

MARIA,   I., professeur de *Droit romain*.

MARGAT,   I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

BONNECASE,   I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3<sup>e</sup> année).

PALMADE,   A.,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

VIZIOZ, professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Doctorat).

PIROU,   A.) professeur d'*Economie politique* et *Science financière* et chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques*.

BONNARD,   I.,  I., professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel* (Doctorat).

POPLAWSKI, professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

LABORDE-LACOSTE, professeur, chargé d'un cours de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

BOYE, agrégé, chargé du cours de *Droit romain* (1<sup>re</sup> année) et du cours de *Pandectes*.

M. MONTIGAUD,   I., *Secrétaire*.

M<sup>me</sup> COSTES, *commise au secrétariat*.

M. SALINGARDES,   I., *bibliothécaire*.

## COMMISSION DE LA THÈSE

|                 |                |                |
|-----------------|----------------|----------------|
| MM. VIZIOZ,     | professeur.... | Président.     |
| DUGUIT,         | doyen....      | } Suffragants. |
| LABORDE-LACOSTE | professeur.... |                |



# ÉTUDE CRITIQUE

de

## La Règle d'Égalité en Nature dans les partages

---

### INTRODUCTION

---

Le régime successoral établi par le Code Civil a été l'objet des plus vives critiques. La portée pratique des lois sur l'héritage explique l'âpreté de la discussion. « Je m'étonne — écrivait de Tocqueville — que les publicistes anciens et modernes n'aient pas attribué aux lois sur les successions une plus grande influence sur la marche des affaires humaines. Ces lois appartiennent, il est vrai, à l'ordre civil ; mais elles devraient être placées en tête de toutes les institutions politiques, car elles influent incroyablement sur l'état social des peuples dont les lois politiques ne sont que l'expression. Elles saisissent en quelque sorte les générations avant leur naissance. » (1).

On reproche surtout au régime successoral du Code Civil

---

(1) De Tocqueville, *La Démocratie en Amérique*, t. I, chap. III, p. 76-77.

d'entraîner le morcellement excessif des domaines ruraux et d'être en partie responsable de la crise agraire. On ajoute qu'il est un puissant désorganisateur de la famille.

Les adversaires du régime institué par le Code préconisent, le plus souvent, des réformes radicales. Pour éviter le démembrement des exploitations rurales et pour rendre à la famille sa cohésion et sa vitalité, la liberté de tester leur paraît nécessaire (1). Ils demandent tout au moins l'élargissement de la quotité disponible.

En fait les réformateurs n'ont obtenu sur ce point aucun résultat. L'égalité entre les enfants paraît être aujourd'hui définitivement entrée dans nos mœurs. Toute tentative en vue de modifier ce régime traditionnel soulèverait contre elle l'opinion publique.

Est-ce à dire que rien ne puisse être modifié des règles qui établissent l'égalité successorale ? Le Code Civil ne se borne pas à exiger l'égalité en valeur ; les articles 826 et 832 posent également le principe de l'égalité en nature. Chaque héritier peut exiger que son lot soit composé de biens de même espèce que ceux compris dans les autres lots. Cette disposition n'aggrave-t-elle pas les inconvénients possibles du partage égal ? Une réforme de cette règle aurait-elle des résultats bien-faisants ?

Ces questions peuvent d'autant mieux être posées, qu'une réforme de l'article 832 ne rencontrerait pas, semble-t-il, une hostilité insurmontable. Les défenseurs de l'égalité successo-

---

(1) Cf. Thaller, *La Réforme sociale*, 1897, t. II, p. 891 : « On croit à la vigueur de l'affection de famille parce que la sévérité en est absente. En réalité, la discipline y est de plus en plus molle et l'autorité amoindrie du père ne trempe plus le caractère de ses enfants. La certitude qu'ils auront leur part d'héritage habitue les fils à l'indolence : ils ne sont plus, dans le choix d'une carrière, capables de déployer la moindre initiative. La faiblesse du père en est cause et cette faiblesse tient, au moins en partie, à ce que le père n'a plus sur la conduite des siens la sanction de la distribution de ses biens ».

rale eux-mêmes concèdent volontiers à leurs adversaires que les modalités d'application de la règle peuvent être discutées et modifiées.

Ce n'est pas seulement l'état des idées qui permet d'aborder utilement l'étude des réformes dont est susceptible l'art. 832. Dès avant la guerre, plusieurs lois avaient déjà dérogé au droit commun. Un régime successoral spécial était institué pour les habitations à bon marché, la très petite propriété rurale, le bien de famille insaisissable. Ces lois se sont bien gardées de toucher à la règle traditionnelle de l'égalité en valeur ; mais les réformes qu'elles ont admises dérogent nettement au principe d'égalité en nature.

Depuis la guerre, la tendance à une réforme plus générale s'est accentuée. Le dépeuplement des campagnes, la crise de la main d'œuvre agricole, la décroissance continue du chiffre des naissances posent impérieusement les problèmes d'un nouvel aménagement du sol, de la reconstitution de la main-d'œuvre et de la protection des familles.

Le partage en nature, tel qu'il est organisé par le Code Civil est-il responsable, pour partie, de ces maux ? En tout cas, le législateur, sous l'empire des circonstances, semble disposé à accroître le domaine des exceptions à la règle. Tout au moins est-il préoccupé du problème. Il a récemment codifié les lois sur la petite propriété, avec lesquelles il a mis en harmonie la loi sur le bien de famille insaisissable. Il a organisé le crédit agricole. A plusieurs reprises les Chambres ont discuté des projets de loi qui remanieraient profondément les modalités du partage. (1) Le gouvernement lui-même demandait ces réformes qui jusqu'ici se sont heurtées à l'hésitation des Chambres. De nombreux projets et de nombreuses propositions de loi déposées par des députés et des sénateurs appartenant à tous les

---

(1) Sénat, séance du 13 juin 1919 ; Sénat, séance du 17 décembre 1923.

partis témoignent de l'état des esprits à l'égard d'une réforme éventuelle. Enfin la loi du 1<sup>er</sup> juin 1924 a introduit, pour une période de dix ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1925, un nouveau régime successoral dans les trois départements qui formaient l'ancienne Alsace-Lorraine. Cette loi, tenant compte du régime en vigueur en Alsace, déroge au principe général d'égalité en nature, en décidant que le rapport des dons et legs pourra toujours avoir lieu en moins prenant.

Il paraît donc opportun d'entreprendre une étude critique de la règle d'égalité en nature dans les partages, d'en préciser les différents aspects et d'en marquer le domaine, d'en rechercher l'origine et de noter les idées sur lesquelles elle est fondée. Quelle est la valeur actuelle de ces idées et dans quelle mesure peuvent-elles justifier le principe d'égalité en nature ?

Cet examen critique est nécessaire avant d'aborder l'étude des réformes possibles. Il importe de bien préciser quelle est la responsabilité respective de la loi et de la jurisprudence dans la manière dont la loi est appliquée. Il se peut que tout ne soit pas à modifier dans l'organisation du partage. On doit aussi se demander, si le résultat cherché par une réforme de l'article 832, ne serait pas obtenu par des réformes connexes.

Et de même que la règle de l'égalité en nature ne peut prendre sa véritable physionomie que par l'analyse des idées qui l'ont inspirée, il est indispensable de rechercher de quelles pensées et de quelles doctrines s'inspirent les propositions de réforme. Comment en est-on venu à désirer aujourd'hui la transmission intégrale de certains biens et spécialement des exploitations agricoles ? A côté des raisons de simple opportunité, n'y a-t-il pas une modification des conceptions à l'égard du rôle de la propriété foncière et des droits de la famille ?

Telles sont les diverses questions posées à l'occasion de l'article 832. Leur actualité nous a conduit à essayer d'y répondre.

PREMIÈRE PARTIE

---

**La Règle d'Égalité en Nature**  
**en Droit Français**

---



## PREMIÈRE PARTIE

---

### **La Règle d'Egalité en Nature en Droit Français**

---

#### CHAPITRE PREMIER

---

##### IDÉE GÉNÉRALE DU PRINCIPE D'ÉGALITÉ EN NATURE DANS LE PARTAGE SUCCESSORAL

---

Aux termes de l'art. 826 du Code Civil : « Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et des immeubles de la succession ». L'art. 832 développe la même idée : « Dans la formation et la composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations, et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits, de même nature et valeur ».

Ces deux textes mettent en lumière la conception du Code

Civil sur l'égalité entre cohéritiers ; cette égalité doit être non seulement une égalité en valeur, mais encore une égalité en nature.

Ce système ne s'impose pas absolument. On peut imaginer qu'un législateur soucieux de maintenir l'égalité entre les cohéritiers, venant au même degré dans la succession à partager, ne se préoccupe pas de définir la manière dont cette égalité sera obtenue. Il se bornerait à prescrire que les lots seront égaux, sans donner à chacun des copartageants le droit à une part égale dans chaque espèce de biens. Il suffirait qu'entre deux lots déterminés il y ait équivalence ; il ne serait pas nécessaire qu'il y ait similitude absolue.

Le principe d'égalité en nature dans les partages successoraux apparaît donc comme une précision apportée au principe d'égalité. Il le renforce en réglant sa mise en œuvre. Il le confirme en exigeant une égalité matérielle, tangible, qui échappe à ce minimum d'erreur que comporte toute appréciation humaine. C'est d'une façon presque mécanique que sera réalisée l'égalité des lots. Il suffira d'établir la consistance exacte de la masse successorale, puis de diviser chaque espèce de biens en autant de parts qu'il y aura de copartageants.

L'application du principe d'égalité en nature peut être d'ailleurs plus ou moins rigoureuse.

Si elle est développée avec logique, la règle d'égalité en nature influera sur l'organisation du rapport entre cohéritiers, et sur la réduction des donations en cas d'atteinte à la réserve. Rapports et réductions devront être opérés en nature. On peut au contraire imaginer que la loi se borne à exiger le partage en nature des biens existants au décès dans le patrimoine du de cujus.

L'égalité en nature peut, d'autre part, être réalisée de deux façons. Le législateur peut se contenter du partage égal de chaque genre de biens. Une succession peut être composée de plusieurs immeubles : des terres, situées dans des régions

différentes, et des maisons à usage d'habitation, dans une ville. S'il existe de nombreuses valeurs mobilières, il est probable qu'elles seront de diverses espèces. On se bornerait alors à donner à chaque héritier l'une ou l'autre des propriétés rurales, à supposer qu'elles soient de même valeur ; il ne serait pas nécessaire de diviser chacune d'elles. L'attribution de la maison de la ville pourrait équilibrer l'attribution de la terre de la campagne ; et pourvu que chaque héritier trouve dans son lot la même quantité de valeurs mobilières, le principe de l'égalité en nature serait satisfait sans qu'il soit indispensable de donner à chacun le même nombre de valeurs de chaque espèce.

On peut au contraire être plus exigeant. Au nom du principe d'égalité en nature, chaque héritier aura droit, non seulement à chaque genre de biens, mais encore à chaque espèce de biens. S'il y a deux propriétés rurales de natures différentes, il faudra les morceler toutes les deux. On devra partager la terre et partager la maison. Il ne suffira plus d'attribuer à chaque héritier la même quantité de valeurs mobilières en général ; mais il faudra répartir également chaque espèce de valeurs dans les divers lots.

La physionomie de la règle variera également d'après l'attitude que prendra le législateur devant le problème des biens impartageables. A quoi se résoudra-t-on quand le partage en nature sera impossible ? Renoncera-t-on alors à assurer l'égalité en nature pour chercher à réaliser l'égalité des lots par l'attribution de biens de valeur équivalente ? Ou se décidera-t-on à transformer le bien impartageable en une autre bien éminemment divisible, c'est-à-dire en argent ? Dans ce second cas, il faudra procéder à une licitation forcée.

Enfin, quand pourra-t-on décider qu'un bien de la succession est impartageable ? A quel critérium s'arrêtera-t-on ? On peut interpréter le principe d'égalité en nature de plusieurs façons. On l'appliquera, par exemple, chaque fois que le bien

à partager sera matériellement divisible, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper des considérations d'ordre économique qui peuvent militer en faveur de sa transmission intégrale. Au contraire, on peut décider qu'un bien ne devra pas être divisé chaque fois qu'il constituera une unité économique ou que l'intérêt bien entendu des héritiers demandera sa conservation dans son intégralité.

Quel sera enfin le domaine du principe d'égalité en nature ? On peut le limiter au partage judiciaire : lorsque les parties ne peuvent s'entendre à l'amiable et que le juge est obligé d'intervenir, la règle du partage en nature s'imposerait à lui comme un procédé commode et simple le mettant à l'abri des suspicions et des erreurs. Mais quand le partage serait opéré par le père de famille entre ses enfants, celui-ci pourrait user de plus de liberté. L'égalité en nature des lots ne serait pas absolument indispensable au respect de la règle de l'égalité entre les héritiers. Le père, particulièrement apte à répartir équitablement ses biens, ne serait lié que par la nécessité de ne pas déroger au principe d'égalité en valeur.

On peut au contraire décider que la règle d'égalité en nature est de l'essence des partages et qu'on devra l'appliquer dans tout partage.

Avant de juger une règle susceptible de tant de modalités, il faut donc préciser les détails de son application dans notre droit.

## CHAPITRE II

---

### LA RECONSTITUTION EN NATURE DE LA MASSE SUCCESSORALE

---

Avant tout partage, il faut établir la consistance de la masse successorale : c'est un préliminaire indispensable. Les biens à partager ne se composent pas uniquement, en effet, de ceux qui sont en la possession effective du défunt au moment de son décès. Il faut tenir compte également, de ceux dont il s'était dessaisi au profit de certains héritiers, sans vouloir toutefois avantager ces derniers. D'autre part, une partie des biens du défunt est indisponible et affectée par la loi, soit aux ascendants, soit aux descendants : il est donc possible que certaines donations doivent être réduites. Il y a là deux opérations préalables au partage, tendant également à *reconstituer la masse successorale* : les rapports entre cohéritiers d'une part ; les réductions des donations en cas d'atteinte à la réserve, d'autre part.

Le législateur peut choisir entre deux méthodes. Il peut demander à l'héritier astreint au rapport, de remettre dans la succession, l'objet même qui lui a été donné. Il peut se contenter de lui faire rapporter la valeur de ce bien.

Logiquement, le principe d'égalité en nature entraîne la première solution.

## § 1. — LES RAPPORTS

Le Code Civil ne s'en tient exclusivement à aucune des deux combinaisons que nous venons d'indiquer. Il fait une part à chacune d'elles.

Les rédacteurs du Code Civil ont longuement hésité, en effet, avant de prendre parti. N'y a-t-il pas de nombreux inconvénients à astreindre l'héritier au rapport en nature et à soumettre aux aléas d'une nouvelle répartition la propriété d'un objet qu'un des héritiers possède depuis plusieurs années ? Pour faire fructifier ce bien, cet héritier lui aura consacré son temps, et il aura pu être amené à lui faire subir des transformations. Il se sera habitué à le considérer comme un des éléments de son patrimoine : mieux qu'aucun autre, il sera à même d'en continuer la gestion.

La difficulté paraissait particulièrement grave pour les immeubles. Les rédacteurs du Code Civil ont été fortement impressionnés par les obstacles que le rapport en nature oppose à la libre circulation de l'immeuble. Ils admirent que l'aliénation de l'immeuble par le donataire devrait être définitive : le rapport, dans ce cas, serait opéré en valeur. Mais quelle solution adopter à l'égard des droits réels concédés sur l'immeuble à rapporter ? Le rapport en nature doit entraîner leur résolution. Mais le donataire ne va-t-il pas se trouver alors privé du crédit dont il peut avoir besoin pour exploiter son immeuble ?

Ces soucis dominent la discussion qui eut lieu au Conseil d'Etat, à la séance du 23 Nivose, an XI (1). Jollivet fait remarquer que « le donataire devient réellement propriétaire : il peut aliéner ; il peut donc, à plus forte raison grever d'hypothèques l'immeuble donné. Il résulte de là que les créan-

---

(1) FÉNET, t. XII p. 71 et suiv.

ciers ne doivent pas être réduits à se défendre contre les cohéritiers qui demandent le rapport de l'immeuble ; ils pourraient même n'être pas instruits de la demande en rapport et en partage : il semble donc que l'immeuble doit être rapporté avec les charges dont il est grevé.. » Mais Treilhard demande alors « quel serait en ce cas le sort des cohéritiers du donataire, si la succession entière se réduisait à l'immeuble donné ? » Jollivet réplique « que si l'on ne trouvait pas de sûreté à prêter au donataire, il ne pourrait obtenir des fonds qu'en aliénant l'immeuble donné : ainsi la faveur trop grande qu'on propose de donner aux héritiers tournerait contre eux ».

Portalis dit « que la question est difficile. La donation transfère la propriété ; c'est une vérité reconnue. Le donataire devient-il propriétaire incommutable ? On se divise sur ce point, mais il est indifférent ici. C'est par l'intention du donateur qu'on doit fixer la latitude qui appartient au donataire ; or, puisque le donateur a entendu transférer la propriété de la chose, il est évident qu'il n'a pas voulu borner sa libéralité aux produits (car il n'eût donné qu'un usufruit) ; il a voulu que le donataire usât de la chose pour tous les besoins auxquels lui, donateur, aurait pu l'employer. »

Bérenger précise combien le problème est délicat : « Si l'on permet au donataire de vendre, on ne peut l'empêcher d'hypothéquer. La manière de disposer ne change rien au droit de disposition : c'est en vertu du même droit qu'on hypothèque et qu'on aliène. Mais si le fils du donataire a un droit aussi étendu, il devient facile aux pères d'échapper à la disposition qui réserve une légitime aux enfants : ils feront une donation à l'enfant qu'ils voudront avantager. »

Il serait cependant inexact de dire que les rédacteurs du Code Civil ont hésité sur le principe même du rapport en nature pour les immeubles. Toute la discussion a pour thème la difficulté de concilier le rapport en nature avec le respect des

droits acquis à des tiers. Mais on ne paraît pas se demander si le rapport en valeur ne serait pas suffisant.

Par contre, certains tribunaux ont préconisé l'abandon pur et simple de la règle du rapport en nature. Le Tribunal de Metz présenta les observations suivantes (1) : « L'obligation de rapporter en nature réduit le donataire à la position d'un simple usufruitier qui n'a plus le même intérêt à l'entretien de l'immeuble que s'il était propriétaire incommutable. Cette seule réflexion devrait faire rejeter dans tous les cas le rapport en nature. D'ailleurs à combien de difficultés ce rapport ne peut-il pas donner lieu ? ... On conçoit aisément combien de doutes la saine interprétation de cet article peut faire naître et combien il sera difficile d'obtenir, sur ce point infiniment difficile, une jurisprudence fixe et invariable. Il est aisé de sentir que le système d'une égalité parfaite a dicté cette disposition. Mais en quoi l'égalité est-elle blessée, lorsque le rapport se fait en moins prenant ? »

Le Code Civil s'est néanmoins arrêté au principe du rapport en nature. Mais il ne l'applique qu'aux immeubles. Pour les meubles, il décide que le rapport aura lieu en moins prenant. « Le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant » dit l'article 868. On a pensé que les meubles corporels étaient destinés à un usage immédiat. Ils seraient dépréciés au moment de la succession, et le rapport en moins prenant pourrait seul restituer leur valeur à la succession. Quant aux meubles incorporels, ils représentaient généralement une somme d'argent facile à estimer et dont la compensation en valeur était sans inconvénient.

Ainsi, le Code Civil établit une antithèse complète entre les meubles et les immeubles. Le principe d'égalité en nature gouverne cependant ces deux espèces de biens. « Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature *des meubles* et des

---

(1) FENET, t. IV, p. 385.

immeubles de la succession » dit l'art. 826. L'attribution anticipée d'un immeuble par le défunt à un de ses héritiers n'apportera aucune modification à la règle : cet immeuble ne pourra pas être remplacé, au moment du partage, par sa valeur en argent ; il sera partagé en nature. Au contraire, si l'héritier a reçu un meuble en avancement d'hoirie, ses cohéritiers perdent leur droit à une part dans ce meuble : ils auront droit simplement à l'équivalent.

Quelques dérogations importantes sont cependant apportées à la règle du rapport en nature des immeubles. L'article 859 est, en effet, ainsi rédigé : « Le rapport peut être exigé en nature à l'égard des immeubles, toutes les fois que l'immeuble donné n'a pas été aliéné par le donataire, et qu'il n'y a pas dans la succession d'immeubles de même nature valeur et bonté dont on puisse former des lots à peu près égaux pour les autres héritiers ».

Les dernières lignes de cet article apportent une utile précision : pourvu que chaque lot comporte une égale quantité d'immeubles, le principe d'égalité en nature sera satisfait ; il n'y aura pas besoin, alors, d'enlever à l'héritier donataire le lot dont il aura joui jusqu'ici.

Mais l'atténuation la plus importante à la règle résulte du début de notre article. Le rapport en nature ne sera pas exigé quand l'immeuble à rapporter aura été aliéné par le donateur. Le désir de respecter les droits acquis des tiers, et de ne pas entraver les transactions et la libre circulation des biens, a visiblement dicté cette solution, ainsi que nous l'avons déjà indiqué dans l'analyse des travaux préparatoires. Le même souci a inspiré l'article 865. « Les créanciers ayant hypothèque peuvent intervenir au partage pour s'opposer à ce que le rapport se fasse en fraude de leurs droits. »

Une nouvelle exception résulte indirectement de la loi du 24 mars 1890. Jusqu'à cette loi le rapport en nature était exigé, même pour les legs. Ceux-ci sont désormais, non seulement

dispensés du rapport en nature, mais même de tout rapport : ils sont présumés faits par préciput, sauf volonté contraire du défunt.

Il faut enfin noter que le donateur conserve la liberté de dispenser le donataire du rapport en nature. La jurisprudence admet que cette dispense peut être tacite. Un arrêt de la Cour de Cassation du 9 février 1830 adopte déjà nettement cette théorie (1). La Cour de Grenoble, dans un arrêt du 23 janvier 1875 (2) en fait une intéressante application. Elle reconnaît que la dispense de rapporter en nature peut s'induire de certaines circonstances de fait, et notamment de l'unité indivisible d'une exploitation agricole. L'immeuble donné à la fille touchait une propriété appartenant au gendre et formait une dépendance presque indivisible de cette dernière propriété. La Cour de Cassation admet la même thèse dans un arrêt du 28 juin 1882 (3). Elle déclare que la donation par avancement d'hoirie a « moins le caractère d'une libéralité proprement dite que celui d'un pacte de famille ».

En résumé, dans notre droit, la règle d'égalité en nature dans les partages a développé assez logiquement ses conséquences dans la réglementation des rapports à succession. En dépit d'une discussion assz vive, lors des travaux préparatoires, jamais le principe du rapport en nature n'a été sérieusement attaqué en ce qui concerne les immeubles. On n'y a dérogé que lorsque la succession comprenait d'autres immeubles de même nature, valeur et bonté. Le souci de respecter les droits acquis des tiers a conduit d'autre part à faire fléchir la règle, lorsque l'immeuble a été aliéné par le donataire.

Enfin, la jurisprudence se montre assez disposée à prendre prétexte du droit du donateur à dispenser le donataire du rap-

---

(1) S. 31-1-339. D. P. 1830-1-117.

(2) D. P. 77-2-206.

(3) D. P. 1885-1-27.

port en nature, pour reconnaître que cette dispense est tacite et résulte des circonstances qui entourent la donation.

Contrairement à ce qui est décidé pour les immeubles, les meubles se rapportent toujours en moins prenant. La règle d'égalité en nature ne produit pas ici, en ce qui les concerne, ses conséquences logiques.

## § 2. — LA RÉDUCTION EN NATURE DES DONATIONS EXCESSIVES.

Les rapports entre cohéritiers maintiennent l'égalité des copartageants. La réduction des donations et des legs qui dépassent la quotité disponible doit leur assurer leur part de réserve.

La règle de l'égalité en nature exerce son influence sur la théorie de la réserve. Quitte à préciser cette formule, on peut dire, en effet, que le réservataire a droit à sa réserve non seulement en valeur, mais en nature.

Le testateur peut cependant choisir les biens qui composeront la quotité disponible : « Le législateur ayant fixé la quotité disponible et la réserve en quotités..., en fractions numériques..., la valeur seule, et non l'espèce des biens, doit être considérée pour l'application des règles sur le disponible et l'indisponible. Le réservataire ne peut pas se plaindre si les biens qui lui sont laissés représentent la valeur de sa réserve. »

La Cour de Cassation a même jugé que le testateur, qui peut faire ce choix lui-même, peut confier au légataire son propre pouvoir d'élection. (1).

Mais, ceci dit, il n'en n'est pas moins vrai que c'est en nature et non en valeur que l'héritier a droit à sa réserve. Quand le testateur a disposé du disponible, il a épuisé son droit ; il

---

(1) Cass. Req. 29 juillet 1890. S. 91-1-5 (note Labbé). — D.P. 91-1-23

ne peut aller au-delà ; le reste de sa succession est entièrement soustrait à sa volonté.

Ainsi le testateur ne peut pas conférer à l'un de ses réservataires le droit de choisir les biens qui composeront sa réserve. Ceci a été jugé le 5 juillet 1889 par la Cour d'Appel d'Orléans (1). Après le legs du disponible, il restait à partager entre les deux enfants du testataire, ce qui constituait leur réserve. Le testateur avait donné à l'un d'eux le droit de choisir sa part. La Cour a jugé qu'il excédait ainsi ses pouvoirs.

Voici une seconde conséquence du principe : si le père veut dispenser une donation du rapport en nature, il ne le peut, si elle porte atteinte à la réserve. Ceci résulte des termes restrictifs de l'art. 924. Ce texte indique, en effet, une exception à la règle générale. « Si la donation entre vifs a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir sur les biens donnés la valeur de la portion qui lui appartiendrait comme héritier dans les biens non disponibles, *s'ils sont de même nature.* »

Le législateur étend même aux meubles la nécessité de la réduction en nature. *Ce sont les corps héréditaires eux-mêmes qui doivent constituer la réserve.*

Il a été ainsi jugé que la disposition par laquelle le testateur donne au légataire le droit de prendre son legs sur un immeuble déterminé, avec faculté, s'il y a lieu à réduction, de rapporter la valeur de l'excédent en argent ou en moins prenant sur sa part héréditaire, est une atteinte à la réserve légale et comme telle, interdite par la loi (2).

Cependant, — et c'est une solution impliquée dans l'arrêt précité du 29 juillet 1890 — le testateur pourrait conférer

---

(1) En note sous Req. 29 juillet 1890 précité. S. 91-1-5.

(2) Rennes 21 fév. 1834. S. 1835 2.314. Voir aussi Douai 18 mai 1849. S. 52-2-398. En sens contraire, Agen 14 mai 1851. D. P. 51-2-230.

au donataire le droit d'indiquer à son choix les biens sur lesquels la réduction s'opérerait, le cas échéant (1).

Le Code Civil admet d'ailleurs un certain nombre d'exceptions.

Deux hypothèses visent le cas où le donataire par préciput est en même temps héritier réservataire. Celui-ci pourra retenir, sur les biens donnés, la valeur de la portion qui lui appartiendrait comme héritier, dans les biens non disponibles, *s'ils sont de même nature* (art. 924). C'est une disposition symétrique à celle de l'art. 859. L'art. 866, de son côté, suppose que la réduction à opérer n'est que partielle. Il distingue deux cas : si le retranchement de l'excédent peut s'opérer commodément, la réduction se fait en nature ; sinon, ce n'est que si la réduction excède la moitié de la valeur de l'immeuble, que le donataire peut conserver l'immeuble, sauf à moins prendre ou à récompenser ses cohéritiers au moyen de soultes.

Une autre exception est faite à la règle, lorsque le bien à rapporter est entre les mains d'un tiers, après avoir été aliéné par le donataire. La réduction en nature n'est plus alors exigée qu'à titre subsidiaire. On doit d'abord discuter les biens du donataire (art. 930). Si ces biens sont insuffisants, le tiers acquéreur pourrait d'ailleurs éviter de rapporter l'immeuble, en offrant sa valeur aux héritiers réservataires.

Ainsi la loi, dans ce cas, admet que les réservataires soient obligés de se contenter de la valeur de leur réserve et déroge ainsi aux conséquences logiques du principe d'égalité en na-

---

(1) Montpellier 28 décembre 1866. S. 67-2-293. — Laurent avant pris partie en sens inverse. Selon lui, cette disposition est nulle, car si l'action en réduction est ouverte, c'est que la quotité disponible a été dépassée ; les biens à reprendre constituent la réserve qui échappe à la libre disposition du père de famille.

On peut relever dans la jurisprudence certaines hésitations à appliquer le principe dans sa rigueur. Quelques arrêts semblent admettre la possibilité de la dispense du rapport en nature. Mais ils oublient souvent de distinguer le rapport après réduction du rapport ordinaire. (V. Bordeaux, 27 juillet 1854. D. P. 55.2.187. Limoges 23 mai 1888. D. P. 90.2.73)

ture. Cette disposition, comme celle de l'art. 859 que nous avons signalée à propos des rapports, n'est inspirée que par le désir d'assurer la libre circulation des biens.

En résumé, le principe de l'égalité en nature dans les partages est accentué par les règles relatives à la réserve. Le pouvoir du père est limité. *Il est une portion de ses biens qu'il ne peut soustraire à l'application des articles 826 et 832* : c'est celle qui a son décès constitue la réserve. Ici, d'ailleurs, le principe du partage en nature frappera aussi bien les meubles que les immeubles.

---

### CHAPITRE III

---

#### LA MISE EN ŒUVRE DANS LE PARTAGE JUDICIAIRE

##### DE LA RÈGLE DU PARTAGE EN NATURE.

---

La règle du partage en nature formulée par les art. 826 et 832, prend sa véritable physionomie au moment de sa mise en œuvre dans le partage judiciaire. Celui-ci intervient chaque fois que des divergences de vues entre les héritiers empêchent un accord amiable, ou que la présence d'un incapable amène le législateur à prendre le rôle de protecteur.

L'étude du partage judiciaire précisera les caractères du principe d'égalité en nature. Elle permettra de déterminer la conception du législateur au sujet des biens impartageables. Elle précisera également la portée pratique de la règle : moins nombreuses seront les exceptions au principe, plus rigoureuse en sera l'application ; et celle-ci sera d'autant plus fréquente que le partage judiciaire sera lui-même plus souvent inévitable.

§ I. — La conception du législateur au sujet des biens impartageables est éclairée par la règle du tirage au sort des lots, et par la solution adoptée lorsque les biens sont indivisibles.

Tout le mécanisme du partage judiciaire est commandé par la règle de la répartition des lots par la voie du sort.

On peut cependant concevoir, que le partage en nature se combine avec le partage par voie d'attribution : une répartition intelligente compenserait alors les inconvénients possibles de la division. C'était précisément le cas dans notre ancien droit, tout au moins ou dans certaines régions. Si le tirage au sort des lots y était admis, on recommandait aussi d'autres procédés. C'est ainsi que Pothier après avoir écrit « que l'on fait autant de lots qu'il y a de copartageants, et qu'ils ne conviennent pas entre eux sur le choix des lots, on les tire au sort », ajoute un peu plus bas : « le commissaire au partage assigne à chacun le lot qui lui est *le plus convenable* ; souvent on le fait tirer au sort ». (1) (2).

Le Code Civil ne prévoit rien d'analogue. Il n'admet qu'un seul mode de partage, lorsque celui-ci doit être fait en justice. Les lots doivent être formés en biens de même nature, et répartis par la voie du sort.

Le tirage au sort ne permet pas de prendre en considération la situation de chaque héritier. Pour apprécier l'opportunité de la division des immeubles, on n'aura pas à s'inquiéter des intérêts personnels des copartageants. C'est

---

(1) Pothier, *Successions*, Chap. IV, art. 4. Ailleurs l'aîné faisait les lots, et les autres choisissaient ensuite par rang d'âge en commençant par le plus jeune ; ou bien, c'était le sort et non pas l'âge qui déterminait l'ordre du choix (art. 27, cout d'Anjou : art. 1 du Tit. XXV Cout Nivernais. Loysel, *Inst. cout*, liv. II, tit. VI, règle 1).

(2) Certaines décisions de jurisprudence intervenues sur la manière peu après la rédaction du Code civil, affirment cette idée que les lois nouvelles ont innové en ce qui concerne la composition des lots dans le partage judiciaire. Un arrêt décide : « Au cas de partage d'une succession ouverte avant le Code civil, il y a nécessité, si les parties ne sont pas d'accord, de tirer les lots au sort conformément au Code civil, bien que l'ancienne législation permit aux juges de faire le partage par voie d'attribution ». (Sirey, *Tables* 1791-1850 ; *Partage* n° 138).

de l'héritier, considéré dans l'abstrait et non des héritiers que l'on s'inquiète (1).

Comment, en effet, tenir compte des besoins variables des intéressés, puisque l'attribution des lots est subordonnée au tirage au sort. Demolombe qui fait cette observation n'y ajoute qu'une restriction : « Toutefois la considération de l'intérêt des copartageants pourrait entrer en ligne de compte s'il s'agissait de convenances réciproques et *communes à tous* ». (2).

Ainsi, quand il faudra chercher un critérium pour reconnaître dans quels cas on doit éviter de partager un immeuble, on devra s'inquiéter uniquement de la nature et de l'intérêt des immeubles et non pas des intérêts personnels aux copartageants.

Une seconde remarque va mettre en lumière le caractère de la disposition du second alinéa de l'art. 832, et sa force impérative.

Quand on ne pourra réaliser cette division égale des biens, souhaitée par le Code, il n'y a pas d'autre solution que la licitation. Si on ne peut réaliser des lots égaux par le partage de chaque espèce de biens, il faudra se procurer à leur place une richesse éminemment partageable : l'argent. Le Code renonce à assurer l'égalité d'une autre manière.

---

(1) L'institution du tirage au sort des lots n'a pas été voulue cependant par les rédacteurs du Code Civil eux-mêmes ; mais elle fut réalisée sur les instances de nombreux tribunaux d'appel. Le projet de la Commission du gouvernement proposait la désignation par le sort de celui des co-héritiers auquel était imposée la tâche de former les lots, puis l'attribution à ce dernier du lot qui n'aurait pas été choisi. Le tribunal de Cassation (Fenet, II, p. 577), les tribunaux d'appel d'Agen, de Besançon, de Grenoble, de Liège, de Metz, d'Orléans, de Poitiers, marquèrent leur préférence pour la formation des lots par experts et la répartition par voie du sort. (Fenet III, 14 ; III 162, III 556 ; III 625 ; IV 126 ; IV 384 ; V 60 ; V 303).

(2) Demolombe, T. XV, n° 657.

Ainsi faute de pouvoir faire entrer dans chaque lot la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur, il faudra se résigner à une sorte d'expropriation des héritiers.

Dans l'intention du législateur cette solution doit donc demeurer exceptionnelle. Les héritiers ont droit aux biens héréditaires eux-mêmes. La règle du partage en nature a pour but de leur en assurer la possession, et d'éviter que l'un d'eux ne soit réduit à en recevoir l'équivalent. Elle ne doit pas se retourner contre son objet et aboutir trop facilement à l'expropriation de tous.

L'article 827 dispose que « si les immeubles ne peuvent se partager *commodément*, il doit être procédé à la vente par licitation devant le Tribunal ». Mais c'est une incommodité absolue et presque une impossibilité matérielle que le législateur avait en vue.

La Cour de Cassation laisse d'ailleurs au juge du fond le pouvoir souverain de constater l'impartageabilité en nature (1). Rien n'empêche donc de tenir compte de l'impossibilité économique en même temps que de l'impossibilité matérielle de la division. Cependant, il est certain que le souci de rester fidèle à l'intention du législateur, et de conserver à la licitation son caractère exceptionnel, conduit le plus souvent le juge à ne prendre pour critérium que l'impossibilité matérielle du partage. La Cour de Cassation elle-même appuie cette conception. Un arrêt du 18 octobre 1887 (2) (Chambre des requêtes), rejette un pourvoi formé contre un arrêt qui avait repoussé la demande en licitation, simplement parce qu'on n'avait pu démontrer de façon suffisante l'impossibilité matérielle de partager.

---

(1) Jurisprudence constante. Req. 23 mars 1896. D. P. 1897. I. 443. D. P. 1897. I. 443.

(2) D. P. 1888 I. 480.

Il a même été jugé que le partage en nature étant de droit commun n'a pas besoin d'être justifié par d'autres motifs que ceux tirés de l'indivision (1). La doctrine de la Cour de Cassation s'est d'ailleurs affirmée à propos des partages d'ascendants, ainsi que nous le montrerons plus loin.

La solution admise par le législateur lorsque la division en nature de l'héritage est impossible, rapprochée de la règle du tirage au sort des lots, resserre donc le domaine de l'exception au partage en nature dans des limites étroites. Et la jurisprudence, dans son ensemble, paraît être demeurée fidèle au critérium qui se dégage des observations précédentes : le partage en nature ne devra être évité que si le bien héréditaire est indivisible *par sa nature*.

§ II. — Les règles du partage judiciaire sont d'autant plus importantes que le législateur n'y a pas prévu de dérogations dans des cas où leur application est cependant délicate. La composition des lots en biens de même nature et le tirage au sort sont des règles absolues. Le juge ne pourra jamais procéder par voie d'attribution.

Il ne le pourra pas, même si l'inégalité des parts héréditaires oblige à composer plus de lots qu'il n'y a en réalité d'héritiers. Quand plusieurs héritiers ont droit à des fractions inégales de la succession, il est en effet nécessaire de former autant de lots qu'il y a d'unités au dénominateur commun des fractions ; sinon, le tirage au sort deviendrait impossible.

Dans cette hypothèse quelques cours d'appel avaient cru pouvoir partager la succession par voie d'attribution. Mais la Cour de Cassation a cassé leurs décisions. Un arrêt du 27 février 1838 (2) précise cette doctrine en même temps qu'il en montre la portée. Les droits des deux héritiers étaient respec-

(1) Cass. 23 mars 1896, D. P. 97.1.443. Voir aussi : Cass. 18 oct. 1887, S. 8.1.78.

(2) Civ. Cass., 27 févr. 1838. S. 1838 1 215.

tivement dans la proportion de cinq à trois huitièmes. Les experts observaient dans leur rapport qu'il était possible de diviser judicieusement la succession en formant deux lots inégaux et correspondant aux droits des parties. Mais il était impossible de diviser la propriété en huit parts. Cependant la Cour de Cassation n'admit pas le partage par attribution. Dans un cas semblable la Cour de Toulouse avait cru pouvoir agir avec plus de liberté. « Attendu, dit-elle, que si d'après les circonstances, il s'élève des difficultés insurmontables, la rigueur du tirage au sort ne doit plus prévaloir et la fixation des lots par attribution doit être autorisée comme remplissant *le vœu de la loi* qui ne peut pas vouloir que des mesures introduites dans l'intérêt des parties tournent au contraire à leur préjudice » (1). Mais cet arrêt est demeuré exceptionnel. La jurisprudence est aujourd'hui fixée : il n'appartient pas au tribunal de s'arroger pareil pouvoir, même si la répartition des lots par voie d'attribution paraît être de l'intérêt commun des parties. Le juge n'a pas à jouer le rôle d'arbitre (2).

Dans un cas particulier, la jurisprudence reconnaît cependant au juge cette liberté d'appréciation qu'elle lui refuse d'ordinaire. Si la masse à partager comprend certains objets personnels à la famille du défunt, comme des décorations, des diplômes, des titres de noblesse, des portraits de famille, il est impossible de les vendre aux enchères. On a d'abord eu recours à la licitation, mais en écartant les étrangers : l'objet ne serait pas sorti du cercle des héritiers. Mais afin de confier le souvenir de famille au plus digne, on s'est résolu à reconnaître au tribunal le droit de statuer « *ex æquo et bono* » suivant les circonstances (3). Dans cette hypothèse, en l'absence de

(1) Toulouse 23 nov. 1832. S. 1832. 2.236.

(2) Cass. 27 mars 1850. S. 50.1.369. D. P. 50.1.123 Montpellier 14 mai 1845. D. P. 45.2.185.

(3) V. Angers 12 févr. 1885. Rep. not. 1885, p. 300. — Seine 3 déc. 1892. Pand. franc. per. 93.2.259 et la note sous cte arrêt qui donne de nombreuses références à la jurisprudence antérieure et à la doctrine.

tout texte de loi, la jurisprudence déroge aux règles générales. Elle y a été obligée pour respecter la destination évidente de l'objet indivisible.

§ III. — Quand le partage judiciaire sera inévitable l'application du partage en nature sera donc rigoureusement assurée. Aussi, les règles admises au sujet de l'obligation de procéder au partage en justice précisent-elles la portée de l'art. 832.

Si les parties sont majeures, elles peuvent toujours s'entendre à l'amiable. Mais il faut noter que l'opposition d'un seul suffit à déclancher le mécanisme du partage judiciaire. La majorité ne peut pas imposer sa volonté. Même si tous les héritiers, sauf un, sont disposés à abandonner le domaine héréditaire à l'un d'eux, il suffira qu'un obstiné refuse de souscrire à l'accord pour que le partage en nature soit ordonné (1).

Le juge saisi de la demande en partage n'aura pas non plus le droit d'ajourner celui-ci. Il ne pourra pas prendre en considération l'intérêt légitime de certains héritiers — fussent-ils la majorité — pour refuser de procéder immédiatement au partage. Même si les circonstances sont défavorables, il doit accomplir son rôle : rôle purement mécanique. Le code ne connaît pas l'indivision forcée, imposée par le juge pour un temps limité. Le législateur a considéré l'indivision comme un état néfaste aux intérêts des indivisaires et à la société elle-même. L'art. 815 proclame comme une règle d'ordre public que : « Nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision » ; et l'héritier qui prend l'initiative du partage a bien soin de rappeler au juge, par la plume de son avoué, cette formule laconique qui déclanche tout le mécanisme du partage judiciaire.

D'autre part, le partage judiciaire est toujours inévitable s'il y a un mineur parmi les héritiers. Le législateur ayant

---

(1) Cass. Civ. 19 mars 1844. S. 44.1.301. D. P. 44.1.490.

considéré cette procédure comme un moyen de protection pour l'incapable, on décide généralement que la même règle doit s'appliquer si l'on est en face d'un interdit ou d'un individu pourvu d'un conseil judiciaire.

La présence d'un incapable entraînera donc le partage en nature des biens de la succession. On a cherché à éviter ce résultat. Trois procédés ont été généralement employés. Les héritiers peuvent convenir de rester dans l'indivision et attendre la majorité du mineur. Mais les conventions d'indivision ne sont licites, aux termes de l'art. 815, que si elles ne dépassent pas cinq années. Elles devront être renouvelées à cette échéance. En outre, nous l'avons déjà noté, elles ne peuvent résulter que de l'accord de tous. La majorité ne peut pas l'imposer à la minorité. Les Tribunaux ne peuvent l'ordonner même si l'intérêt du mineur semble commander de temporiser.

Les cohéritiers peuvent, en second lieu, se porter garants les uns envers les autres en faisant à l'amiable un partage définitif, sous réserve de la ratification future de l'incapable. Le représentant de l'incapable peut même se porter fort pour celui-ci. Dans ce cas, les parties capables ne pourront plus attaquer le partage si l'incapable ne l'attaque pas. Mais la ratification de ce dernier reste incertaine (1). Il est évident que si les immeubles ont augmenté de valeur depuis le partage, il sera incliné à ne point en accepter les termes.

Enfin, on a eu l'idée ingénieuse de réaliser le partage sous forme de transaction. Les formes de la transaction sont plus simples que celles du partage judiciaire. L'art. 467 se contente d'exiger que le tuteur soit autorisé par le conseil de famille et ait pris l'avis de trois jurisconsultes. Il suffit alors que la transaction soit homologuée par le tribunal de première instance. Ce procédé permettrait donc d'éviter le tirage au sort

---

(1) Cass. 12 janv. 1875. S. 75.I.117, 5 déc. 1887, D. 88.1.241. Poitiers 9 mars 1883. S. 99.2.153. Cass. 2 juin 1897, D. 97. 1. 384.

des lots et le partage en nature. Mais son efficacité demeure douteuse. La transaction suppose un litige. La jurisprudence se refuse à reconnaître comme valables les transactions faites uniquement pour tourner les règles du partage des biens de mineurs.

En fait, la nécessité de procéder au partage judiciaire chaque fois qu'il y a un incapable parmi les héritiers, rend le partage en nature ou la licitation extrêmement fréquents.

---

## CHAPITRE IV

---

### L'APPLICATION DE LA RÈGLE DU PARTAGE EN NATURE AUX PARTAGES D'ASCENDANT

---

Le partage d'ascendant est l'acte par lequel les père, mère ou autres ascendants font entre leurs enfants ou descendants la distribution et le partage de tout ou partie de leurs biens. Il peut se faire de deux façons, soit dans un testament, soit dans un acte entre vifs de donation. Il répond à ce désir de se survivre, si ancré chez l'homme, en donnant au père de famille, tout au moins l'espoir de fixer le sort futur de son héritage. C'est ce sentiment que dépeint le fabuliste :

Un riche laboureur, sentant sa fin prochaine,  
Fit venir ses enfants, leur parla sans témoins.  
Gardez-vous, leur dit-il, de vendre l'héritage  
Que vous ont laissé vos parents...

Quand il revêt la forme de la donation partage, le partage d'ascendant constitue un pacte sur succession future. C'est une institution exceptionnelle. Le Code Civil prohibe, en effet, d'une façon générale les pactes sur succession future (art. 1130).

Au premier abord, le partage d'ascendant apparaît comme le partage par excellence, c'est-à-dire, comme un partage par voie d'attribution intelligente, le partage en justice n'étant qu'un pis aller. Car, ainsi que le dit si bien Bigot Préameneu,

« à qui donc pourrait-on confier avec plus d'assurance la répartition des biens entre les enfants, qu'à des pères et mères, qui, mieux que tous autres, en connaissent la valeur, les avantages, les inconvénients, et qui rempliront cette magistrature, non seulement avec l'impartialité du juge, mais encore avec ce soin, cet intérêt, cette prévoyance que l'affection paternelle, seule, peut inspirer ». (1).

Cette conception a-t-elle été celle du législateur ? Il semble que non. Il ressort des travaux préparatoires que les rédacteurs du Code civil, dominés par la hantise d'assurer l'égalité, n'ont pas entendu considérer le partage d'ascendant comme une institution tout à fait spéciale, qui, pour accomplir sa fonction, devait être réglementée très spécialement. Le lacunisme des dispositions qu'ils lui ont consacrées suffirait presque à le prouver.

Bigot-Préameneu a sans doute fort bien défini le rôle que devrait jouer le partage d'ascendant. Mais il ajoute aussitôt : « Cette présomption, quelque forte qu'elle soit en faveur des pères et mères, a cependant encore laissé des inquiétudes sur l'abus que pourraient faire de ce pouvoir, ceux, qui, par une préférence aveugle, par orgueil ou par d'autres passions, *voudraient réunir la majeure partie de leurs biens sur la tête de leurs enfants* ».

De son côté, le tribun Jaubert manifestait les mêmes craintes : « Les pères et mères auront encore un autre moyen d'établir l'ordre dans leurs familles. Ils pourront distribuer leurs biens entre leurs enfants par acte entre vifs ou testamentaire, mais en suivant toutefois *les mêmes formalités, conditions et*

---

(1) FENET, t. XII, p. 567.

*règles que celles qui sont prescrites pour les donations et les testaments.* » (1).

En un mot, ce qu'on a voulu, c'est donner tout simplement à l'ascendant le droit d'exercer lui-même, de son vivant, la mission que la justice pourrait avoir à remplir à sa mort ; on ne lui reconnaît pas, en principe, dans l'accomplissement de cette mission des pouvoirs plus étendus qu'en auraient les tribunaux. L'avantage de l'institution sera simplement d'éviter le tirage au sort des lots.

Les contemporains d'ailleurs ne s'y trompaient point. Les longues observations, que crut devoir présenter le tribunal d'Aix (2), le prouvent : « Il paraît, dit-il, qu'on devrait ajouter à cet article la disposition suivante : « soit en fixant la somme pécuniaire que celui auquel ils assignent des biens héréditaires devra compter à ses copartageants ». La loi civile en réglant les droits des particuliers ne doit pas contrarier leurs convenances réciproques. Elle doit témoigner de la confiance et laisser toute liberté au père de famille dans le cercle des dispositions qu'elle lui permet de faire. » Et plus loin : « Tous les enfants doivent avoir sans doute une portion égale sur le patrimoine des auteurs de leurs jours ; mais tous ne sont pas propres au même genre de travail. Que la loi laisse donc au père de famille le précieux avantage de consolider cette égalité par une décision relative aux facultés intellectuelles, aux goûts et aux convenances de chacun des enfants. S'il importe à l'Etat qu'ils partagent la fortune de leur père, il leur importe à eux de la partager de la manière qui leur est la plus avantageuse et de l'accroître par les créances des capitaux, cette troisième espèce de biens qui supplée à la richesse réelle, qui ne se fixe nulle part, et qu'on peut posséder et réaliser à volonté. »

On ne tint pas compte de ces observations.

---

(1) FENET, t. XII, p. 567

(2) FENET, t. III, p. 50.

L'intention du législateur est donc certaine. La jurisprudence n'a pas cherché à profiter de la liberté que lui laissait cependant le laconisme des textes. Elle s'est efforcée d'observer fidèlement l'intention du législateur. Mais elle s'est heurtée aux efforts des intéressés et a dû, peu à peu, atténuer la rigueur de son système. D'abord intransigeante, elle exige que le principe de l'égalité en nature des lots soit respecté par le père de famille ; c'est à peine si elle ne va pas jusqu'à lui imposer la licitation si le bien à partager est indivisible. La règle du partage en nature prend alors l'aspect d'une règle d'ordre public. Puis sous la pression des circonstances, la Cour de Cassation : tout en maintenant ses principes, abandonne au juge du fait, le droit d'apprécier s'il a été vraiment impossible de partager la succession en nature. Enfin, elle finit par admettre que le père de famille peut ne pas s'astreindre à une formation des lots rigoureusement égale en nature, à condition que chaque enfant reçoive au moins sa part de réserve. Nous allons essayer de retracer cette évolution.

§ I. — Pendant toute la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, la Cour de Cassation a exigé du père de famille la formation de lots égaux en nature. C'est par son arrêt du 16 août 1826 (1) (arrêt Chabert), que la Cour affirma d'une façon absolue et en thèse, la nécessité d'appliquer aux partages d'ascendant les art. 826 et 832 du Code civil. Cet arrêt casse une décision de la Cour de Grenoble qui s'était inspirée d'une doctrine toute opposée.

Sur appel d'un jugement du tribunal civil de Valence, la Cour de Grenoble (2) avait ainsi jugé : « Attendu que le chap. 7, du liv. 3 du Code civil, renferme dans les six articles qui le composent, toute la volonté du législateur concernant les partages d'ascendants ; que le législateur n'y ayant point pres-

(1) D. P. 1826, 1. 454. S. 1827, 1. 86.

(2) D. P. 1826, 1. 454. S. 1827, 1. 86.

crit de règles, il s'est entièrement confié à eux sur la manière de faire la distribution de leurs biens et qu'il les a rendu arbitres sur le point de décider si leurs immeubles peuvent se partager commodément, et si le morcellement peut être nuisible ; qu'il les a rendu maîtres enfin, de distribuer leurs biens ainsi qu'ils le jugent convenable pour l'avantage de chacun de leurs enfants *suivant leur position*. » La Cour de Grenoble dégage donc complètement le père de famille de la contrainte de l'art. 832. Cet article lui paraît devoir rester étranger à l'institution du partage d'ascendant, qui, pour remplir son rôle, doit laisser au père toute la liberté d'un juge et d'un arbitre.

La Cour de Cassation s'élève avec vigueur contre cette conception : « La Cour : Vu les articles 826 et 832 du Code civil, considérant que l'article 1075 C. civ., donne aux père et mère et autres ascendants le droit de faire entre leurs enfants et descendants le partage de leurs biens ; mais que cet article, ni aucun autre, ne les ayant dispensés de se conformer aux règles qui tiennent essentiellement à la nature des partages, ils sont, par une conséquence nécessaire, tenus de s'y conformer ; que la principale de ces règles est l'égalité des copartageants..., qu'il est visible que cette égalité serait détruite si le père de famille pouvait arbitrairement donner la totalité de ses immeubles à l'un de ses fils, et réduire les autres à une condition moins avantageuse en ne leur assignant qu'une part en argent..., que le père de famille doit, conformément aux art. 826 et 832, distribuer ses immeubles entre tous à moins que ces propriétés soient impartageables ou ne puissent être morcelées sans inconvénient. »

La Cour de Cassation voit ainsi dans les art. 826 et 832 une règle qui est de la nature des partages. A défaut de texte, et interprétant littéralement la loi, elle refuse de soustraire les partages d'ascendants à un principe jugé fondamental. Cette doctrine s'exprime dans de très nombreux arrêts ; leurs attendus en précisent la portée.

Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 18 août 1859 (1), emploie une formule qui ne laisse aucune place à l'équivoque : « Attendu que les partages faits par les ascendants entre leurs descendants, comme tous les partages successoraux, ont pour base l'égalité, et que ce principe d'égalité entraîne *nécessairement*, comme dans les partages ordinaires l'application de l'art. 832. » La Chambre des requêtes proclame également dans un arrêt du 12 avril 1861 (2) « que l'égalité est la base fondamentale des partages et que *c'est pour consacrer cette base* d'une manière spéciale que les art. 826 et 832 disposent que chacun des cohéritiers peut demander sa part des meubles et des immeubles. » « Les partages d'ascendant ne sont pas affranchis des règles qui sont de *l'essence des partages* et notamment de celles que consacrent les art. 826 et 832 » (3) dit un autre arrêt. On pourrait multiplier ces citations.

De ces formules se dégage l'idée que la règle de l'égalité en nature des lots est presque une règle d'ordre public. Sans doute les héritiers peuvent y déroger dans un partage amiable. Mais le père de famille, pas plus que le juge, ne peut se dispenser de l'observer.

Mais devait-on appliquer au partage d'ascendant le complément de la règle du partage en nature : le principe de la licitation ? On était si persuadé que toute attribution des immeubles à un seul héritier blessait la règle d'égalité qu'on faillit aller jusque là. Un arrêt de la Cour d'Agen du 12 avril 1848 (4) décide avec un langage un peu pathétique « que l'égalité des lots en nature est le principe fondamental de la législation

---

(1) S. 1860, I. 65.

(2) Req. reg. 12 avril.

(3) Cass. 11 mai 1847. D P. 47. I. 67.

(4) Devill. 53.2.134.

des partages... Que si le juge a reçu de la loi le droit exceptionnel d'autoriser la licitation..., donner aux parents la faculté d'opérer sommairement la licitation ou son équivalent, serait créer une omnipotence extra légale et destructive des droits sacrés des copartageants » ; et l'arrêt rejette des conclusions subsidiaires tendant à ce que, par experts, il soit vérifié : « si, à raison de la position des biens, des dettes dont ils étaient grevés, des diverses divisions à opérer, des prélèvements à faire, des rapports fictifs et en moins prenant, et enfin du préciput, le partage n'était pas *préjudiciable à tous les ayants-droit*. » Une discussion remarquable suivit cet arrêt dans des notes du recueil Sirey. Le conseiller Dubernet-Dubosq faisait ressortir que la possibilité d'une libre attribution par le père, correspondait à la licitation dans le partage judiciaire : « Le but manifeste de la loi a été, non l'omnipotence abusive dont parle l'arrêt, mais l'institution dans la personne des ascendants *d'une magistrature domestique statuant en premier ressort*, et pouvant faire comme les juges une licitation s'il y a lieu. » L'annotateur au Sirey répondait : « De même que les tribunaux doivent ordonner la licitation dans le cas de biens impartageables, de même aussi l'ascendant procédant à un partage anticipé entre ses enfants, ne peut se dispenser d'y recourir. En effet, il est presque superflu de dire, qu'au cas de biens reconnus impartageables, ce ne sont pas les tribunaux qui font la licitation ; ils l'ordonnent seulement ; et la conséquence de cette licitation n'est pas d'attribuer l'immeuble impartageable à tel ou tel copartageants, mais de donner à l'un d'eux la faculté de l'acquérir. » On voit combien puissante était l'idée que chaque cohéritier a droit à chacun des biens à partager, et que déroger à l'égalité en nature des lots, c'est déroger au principe fondamental d'égalité.

§ II. — La Cour de Cassation n'adopta pas cette dernière jurisprudence. Le père de famille peut attribuer un immeuble

impartageable à l'un de ses enfants sans être obligé de le mettre en licitation ou de le tirer au sort. (1)

Cette exception admise par la Cour de Cassation devait permettre à celle-ci d'atténuer peu à peu la rigueur de sa doctrine primitive.

La Cour s'efforça d'abord de limiter étroitement le domaine de la dérogation à la règle. Le bien impartageable est, pour elle, celui qui est *matériellement indivisible*. C'est ce qui ressort d'un arrêt du 18 décembre 1855 (2). La Cour de Bordeaux avait jugé : « Qu'il résulte textuellement du rapport d'experts que la division en trois lots déprécierait la valeur des immeubles..., qu'un pareil résultat causerait une perte considérable à chacun des lots, par l'effet surtout de la division de la maison et des bâtiments d'exploitation..., que la non commodité du partage en nature est clairement établie. » La Cour de Cassation cassa cet arrêt. L'annotateur au Sirey fait observer : « On remarquera la rigueur de la Cour, puisqu'elle va jusqu'à déclarer qu'il suffit que l'immeuble ne soit pas absolument impartageable, en dut-il même résulter quelque dépréciation dans les lots ».

Cependant, sous l'impulsion des cours d'appel la notion d'indivisibilité allait être élargie. Un arrêt du 24 décembre 1873 en témoigne (3). Il y a exception à la règle du partage en nature, non seulement si la division matérielle n'est pas possible, mais même si les immeubles constituent *des unités économiques* qu'on ne peut morceler sans dépréciation : « Attendu explique la Cour, que l'arrêt attaqué, appréciant souverainement les déclarations des parties et les documents du procès, déclare que les deux immeubles faisant partie de la succession

---

(1) Req. 7 août 1860. D. P. 1860. 1. 498.

(2) S. 1856. 1. 305

(3) D. P. 74. 1. 432. S. 74. 1. 487.

formaient deux exploitations avec leurs bâtiments et ne pouvaient pas être partagés commodément sans dépréciation. »

Malgré ce progrès, la Cour de Cassation restait en-deça des désirs de la pratique. Les Cours d'Appel alièrent volontiers plus loin. Elles admettaient, bien entendu, la possibilité d'une attribution lorsque la division entraînait des inconvénients économiques. Mais, en outre, elles acceptaient de tenir compte de *considérations purement morales*.

C'est ainsi que la Cour de Riom juge le 10 mai 1851 (1), « que, dans l'espèce, en convertissant en sommes d'argent le lot des cohéritiers qui depuis plusieurs années s'étaient établis loin de la maison paternelle, pour réserver les immeubles à ceux qui, en résidence dans la commune du Mont-Dore, pouvaient les cultiver par eux-mêmes et y attacher un prix d'affection, l'acte de partage s'est évidemment inspiré des convenances particulières de chaque cohéritier et d'une sage appréciation des besoins de la famille. » De même, entre bien d'autres, la Cour de Nîmes, dans un arrêt du 20 novembre 1854 (2), décide : « que la meilleure règle que la justice puisse se tracer est de rechercher si le père a consulté réellement dans sa distribution les besoins véritables et bien entendu de ses enfants ». On est loin de l'attitude rigoureuse de l'arrêt de Cassation du 18 décembre 1855.

La Cour de Cassation dut battre complètement en retraite, tout en sauvant, il est vrai, l'honneur. Elle persista à affirmer en thèse la nécessité de respecter les art. 826 et 832 dans les partages d'ascendants ; mais elle laissa au juge du fond le droit de juger souverainement si les immeubles sont partageables ou non. Le dernier état de la jurisprudence est donné par

---

(1) S. 1851. 2. 598.

(2) S. 1854. 2. 689.

le rapprochement d'un arrêt du 14 décembre 1903 (1), et du 31 mars 1914 (2). Il en résulte que les juges du fond peuvent apprécier souverainement qu'il est impossible d'observer l'égalité en nature dans la formation des lots, sans entraîner une *dépréciation des biens* à partager ; qu'ils ont, en conséquence, le pouvoir souverain de déclarer l'existence ou l'inexistence d'un vice du partage.

On adopte ainsi la solution préconisée par le conseiller Dubernet-Dubosq dans les notes citées plus haut. On fait du père de famille un juge statuant *en premier ressort*.

§ III. — Les intéressés se sont efforcés de s'affranchir de ce contrôle du juge. Il était évidemment dangereux. Le pouvoir de juger en fait, peut aboutir à l'arbitraire ; le père qui procède au partage de ses biens désire être absolument certain que son œuvre ne sera pas détruite après sa mort.

On a utilisé deux procédés pour obtenir le résultat désiré.

Le premier consiste à décomposer l'opération du partage d'ascendants. Le père donne d'abord ses biens à ses enfants, mais sans assigner à chacun son lot. Ceux-ci sont alors dans l'indivision. Ils sont libres, comme tous copartageants, de s'entendre à l'amiable sur la composition des lots. La présence du père facilitera simplement l'entente que des conseils judiciaires rendront plus facile. Les donataires ne pourront pas critiquer plus tard un partage dont ils ont été les propres auteurs.

Malheureusement, ce procédé ingénieux a un caractère fictif. En réalité, il n'y a qu'une seule opération, et ce n'est que sur le papier que le partage s'opère en deux temps. La jurisprudence a persisté à déclarer recevable l'action en nullité intentée par l'un des copartageants, s'il résulte des circonstan-

---

(1) S. 1905. 1. 507.

(2) S. 1914. 1. 447.

ces que la décomposition du partage d'ascendant en deux actes distincts n'a été faite que pour tourner la loi. (1).

La pratique a imaginé un second moyen d'assurer l'exécution du partage. Le père introduisait dans son testament une clause pénale : Celui des enfants qui attaquerait le partage serait réduit à sa réserve. Cette clause devait-elle être réputée non écrite ? Après quelque hésitation, la jurisprudence reconnut sa validité (2).

C'était abandonner la thèse exposée par l'arrêt Chabert. La composition des lots en biens de même nature n'est pas d'ordre public. Aussi la Cour de Cassation, par le célèbre arrêt d'Uston, rendu le 23 novembre 1898 (3) finissait-elle par décider « qu'en matière de partage, les dispositions relatives à la réserve légale sont d'ordre public, mais que celles qui règlent la composition des lots n'ont point ce caractère ; que dans un partage d'ascendant, le testateur peut, suivant les circonstances, les convenances ou la situation des héritiers, suivant la nature et la consistance des biens, ne pas s'astreindre dans la composition des lots, en immeubles ou meubles, à une rigoureuse égalité.

A l'abri de cette formule, les Cours d'Appel peuvent donc user largement du pouvoir souverain qui leur est reconnu par la Cour de Cassation. Un arrêt de la Cour de Rennes du 20 mai 1920, (4) marque une tendance de plus en plus libérale. Cet arrêt s'exprime ainsi :

« Attendu que l'appelante invoque vainement la prétendue inégalité de la composition des lots ; qu'en effet, à raison de la consistance des biens donnés et du nombre des enfants, le partage en nature était irréalisable sans morceler les héritages et diviser l'exploitation, *opérations que l'article 832 recomman-*

---

(1) Req. 16 nov. 1885. D. P. 86. 1. 396.

(2) Req. 27 nov. 1867. D. P. 83. 1. 70, en sous-note et S. 68 1. 65.

(3) Req. 23 nov. 1898. D. P. 99. 1. 38. S. 99. 1. 94.

(4) S. 1921. 2. 28.

*de précisément d'éviter autant que possible, de sorte que loin d'appuyer la demande, ce texte la combat...* Attendu qu'il importe de n'accueillir des demandes de cette nature qu'avec la plus grande circonspection, à moins qu'elles n'apparaissent avec un sérieux caractère de pertinence, ce qui n'est pas le cas ; qu'elles peuvent, en effet, avoir pour résultat de jeter un trouble néfaste dans les biens ruraux à une époque où ceux-ci requièrent dans l'intérêt social le plus de sécurité. Par ces motifs, etc... ».

La dernière partie de cet arrêt est particulièrement significative. A côté de l'intérêt personnel des héritiers elle invoque hardiment l'intérêt social et la crainte de jeter le trouble dans l'agriculture « à une époque où les biens ruraux requièrent le plus de sécurité ». On voit le chemin parcouru depuis 1826, et cet arrêt de 1855 qui exigeait que l'impartageabilité soit une impartageabilité matérielle. La décision de la Cour de Rennes prenant prétexte de la situation économique, n'hésite pas à faire prévaloir la première partie de l'article 832 sur la seconde et à faire de l'article 832 l'auxiliaire de la conservation des domaines dans leur intégralité.

A l'heure actuelle, on peut donc dire que la règle d'égalité en nature ne s'impose pas d'une manière absolue dans les partages d'ascendants. L'égalité en nature demeure l'idéal auquel le père de famille doit tendre en réglant le partage de son patrimoine. Mais il peut s'en écarter dans une certaine mesure. Si le partage de ses biens est difficile ou simplement désavantageux, il pourra être évité. Le père pourra même ne point respecter l'égalité en nature, en s'inspirant des simples convenances de ses enfants : mais il sera prudent qu'il affirme alors sa volonté au moyen d'une clause pénale.

§ IV. — Malgré la victoire partielle de la pratique, le partage d'ascendant est loin de présenter les garanties de stabilité et de fixité indispensables. Les actions en nullité et en rescis-

sion qui peuvent le réduire à néant, seront toujours pour lui une grave menace. Un arrêt de la Chambre des requêtes, en date du 4 février 1875 (1), avait admis tout d'abord que ces actions prennent naissance au jour de la donation, parce que disait-il, la donation-partage constitue comme une ouverture anticipée de la succession, relativement aux biens qui en sont l'objet. Ce système avait le grand avantage de rendre inattaquable la donation-partage, dès que la prescription décennale des actions en nullité et en rescision s'était écoulée. Par conséquent pour savoir si le partage était entaché de lésion, ou si la quotité disponible était dépassée, il fallait considérer uniquement les biens compris dans la donation-partage, eu égard à la valeur qu'ils avaient en ce moment, sans s'inquiéter des biens que l'ascendant laisserait au moment de son décès, et sans avoir à craindre les variations toujours possibles des cours. Malheureusement la Jurisprudence n'a pas persisté dans cette voie. Elle décide : que pour calculer la quotité disponible, il faut se placer au décès de l'ascendant, et ajouter fictivement aux biens laissés par lui ceux qui ont fait l'objet de la donation-partage (2) ; que pour apprécier s'il y a lésion de plus du quart, il faut estimer les biens non pas au jour du partage, mais à l'ouverture de la succession (3) ; que les actions en nullité pour composition irrégulière des lots ne commencent à se prescrire qu'à partir du décès de l'ascendant. (4)

---

L'analyse précédente permet de résumer les traits essentiels de la règle d'égalité en nature dans notre droit.

---

(1) D. P. 45. 1. 49. S. 45. 1. 306.

(2) Req. 13 fév. 1860. D. P. 60. 1. 169. S. 60. 1. 552. Dijon 14 déc. 1911. S. 1912. 2. 179.

(3) Req. 18 fév. 1851. D. P. 51. 1. 294. S. 61. 1. 340. Civ. 24 déc. 1876. D. P. 77. 1. 171. S. 77. 1. 153. Note de M. Ortlieb.

(4) Civ. 14 juillet 1852. D. P. 52. 1. 203. S. 52. 1. 719.

Le principe d'égalité en nature est le complément du principe d'égalité entre cohéritiers. Le législateur estime que le droit de chaque héritier porte sur chacun des biens héréditaires eux-mêmes.

La première opération du partage consistera donc à replacer dans la masse successorale les biens héréditaires soumis au rapport, ces biens eux-mêmes et non seulement leur valeur. Toutefois le rapport des meubles aura lieu en moins prenant, ainsi que le rapport des immeubles aliénés par le donataire. Le rapport en nature ne sera pas nécessaire s'il y a dans la succession d'autres biens de même espèce. Enfin, le donateur ou le testateur pourra dispenser le donataire du rapport en nature.

La dispense du rapport en nature est limitée par l'obligation de laisser à chaque enfant sa part de réserve. L'enfant qui ne trouve pas sa réserve dans la succession pourra exiger que la réduction des donations excessives soit opérée en nature, sauf les dispositions de l'article 866.

Ces opérations préliminaires terminées, on procédera à la formation des lots. A moins d'entente entre les intéressés, le principe d'égalité en nature exige que ces lots soient composés par quantité égale de biens de même espèce. S'il est impossible de diviser les biens à partager, on aura recours à la licitation pour leur substituer de l'argent. Cette dernière solution doit demeurer exceptionnelle. Les Tribunaux sont souverains pour apprécier l'impartageabilité.

Le partage judiciaire est nécessaire chaque fois qu'un des héritiers le demande ou qu'il y a un incapable parmi les copartageants. Le juge saisi d'une demande en partage a un rôle purement mécanique. Il ne peut retarder les opérations, et ordonner la continuation provisoire de l'indivision.

Le principe d'égalité en nature régit également les partages

d'ascendants. Toutefois la présence du père de famille, inspirant confiance, la règle s'appliquera avec une certaine souplesse. Seul le respect de la réserve des enfants est d'ordre public.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

**Origine et fondement de la Règle**

**d'Égalité en Nature dans les Partages**

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

### **Origine et fondement de la Règle d'Égalité en Nature dans les Partages**

---

#### CHAPITRE PREMIER

---

##### PHYSIONOMIE DE LA RÈGLE D'ÉGALITÉ EN NATURE DANS L'ANCIEN DROIT

---

La règle du partage en nature est une règle traditionnelle. Elle nous vient de notre ancien droit. En cette matière, les rédacteurs du Code Civil sont, une fois de plus, restés fidèles à Pothier. Les art. 826 et 832, sont directement issus du « Traité des Successions ». (1).

---

(1) Edit. Bugnet, t. VIII, p. 185.

Quel était alors le fondement de la règle ? Quels en étaient les traits essentiels ?

La règle d'égalité en nature dans les partages paraît avoir été *nécessitée* par la situation sociale et économique de l'époque. Elle était le complément indispensable de la règle d'égalité en valeur.

On connaissait, en effet, une véritable hiérarchie des biens (1), symbolisée par le fameux adage « *res mobilis, res vilis* ». Cette antithèse trouve-t-elle une lointaine origine dans certaines institutions du droit germanique ? (2) Elle a, en tout cas, été fortement accusée par l'organisation féodale ».

La terre était le siège de la puissance. « La terre, c'est l'homme, telle est la formule fondamentale du système féodal. Les relations des hommes entre eux sont uniquement déterminées par l'importance et par l'origine de leurs propriétés territoriales » (3). La hiérarchie des personnes correspondait à la hiérarchie des terres. La possession de la terre était la source de toute influence sociale.

Cette importance politique et sociale de la terre n'était que la conséquence de son importance économique. L'argent était rare. La prohibition du prêt à intérêt, en rendait l'emploi difficile. La circulation des biens était peu active et la composition des patrimoines relativement stable et immobile. La véritable, la seule richesse était le sol.

La théorie des immeubles fictifs est une expression saisissante de cette idée que toute valeur est dans le sol. On considérait comme un immeuble tout ce qui était un réel élément de richesse. Les rentes, qui servaient à placer l'argent, étaient immeubles ; les droits seigneuriaux, les offices étaient immeu-

---

(1) V. Ch. Lefebvre, *Les Fortunes anciennes au point de vue juridique*.

(2) V. Barthou, *Etude sur l'origine de l'adage « Vilis mobilium possessio »*.

(3) Prévost Paradol. *Précis d'Hist. Univ.*, II, p. 76.

bles. La classe des meubles ne comprend plus que des objets sans importance appréciable.

Comment cette situation de fait n'aurait-elle pas eu sa répercussion dans le régime successoral ? Si on voulait l'égalité, on ne pouvait éviter de diviser les immeubles en nature. Cela n'était pas possible : il n'y avait aucune commune mesure entre la valeur des meubles et celle des immeubles. Il y avait là comme deux monnaies ayant cours en même temps, et dont l'une ne pouvait servir que d'appoint faute de réelle valeur. Tout ce qui représentait une richesse stable était immeuble. L'idée de composer l'un des lots en meubles, et l'autre en immeubles ne pouvait venir à personne. La règle d'égalité en nature se présentait comme une règle de bon sens : *égalité en nature et égalité en valeur étaient liées*. (1)

C'est si vrai, que la plupart des inégalités en valeur admises par l'ancien droit des successions, n'ont été commandées que par le souci de déroger à l'égalité en nature. On l'a dit souvent, l'ancien droit était peut-être plus égalitaire que le Code Civil. L'égalité était l'âme des partages. On n'y a contrevenu que pour éviter de diviser des biens qu'il était nécessaire de conserver dans leur intégralité. Ainsi la même situation de fait qui aboutit à souligner fortement l'égalité des partages par la règle du partage en nature, conduit à consacrer des inégalités en valeur.

Toute une série d'institutions qui créent des inégalités, ont eu pour but véritable d'éviter le partage en nature : ce sont moins des exceptions à la règle générale d'égalité, qu'à la règle secondaire d'égalité en nature. Les fa-

---

(1) Pothier indique en ces termes la raison d'être du rapport en nature : « L'enfant donataire sujet au rapport est débiteur de l'héritage même en essence et espèce, ce qui a été prescrit pour établir entre les enfants venant à la succession une égalité parfaite qui ne le serait pas si l'un pouvait conserver de bons héritages pendant que les autres n'auraient que de l'argent dont ils auraient souvent de la peine à faire bon emploi ».

milles, mieux groupées qu'aujourd'hui, n'étaient pas heurtées par ces inégalités comme nous le serions. L'interdépendance de leurs membres était telle que chacun recevait indirectement une part de l'avantage accordé à un seul : avant tout, il fallait conserver le sol dans son intégralité, afin de ne pas amoindrir la force qui venait de lui.

Le droit d'aînesse répond à cette idée : « La terre était la source de la puissance politique ; elle donnait à celui qui la possédait la prédominance... Tant que le pouvoir royal n'eut pas établi sa suprématie, il fut de l'intérêt de chaque grande famille féodale de se maintenir puissante pour lutter contre ses rivales, et la terre conférant seule cette puissance, toutes les institutions eurent pour but de maintenir l'intégralité du patrimoine *dans la famille*... La force du seigneur serait amoindrie si le fief pouvait être diminué ou subdivisé ; il n'aura donc pas le droit de le partager... On évitera que les éléments du fief ne se dissocient pendant la vie du titulaire en empêchant son démembrement lors de sa mort en écartant la pluralité d'héritiers. » (1).

La pratique de la renonciation des filles à succession poursuit le même objet. Elle est beaucoup plus générale que le droit d'aînesse. Elle existait dans des contrées peu favorables à ce dernier : en Normandie, en Auvergne, en Bourbonnais. Elle était appliquée dans toutes les classes, aussi bien chez les roturiers que chez les nobles. « Si l'idée a été principalement nobiliaire, elle a compté pour beaucoup aussi parmi nos populations agricoles. Il y eut là une forte visée coutumière de conserver les fiefs et les exploitations rurales, pour en maintenir la stabilité *à travers une suite de générations*. » (2).

Du même désir dérive la théorie des propres et du retrait lignager. Le principe de la dévolution des propres, c'est que

---

(1) Vallier, thèse, Paris 1903, p. 13 et 15.

(2) Ch. Lefebvre, *Ancien droit des successions*, p. 19.

les immeubles doivent être conservés *dans la famille* dont ils proviennent. La réserve coutumière les préserve de passer dans des mains étrangères ; et c'est aussi le but du retrait lignager. Il y a là, autant d'institutions qui coopèrent à empêcher la désagrégation des domaines en diminuant le nombre de ceux qui peuvent éventuellement y prétendre.

Ainsi la règle d'égalité en nature n'était point générale, du fait même des nombreuses exceptions à l'égalité en valeur que le souci d'éviter le partage en nature avait provoquées. Ses conséquences pouvaient être également modifiées par la liberté de tester que certaines coutumes laissaient plus ou moins largement au père. Les pays de droit écrit étaient sous le régime de la liberté, et l'usage de transmettre à un seul des enfants l'intégralité du domaine héréditaire était fort répandu. « On trouvait cette coutume, non seulement chez les nobles et la riche bourgeoisie, mais même chez les ménagers, les cultivateurs, les petites gens » (1). Les pays de droit coutumier donnaient au père une moins grande latitude. On distinguait les coutumes d'égalité parfaite, les coutumes de simple égalité, et les coutumes de préciput. Les dernières seules laissaient au père quelque liberté. Mais il n'en n'est pas moins vrai que cette diversité de réglementation empêchait la règle du partage en nature de recevoir une application constante.

Enfin, fruit du bon sens, la règle était appliquée avec modération. Les conséquences du partage égal se trouvaient tempérées par la pratique des communautés tacites ou faibles. Celles-ci se présentaient facilement « pour seulement manoir ensemble à un pain et à un pot, un an et un jour ». Leur but est nettement indiqué dans le Commentaire de la Coutume du Nivernais par Guy Coquille. Il dit au chap. xxii, « Des communautés et associations », art. 2 : « Cela (le consentement tacite) est plus prompt et plus facile à présumer es maisons

---

(1) Viollet, *Hist. du Droit français*, 2<sup>e</sup> édit., p. 808.

de village en ces païs esquels les sociétés sont non seulement fréquentes *mais nécessaires selon la constitution de la région* » ; et plus loin : « Parce que la vraie et certaine ruine de ces maisons est quand elles se partagent et se séparent par les anciennes lois de ce païs, la société taisible a été constituée pour les retenir en communauté. » Autrement dit, si on demeure en communauté, c'est pour compenser l'effet des coutumes qui aboutissent au partage.

Telle était la physionomie de la règle d'égalité en nature dans l'ancien droit : née d'une exacte observation des faits, elle ne se rattachait à aucun principe à priori ; elle n'était pas générale, mais elle comportait de nombreuses exceptions, variables d'ailleurs selon les diverses régions. Ces exceptions consacraient le plus souvent, il est vrai, des inégalités en valeur, mais uniquement parce que l'égalité en valeur était vraiment liée à l'égalité en nature.

Ces exceptions nombreuses, qui enlevaient à la règle tout caractère de rigidité, se rattachaient à deux idées qu'il est intéressant de souligner.

Le droit d'aînesse, le privilège de masculinité, les renonciations des filles à succession, et les autres institutions que nous venons de signaler n'avaient pour but de conserver le domaine que *pour la famille*. « Cette idée que le patrimoine appartient moins à son possesseur actuel qu'au groupe permanent et immortel dont il est l'éphémère représentant, c'est là, en définitive, tout l'ancien droit successoral français ; c'est, au moins, la clef de ses institutions les plus originales et les plus importantes ». (1) L'exploitation rurale devait être conservée dans son intégralité, afin de pouvoir maintenir la force de la famille. Le régime en vigueur supposait d'ailleurs que les individus croyaient à la supériorité du groupe familial dont ils dépendaient.

(1) A. Colin, *Le droit de succession dans le Code Civil*, Livre du Centenaire, I. 311.

Il faut ajouter que si les dérogations à l'égalité en nature que nous avons signalées, n'étaient pas le privilège exclusif de la noblesse, elles n'en n'étaient pas moins le plus souvent inspirées par des idées nobiliaires. Le fief était la dotation d'une fonction : le vassal devait apporter à son seigneur son aide militaire. Il importait que la terre concédée en fief soit indivisible comme l'était la fonction elle-même. Plus tard, quand le fief eut perdu son rôle politique et son utilité sociale, la conservation de l'héritage dans son intégralité parut simplement être employée par une classe de privilégiés pour perpétuer ses privilèges. (1).

Le véritable fondement des multiples exceptions à l'égalité en nature — et par conséquent à l'égalité en valeur — n'en fut pas moins la nécessité de permettre à la terre de jouer son rôle : elle était attachée à la prospérité de la famille ; elle était la base même de l'organisation féodale.

Mais avant la Révolution, quand les seigneurs ne rendront plus les services qui avaient été la contrepartie de leurs avantages, l'idée d'égalité en nature, déjà liée à l'idée d'égalité en valeur, paraîtra liée à l'idée d'égalité civile.

Diviser la terre semblera être le meilleur moyen d'empêcher la reconstitution d'une classe de privilégiés.

---

(1) Cf. Portalis : « Qu'était-ce que le régime féodal, sinon l'art de faire de la propriété foncière un instrument d'asservissement ? » Locré, IV, 193.

## CHAPITRE II

---

### CAUSES DE LA SURVIVANCE DE LA RÈGLE APRÈS LA RÉVOLUTION

---

Après la Révolution de 1789, des idées abstraites vinrent s'ajouter aux simples considérations de bons sens qui justifiaient jusqu'ici la règle du partage en nature. Les lois de succession doivent servir à la réalisation de l'ordre nouveau : elles doivent avoir des conséquences politiques et sociales conformes aux principes proclamés par la Déclaration des Droits de l'Homme.

La Révolution qui avait affranchi la personne, voulut aussi affranchir la propriété. Celle-ci devait être libre de toute entrave. Il ne pouvait plus être question d'organiser la dévolution successorale d'une exploitation rurale d'après les services qu'elle devait rendre.

D'ailleurs, la famille déjà affaiblie, disparaît comme entité organisée « La philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle, et à la suite la Révolution française ont définitivement affranchi l'individu, brisé sans pitié les organismes et les règles vénérables dans lesquelles s'avérait encore la tradition du vieux droit communautaire. Le principe du droit exclusif de l'individu domine même le règlement des successions, quoique cette partie du droit déborde la personne du propriétaire et embrasse la chaî-

ne des générations qui s'étendent au-dessus et au-dessous de lui. » (1).

Les idées qui avaient justifié la transmission intégrale de certains domaines ne pouvaient donc plus être prises en considération.

Le partage en nature de l'héritage foncier fut, au contraire, systématiquement voulu. Mirabeau a résumé en une phrase, les divers résultats qu'on en attendait : « *L'égalité de partage des biens domestiques — dit-il — est liée avec les moyens d'encourager les mariages, d'accroître la population, d'augmenter le nombre des propriétés foncières, comme elle tient au moyen d'entretenir cette égalité générale qui est un des principes de la constitution.* » (2)

L'idée dominante fut de ruiner définitivement la féodalité : « La féodalité était demeurée la plus grande de toutes les institutions civiles en cessant d'être une institution politique. Ainsi réduite, elle excitait encore plus de haine. On a dit avec raison qu'en détruisant une partie des institutions du Moyen-Age on avait rendu cent fois plus odieux ce qu'on en laissait ». (3) On avait oublié que ces privilèges détestés étaient la récompense actuelle de services passés. « Les inégalités paraissaient d'autant plus choquantes que les philosophes enseignaient qu'à l'état de nature les hommes étaient tous nés libres et égaux, et les entraves n'étaient que des créations arbitraires du législateur ». (4).

Or, c'était par la transmission intégrale des domaines que la féodalité avait pu se perpétuer. Eviter la reconstitution d'une aristocratie foncière fut donc le souci principal des législateurs. On s'efforça donc de détruire toutes les particula-

---

(1) A. Colin, loc. cit. p. 34.

(2) Discours de Mirabeau lu à la Constituante le 2 avril 1791. Arch. Parl. t. XXIV, p. 510.

(3) De Tocqueville. *L'Ancien régime et la Révolution*, liv. II, ch. II, p. 33 et suiv.

(4) Vallier, thèse, p. 185.

rités féodales du droit de succession : droit d'aînesse, privilège de masculinité. On s'attaqua même au système des propres, dans lequel cependant la féodalité n'était pour rien. Cazalès put dire à la Constituante le 5 avril 1791 (1) : « Notre comité de constitution aveuglé par la haine contre le régime féodal, imitant ces chevaliers errants qui se battaient contre des fantômes, voit et combat encore la féodalité dans les institutions qui lui sont le plus étrangères ».

La règle d'égalité en nature, appliquée sans ces exceptions, devait assurer la division périodique des grands domaines. Les institutions que l'on détruisait avaient eu précisément pour but d'éviter le partage en nature : c'était lui qu'il fallait proscrire si on voulait éviter le retour des anciens abus. La règle d'égalité en nature semblait découler naturellement de l'article premier de la Déclaration des Droits de l'homme : tous les hommes sont égaux en droit. La limitation étroite de la quotité disponible réalisée par les lois du 5 brumaire an XI, du 17 nivose an II, devait donner au partage en nature sa plus grande efficacité.

On désirait d'ailleurs, non seulement détruire la féodalité, mais encore éviter que trop de richesse ne soit accumulée pour un seul. « L'égalité théorique entre les individus ne suffit pas, il faut de plus que cette égalité soit complétée par une égalité de fait entre tous les citoyens. Il en va de la sécurité même de la République, qui ne sera établie d'une façon stable que lorsque tous les individus se trouveront dans une situation de fortune à peu près identique ; la monarchie qui vient de disparaître ne subsistait que parce qu'elle s'appuyait sur de grandes familles riches et puissantes » (2). On se défie de la puissance de corruption de la fortune : « C'est en diminuant dans toute la République le nombre des grandes fortunes —

---

(1) Arch. Parl., t. XXIV, p. 563.

(2) Vallier, thèse, p. 198.

dit Nicolas Hentz, député de la Moselle (1) — et en augmentant celui des propriétaires que l'on assurera la liberté ; elle sera inébranlable, quand il n'y aura pas des individus assez riches pour corrompre et d'autres assez pauvres pour être corrompus. »

Cette division des fortunes assurée par le partage égal et en nature aura, en effet, pour heureuse conséquence la multiplication des propriétaires. Mirabeau désire que l'égalité de partage des biens domestiques augmente le nombre des propriétés foncières. On voyait dans ce résultat le gage de la paix sociale : « Un pays gouverné par des propriétaires est dans l'état social ; celui où les non-propriétaires gouvernent est dans l'état de nature », disait Boissy d'Anglas à la Convention. On croyait aussi que la petite propriété était préférable au point de vue économique et entraînerait le développement de l'agriculture. On citait en faveur de cette thèse la relation du Voyage en France d'Arthur Young traduite par ordre du Comité du Salut Public : « Toutes les fois que vous rencontrez un grand seigneur, même quand il possède des millions, vous êtes sûrs de trouver ses propriétés en friche. »

Enfin, le partage des terres, en multipliant les propriétaires et en augmentant la richesse « encouragera les mariages et accroîtra la population ». Les législateurs de la Révolution ont déjà le souci de favoriser la natalité. Mais si le partage en nature accroît le bien-être, n'entraînera-t-il pas cependant un résultat regrettable ? Cazalès le demande : « Peut-être serait-il à craindre que dans un siècle où l'on calcule et les devoirs les plus sains et les plaisirs les plus doux, cette part égale qu'on serait obligé de donner à ses cadets ne les empêchât de naître. » (2) Mais cette hésitation reste isolée : « C'est une vérité démontrée, dit Pétion, que la division des propriétés est

---

(1) Cité par Vallier, loc. cit. p. 198.

(2) Séance du 5 août 1791. Arch. Parl., t. XXIV, p. 571 et suiv.

la source la plus féconde de la prospérité publique, elle fait fleurir l'agriculture et multiplie les hommes en multipliant les moyens de subsistance. »

La règle du partage en nature s'appuyait donc désormais sur des idées nettement conçues. Elle n'était plus seulement commandée par les faits ; elle était délibérément voulue ; on lui assignait un certain nombre de buts sociaux et politiques.

En outre, sa physionomie fut modifiée du fait qu'elle devint applicable à tout le territoire sans les nuances qui, jadis, la différenciaient selon les régions. Rattachée à une idée abstraite, la règle d'égalité en nature devait s'appliquer d'une façon générale. On voulait d'ailleurs unifier le droit. Condorcet disait : « Une bonne loi doit être bonne pour tous les hommes, comme une proposition de géométrie est vraie pour tous. » (1) L'égalité exige que la loi soit la même pour tous. Mais n'aurait-on pas dû précisément déroger à ces principes quand il s'agissait d'une règle à laquelle on donnait pour objet de favoriser les intérêts de l'agriculture ? Les exigences de la culture ne sont pas les mêmes dans toutes les parties de la France. Cazalès fait remarquer qu'une solution absolue n'irait pas sans inconvénient. « La division des terres est utile ou funeste, selon la qualité du terrain et la nature des denrées qu'on y cultive », il montre que pour les terres à blé la division contribue à améliorer la culture, tandis qu'au contraire pour les bois, les pâturages, les vignes, la trop grande division des propriétés serait la ruine. La grande propriété est bonne pour le Cotentin, parce que c'est un pays d'herbages ; elle l'est aussi pour la Bourgogne et la Guyenne, pays de vignobles, tandis que la petite propriété est possible en Beauce, parce qu'on y récolte surtout du blé (2). La diversité des anciennes coutumes

---

(1) Cité par G. Le Bon, *La Révolution Française et la Psychologie des Révolutions*. Paris, Flammarion, 1912, p. 100 et suiv.

(2) Discours de Cazalès à la Constituante le 5 août 1791. Arch. Parl. t. XXIV, p. 571 et suiv.

respectait dans une certaine mesure ces exigences. La règle d'égalité en nature dans les partages aura désormais une portée beaucoup plus vaste.

Les rédacteurs du Code Civil furent, certes, moins doctrinaires que les législateurs de la Révolution. Ils voulurent éviter les excès de leurs précédesseurs et accomplir, non pas une œuvre de combat, mais une œuvre de transaction. En matière successorale, notamment, ils surent être des modérés : la solution, relativement libérale, adoptée à l'égard de la quotité disponible en est la preuve.

Les idées ci-dessus analysées conservent néanmoins leur importance. « En ce qui concerne le fondement même du droit de succession, les rédacteurs du Code Civil partent des mêmes principes que les rédacteurs de la loi de Nivose. Ce sont les mêmes idées et presque les mêmes termes : on retrouve encore ici l'influence directe de Rousseau et du Contrat Social. Ce sont les seules théories de philosophie sociale qui aient cours à l'époque ». (1)

Le partage en nature paraît d'ailleurs répondre à la conception même de l'indivision. Chabot, de l'Allier, le marque avec force dans son rapport au Tribunal du 26 Germinal an xi. « Le partage, dit-il, a pour objet de faire cesser l'indivision et d'attribuer à chaque cohéritier la portion à laquelle il a droit sur la masse commune : il n'est question, dans un partage, que de distribuer à chacun la juste valeur de ce qui lui appartient et de ce qu'il possédait auparavant par indivis. Tout consiste à régler divisement la portion dont chacun était propriétaire dans la masse indivise. Il faut donc que l'égalité règne dans les partages, elle y est rigoureusement nécessaire, et toutes les conséquences qui en résultent doivent être maintenues avec soin. Ainsi chacun des cohéritiers ayant égale-

---

(1) Vallier, thèse, § 336, p. 257.

ment son droit sur chaque espèce de biens de la succession, chacun d'eux peut demander sa part en nature des meubles et des immeubles, et si cette distribution ne peut avoir lieu sans morceler les héritages et diviser les exploitations, il faut au moins faire entrer, s'il se peut, dans chaque lot, la même quantité de meubles et d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur » (1).

Ainsi, dans l'élaboration de la règle d'égalité en nature, contrairement à ce qui avait eu lieu dans notre ancien droit, l'élément rationnel paraît avoir joué un rôle plus considérable que l'élément expérimental. On ne saurait cependant reprocher aux rédacteurs du Code Civil de n'avoir été dominés que par des idées abstraites, en maintenant la règle du partage en nature. Il restait vrai que les immeubles étaient toujours l'élément primordial des fortunes. Sans doute, la Révolution leur avait enlevé leur auréole politique. Ils n'étaient plus la source de la puissance. Mais ils demeuraient la source de la richesse. L'évolution économique qui a abouti à l'essor moderne des sociétés et de l'industrie était à peine commencée. Si les meubles n'étaient plus aussi négligeables depuis qu'ils comprenaient les rentes, leur importance dans les fortunes n'était pas encore considérable.

L'incertitude des temps, l'agiotage, la dépréciation des assignats avaient fait mieux ressortir les qualités de certitude et de stabilité de la richesse immobilière. On s'était hâté d'acheter des biens nationaux avec les papiers sans valeur stable que l'on avait entre les mains. On pouvait donc encore considérer qu'il y avait corrélation entre l'égalité en nature et l'égalité en valeur.

---

(1) Fenet, t. XII, p. 210.

Une fois connu le fondement de la règle d'égalité en nature dans notre droit, il faut reprendre une à une les diverses idées par lesquelles on a voulu la justifier. Les arguments jadis invoqués, sont-ils encore décisifs ? La réponse à cette question doit précéder le jugement d'ensemble sur la règle d'égalité en nature telle qu'elle résulte du Code et de la Jurisprudence. Le rôle de cette dernière devra alors être mis en lumière et apprécié.

---



## TROISIÈME PARTIE

---

### **Critique**

---



## TROISIEME PARTIE

---

### Critique

---

#### CHAPITRE PREMIER

---

##### LE PARTAGE EN NATURE ET L'ÉGALITÉ CIVIQUE.

---

Les assemblées révolutionnaires et, après elles, les rédacteurs du Code Civil, ont cru — nous l'avons vu — « que l'égalité de partage des biens domestiques tient au moyen d'entretenir cette égalité générale, qui est un des principes de la Constitution ». La pensée politique qui est à la base de l'art. 896, est aussi l'une des raisons d'être de l'art. 832.

Quand on se demande pourquoi la règle d'égalité en nature s'est perpétuée si obstinément dans notre droit, on doit reconnaître que c'est peut-être parce que les arguments d'ordre politique ont continué à être mis en avant. Par l'intermédiaire de l'idée d'égalité en valeur, l'idée d'égalité en nature s'est trouvée liée à l'idée d'égalité civique.

Est-il vrai que le partage en nature soit indispensable à l'égalité civique ? Les adversaires de toute réforme des art. 826 et 832 peuvent-ils encore se prévaloir de cet argument ?

Il faut reconnaître que la destinée de la règle du partage en nature explique la défiance persistante des adversaires d'une réforme. A plusieurs reprises, on a cherché à restaurer les inégalités sociales de l'ancien droit. Chaque fois, c'est au droit des successions que l'on a demandé secours. On ne s'est jamais contenté d'attaquer, dans ce but, l'égalité en nature ; on a toujours réclamé, en réalité, une inégalité en valeur ; il n'en est pas moins vrai que la réforme était défendue par des arguments empruntés à la critique de l'art. 832. Ces arguments ont été ainsi compromis, et ils continuent à être suspects, même si ceux qui les soutiennent ont soin de se déclarer adversaires de l'égalité en valeur. Les efforts faits à plusieurs reprises pour utiliser la transmission intégrale des domaines à des fins politiques, explique le discrédit qui atteint encore tout projet de réforme des art. 826 et 832.

Les essais de réaction contre l'ordre social établi en 1789 ne peuvent cependant pas servir d'argument pour soutenir que le partage en nature est indispensable à l'égalité civique. Il suffira, pour le montrer, de souligner le véritable caractère de ces tentatives.

Quand Napoléon eût été élu empereur, il eût le désir d'entourer son trône d'un état-major de grands dignitaires, qu'il chercha à lier à ses intérêts pour mieux s'assurer de leur dévouement. Par un acte du 30 mars 1806, il créa en Italie quelques grands fiefs. Le Sénatus consulte du 14 août 1806 compléta cette mesure. L'art. 5 permettait à l'Empereur d'accorder à un chef de famille le droit de transmettre par voie de substitution et d'après les règles de primogéniture, les biens servant à la dotation d'un titre héréditaire. L'œuvre fut achevée par les décrets du 1<sup>er</sup> mars 1808, 24 juin 1808 et 22 décembre 1812. La pensée de Napoléon est mise en pleine lumière

par la célèbre lettre au roi Joseph « qui a eu tous les honneurs, même celui d'être défigurée comme une légende » : « Etablissez le Code Civil à Naples, disait-elle, tout ce qui ne vous est pas attaché va se détruire alors en peu d'années, et ce que vous voulez conserver se consolidera. C'est ce qui m'a fait prêcher le Code Civil et m'a porté à l'établir ».

Tous les partisans d'une réforme successorale citent cette lettre comme un argument de poids.

Mais leurs adversaires la comptent, eux aussi, au nombre de leurs armes. Ceux-là y voient l'aveu du rôle néfaste des partages. Ceux-ci y trouvent la reconnaissance du rôle politique que doit jouer la transmission intégrale du domaine.

En réalité, la lettre au roi Joseph ne peut être invoquée utilement par aucune partie. *La réforme de Napoléon n'était pas une réforme de l'art. 832, mais une réforme de l'art. 896.* Elle autorisait les fidéi-commis dans certains cas. S'il est vrai qu'elle avait pour but de créer des inégalités civiques au moyen de la conservation intégrale de certains domaines, il est inexact d'en conclure que toute réforme inspirée du souci d'éviter le morcellement des héritages aura les mêmes tendances politiques. Une modification du Code Civil qui aurait pour résultat de faire disparaître d'une façon générale la règle de l'égalité en nature sans s'attaquer, d'ailleurs au principe d'égalité en valeur n'aurait rien de commun avec la création des majorats de Napoléon.

L'opinion qu'égalité en nature et égalité civique sont indissolublement liées, trouva un nouveau point d'appui dans les tentatives de réformes successorales entreprises sous la Restauration. On chercha à rétablir d'une façon déguisée le droit d'aînesse. Mais le but politique d'une telle mesure aurait été trop évident. On proposa donc une mise au point générale de nos lois successorales. Le 10 février 1826, le garde des sceaux, de Peyronet, présentait un projet de loi dont l'art. 1<sup>er</sup> décidait : « Dans toute succession déférée à la ligne directe descen-

dante et payant 300 francs d'impôt foncier, si le défunt n'a pas disposé de la quotité disponible, cette quotité sera attribuée à titre de préciput légal au premier né des enfants mâles du propriétaire décédé. Le préciput légal sera prélevé sur les immeubles de la succession, et en cas d'insuffisance sur les meubles ». Le caractère politique de cette réforme était indéniable : on était en effet sous le régime censitaire et la participation aux affaires publiques, l'électorat, l'éligibilité dépendaient de l'étendue des propriétés. Mais qu'y a-t-il de commun entre cette mesure qui s'attaque uniquement à l'égalité en valeur, à tel point qu'elle décide que le préciput pourra être prélevé subsidiairement sur les meubles, et une réforme du mode de partage ? Comment peut-on en tirer argument ? C'est parce que les auteurs du projet eurent bien soin de défendre la réforme politique avec des arguments d'ordre économique ! On manifesta bien haut la crainte de voir tomber en poussière le sol français. Le 11 mars 1826, le marquis de Malleville disait : « N'est-il pas un terme où il importe que la subdivision et le mouvement des propriétés trouvent des obstacles, et ce terme n'est-il pas déjà dépassé ou près de l'être ? » (1). C'est encore ce que disent précisément les adversaires de l'art. 832. Il n'est pas étonnant qu'on les soupçonne d'avoir une arrière pensée politique et qu'on leur rappelle l'échec retentissant du projet de Peyronet, rejeté le 8 avril 1826 aux applaudissements de la France entière. Mais une discussion impartiale doit se garder de la confusion que l'on crée ainsi entre deux questions absolument distinctes : celles de l'égalité en valeur et celle du partage en nature.

Les attaques de Le Play contre le Code Civil contribuèrent, elles aussi, à maintenir l'équivoque. A vrai dire, Le Play ne réclamait point le rétablissement du droit d'aînesse : il ne demandait qu'un régime de liberté. Mais il se posait en apolo-

---

(1) Arch. Parl., t. XLVI, p. 253.

giste du passé. Cette attitude rendait suspectes les réformes qu'il proposait (1). Le passé c'était les privilèges du moyen âge, la féodalité reconstituée ! Puis le pays était attaché à l'idée d'égalité définitivement entrée dans les mœurs. Quand Napoléon III, ébranlé par les arguments de Le Play ordonna la grande enquête de 1866, la majorité des réponses se prononça pour le maintien de l'égalité. La modeste réforme de l'art. 832 fut ensuite une fois compromise pour avoir été présentée en même temps qu'une réforme plus générale.

Tous les projets qui, depuis le Code Civil, avaient prétendu remédier à l'excessif morcellement des terres ont donc contribué à maintenir l'idée que l'égalité en nature des lots avait été une conquête politique, et que toute réforme aurait toujours une visée politique. C'est ainsi qu'une nouvelle tentative du Comte de Mun en 1889 se heurta à la défiance générale.

Cependant, ainsi que les observations qui précèdent se sont efforcées de le montrer, rien ne permet de dire que l'histoire justifie la thèse du rôle politique de l'art. 832. Au moyen-âge, la conservation intégrale des domaines a pu jouer un rôle politique : mais, alors, égalité en nature et égalité en valeur étaient vraiment liées. Si la situation s'est modifiée et si l'égalité en valeur peut subsister sans le partage en nature des biens, l'argument que l'on tire des inégalités féodales perd toute sa force. L'égalité en nature est-elle toujours inséparable de l'égalité en valeur ? La question sera étudiée dans un chapitre suivant. Mais il est en tous cas certain que la terre a définitivement perdu son auréole politique. Aujourd'hui, ce n'est plus la terre qui classe l'individu. L'homme ne cherche en elle que le produit net, le revenu. C'est uniquement l'ar-

---

(1) Cf. Bonnacase, *Philosophie du Code Napoléon*. Rev. gén. de Droit, 1922, p. 166 : « Le Play fut de sa nature un pessimiste ; chaque page de « l'Organisation de la famille » l'affirme ; seul le retour au passé lui paraît être le salut de la famille ; tout dans le présent lui paraît suspect ».

gent qui donne les moyens d'agir ; c'est lui qui constitue la suprématie de l'homme riche sur celui qui n'a rien. Les forces politiques ne cherchent plus leur appui dans la constitution d'une aristocratie foncière ; c'est sur les puissances d'argent qu'elles essaient, plus ou moins ouvertement, de s'étayer. Les grands industriels, les banques, dépositaires de fonds importants, ont définitivement remplacé le seigneur féodal qui trouvait sa puissance dans sa terre. La sollicitude du législateur à l'égard de la propriété foncière ne peut vraiment plus être suspecte.

On pourra remarquer d'ailleurs que c'est précisément en faveur des classes peu fortunées, qu'ont été introduites les premières exceptions à la règle du partage en nature, signalées plus loin. Les lois du 30 novembre 1894, du 12 avril 1906, du 23 décembre 1912, du 10 avril 1908 et du 12 juillet 1909, ont pour objet le maintien de la petite propriété dans son intégralité, malgré la transmission héréditaire. Elles s'efforcent de favoriser la formation d'une classe moyenne de petits propriétaires, et font partie, comme on l'a dit, « d'un système de démocratisation de la propriété foncière ». (1). On a souligné cette tendance et l'antithèse de ces lois avec la législation du Premier Empire et de la Restauration, en disant qu'elles établissent « de petits majorats démocratiques ». Le mot est un peu forcé puisque, comme on le verra, les lois précitées se gardent bien de toucher à la règle d'égalité entre héritiers et la respectent scrupuleusement. Mais il a le mérite de mettre en lumière l'évolution des faits.

Si l'on cherche à vérifier ces observations par l'examen des législations étrangères, on constate que le partage en nature n'est exigé par aucun principe politique. Certains pays à cons-

---

(1) Charles Gide, Cours d'Economie politique, 8<sup>e</sup> édit., p. 245.

titution monarchique, comme l'Autriche et comme l'empire Allemand (avant la guerre) ont bien une législation spéciale, tendant à la conservation des domaines. Mais l'Italie, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas ont adopté le principe du partage en nature. En revanche un pays à tendances essentiellement démocratiques comme la Suisse, a introduit dans son Code Civil des règles très souples et des dispositions précises destinées à faciliter la transmission intégrale des héritages. Nous indiquerons les traits essentiels de ces réglementations quand nous nous demanderons quelles réformes pourraient être apportées à la règle du partage en nature dans notre droit. Nous nous bornons à constater que le droit comparé démontre que la règle d'égalité en nature n'est point nécessaire au maintien de l'égalité civique.

---

## CHAPITRE II

---

### LE PARTAGE EN NATURE ET LA PETITE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

---

§ I. — Ce sont surtout des considérations d'ordre pratique que font valoir les partisans du système du partage en nature.

D'après ceux-ci, ce serait à la règle d'égalité en nature dans les partages que la France devrait en bonne partie son équilibre social et sa prospérité économique. Cette règle a, en effet, pour résultat de multiplier les petits propriétaires ; et les avantages de la petite propriété ne sont plus à démontrer. Cette « main-d'œuvre passionnée et minutieuse » donne au sol son maximum de fécondité. Quand vient une crise agricole, la petite propriété la traverse sans trop souffrir alors que la grande propriété en est abattue. « C'est encore une fois l'histoire du chêne et du roseau. Le chêne rompt ou menace de se rompre. Le roseau plie et se relèvera sans peine quand la tourmente aura cessé » (1). Enfin, la multiplication de la propriété assure le bon sens politique, en écartant des possesseurs du sol les théories extrêmes qui ne sauraient les séduire.

Les législateurs de la Révolution escomptaient ce résultat

---

(1) De Foville : *Le Morcellement*, p. 199.

du partage en nature : c'était l'un des buts qu'ils lui assignaient. Répandre la propriété entre le plus grand nombre de mains possible, leur paraissait, nous l'avons dit, le meilleur moyen d'assurer le régime et de développer la richesse.

Mais il est assez piquant de remarquer que c'est également au nom des intérêts de la petite propriété que plaident les adversaires de l'art. 832. Si Frédéric Le Play demande l'abolition du partage forcé, c'est parce qu'« il voue à la destruction les petits propriétaires qui auraient dû rester comme ils l'étaient précédemment les meilleurs soutiens de l'ordre social. » Le partage en nature est-il donc favorable ou défavorable à la petite propriété ?

Il faut d'abord remarquer que la petite propriété ne date point de la Révolution ; la Révolution ne l'a pas créée ; elle l'a libérée : « Dans bien des provinces, le joug féodal se trouvait réduit à sa plus simple expression. L'antique censive s'était peu à peu transformée entre les mains de ses possesseurs. La rente fixée en argent ou en nature, dont elle était anciennement grevée, perdait chaque jour un peu de sa valeur par la dépréciation des métaux monétaires. On vendait, on achetait, on revendait à volonté ces terres censales devenues indépendantes » (1). On a pu dire que l'accensement d'une portion de terrain revenait en somme à son achat. Le nombre considérable des petits propriétaires a fait écrire spirituellement : « Partout où les goujons étaient demeurés nombreux, le brochet était aux trois quarts dévoré » (2).

On estime qu'avant la Révolution le nombre des propriétaires était de 4 millions environ. Déjà, un mouvement de réaction se dessinait. Arthur Young écrivait : « En somme, les Français sont allés beaucoup trop loin dans le partage des biens : et il en résulte une population malheureuse qui ne sau-

---

(1) De Foville : *Le Morcellement*, p. 42.

(2) De Ribbe : *La Société provençale à la fin du moyen âge*, p. 378.

rait même exister à une condition plus vile. » Boisguillebert, Quesnay et Necker, parlent à peu près dans les mêmes termes de la multitude des petits propriétaires et les sociétés physiocrates agricoles déplorent le trop grand morcellement du sol. » (1). Le partage en nature aboutit parfois déjà à des divisions excessives : « Un des disciples les plus convaincus de Le Play, M. Rameau, racontait naguère la grandeur et la décadence d'une humble dynastie de laboureurs les Baulget, tenanciers censitaires de la Senaudière, près de Gien, lesquels avaient si bien pullulé sur place, que dans les actes authentiques qui ont survécu, on arrive à partager en quatre, non seulement une vigne ou un pré, mais jusqu'à une chambre ou une grange. La fin de l'histoire montrait les Baulget divisés, ruinés, expropriés et la Senaudière tombant avec tout son entourage dans les griffes d'un tanneur de Gien ». (2).

Telle était la situation à l'avènement de la Révolution. Trois mesures accélérèrent cette évolution : l'abolition des privilèges, la vente des biens nationaux ; l'accentuation momentanée de l'égalitarisme du régime successoral.

Le partage en nature, qui combiné avec l'accensement, avait contribué au développement de la petite propriété sous l'ancien régime, joua pendant longtemps le rôle que l'on attendait de lui. Il est à peu près indiscutable qu'il a aidé à la multiplication des petits propriétaires. On l'a cependant contesté. « La naissance d'un grand nombre de petites propriétés foncières est sans doute un fait très satisfaisant au point de vue social, écrit de Brandt. Mais cette évolution est-elle due aux principes du Code Civil sur le droit des successions ? N'aurait-elle pas eu lieu sous l'empire de l'ancien droit qui laissait un plus libre jeu à la faculté de disposition du père ? D'après ce qui a été exposé en ce qui concerne l'ancien régi-

---

(1) De Brandt. *Pop. rurales de la France*, p. 53.

(2) De Foville. *Le Morcellement*, p. 42.

me, et d'après les constatations faites dans chaque région isolément, la réponse à cette question ne saurait être favorable à l'influence exercée par le Code. L'augmentation de la petite propriété rurale en France depuis la Révolution doit être attribuée en première ligne *non pas au droit successoral*, mais abstraction faite de la vente des biens nationaux à la suppression de la charge excessive d'impôts qui, avant la Révolution, pesait sur la population des campagnes. Il s'est produit, en outre, au XIX<sup>e</sup> siècle, *un relèvement extraordinaire de la prospérité publique et en particulier une grande augmentation de la propriété mobilière* qui ont permis au paysan de céder, comme il ne l'avait jamais fait, à son ambition de fonder et d'agrandir un domaine lui appartenant en propre. Pour rendre possible aux petits paysans l'accès de la propriété, il n'est pas besoin de dispositions légales influant sur le morcellement des exploitations dans les héritages ; *la liberté des transactions immobilières suffit pour arriver à ce résultat.* » (1). Quoi qu'en dise cet auteur, nous croyons que pendant la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle la règle de l'art. 832 a aidé à l'accroissement du nombre des petits propriétaires. Son œuvre paraît donc avoir été, à un moment donné, féconde.

Mais en est-il toujours ainsi ? De Brandt ajoute aux observations qui précèdent : « Le partage en nature du Code n'est donc pas la cause du progrès de la petite propriété, mais il y a plus : en agissant comme un diviseur continu il a plutôt amené un émiettement des petites exploitations. »

On a appelé le Code Civil « une machine à hacher le sol ». C'était exprimer cette idée que sa réglementation trop rigide ne sait pas distinguer le moment où il lui conviendrait de ne plus s'appliquer. A force de diviser le sol, ce mécanisme aveugle ne va-t-il pas le réduire en poussière ? N'y a-t-il point de

---

(1) De Brant, *op. cit.* p. 329.

limite au-delà de laquelle le partage en nature ne devrait plus s'imposer ?

§ II. — Le partage en nature des successions, tel qu'il est organisé par l'art. 832, suppose que l'intérêt de l'agriculture est satisfait par la simple multiplication *du nombre des propriétaires*. Il laisse entendre que les avantages sociaux attachés à la propriété du sol s'obtiennent par l'accession du travailleur à la possession de la terre, sans qu'il y ait lieu de définir *les qualités* que doit avoir la petite propriété. La petite propriété présente, à n'en pas douter, une grande utilité économique et une indiscutable efficacité sociale. Mais si elle doit jouer un rôle, certaines conditions ne doivent-elles pas être réalisées pour qu'elle puisse le remplir ?

Parmi les causes de la crise agraire, on est à peu près unanime à relever ce qu'on appelle souvent le morcellement et qu'il vaut mieux nommer, pour éviter toute équivoque, la dispersion parcellaire.

Nous ne nous étendrons pas sur les inconvénients qui résultent de l'éparpillement des parcelles d'une exploitation agricole.

« Le morcellement atteint parfois un tel degré — écrit P. Caziot (1) — qu'on peut dire que la propriété rurale est vraiment pulvérisée. M. Ardouin Dumazet a décrit la ténuité des parcelles de l'Ile de Ré et des îles bretonnes, dont certaines n'atteignent pas 2 mètres carrés. Emile Chevalier cite, dans un de ses ouvrages, la commune de Chaingy (Loiret) dont les 2179 hectares se divisent en 48.000 parcelles ; beaucoup de ces parcelles de 0 a.50, 1 are, 1 a. 50 ne peuvent être cultivées

---

(1) P. Caziot. *La Terre à la Famille paysanne*, p. 52.

qu'à la bêche. En Limagne nous avons eu à évaluer une propriété de 5 hectares qui comprenait 120 parcelles dispersées sur le territoire de 7 communes. Une superficie très considérable du territoire français est occupée par des parcelles inférieures à dix ares, dont la culture deviendra de plus en plus impraticable. »

Le mal est apparu d'autant plus vif que les progrès de la technique agricole et l'introduction des machines à cultiver ont fait mieux ressortir les avantages d'une exploitation bien groupée. L'aménagement du sol ne correspond plus à cette situation nouvelle.

Ces préoccupations ont déterminé un mouvement législatif, qui est le meilleur témoignage de l'urgente nécessité du remembrement.

On s'est d'abord contenté de favoriser les échanges individuels de parcelles, par des mesures fiscales de faveur (1) Mais les particuliers profitèrent assez peu de ces avantages : l'attachement du cultivateur à son champ, la défiance mutuelle si répandue dans les campagnes empêchèrent les opérations.

A l'exemple de l'Allemagne et de la Suisse le législateur entreprit alors d'organiser le remembrement collectif. Deux lois s'y sont appliquées : la première, dont M. Chauveau fut le promoteur au Sénat, est la loi du 27 novembre 1918. Elle a été imitée par une loi du 4 mars 1919 qui vise plus spécialement le lotissement et le remembrement des propriétés foncières des régions dévastées par le fait de la guerre. Les opérations sont confiées à des associations syndicales. Les décisions sont prises à la majorité, et les évaluations nécessaires sont faites par une commission dont la loi règle la composition. (2).

---

(1) L. du 3 nov. 1894 ; L. du 23 avril 1905 ; L. du 27 déc. 1908.

(2) Sur tout ce qui précède et les résultats obtenus. V. Arthur Girault, *Economiste Français* du 7 janvier et du 22 juillet 1922. Joblin, *Le Remembrement de la population rurale en France*, thèse, Paris 1917, p. 32 et suiv. De Foville, *Le Morcellement*.

Dans le même but, M. Victor Boret, à l'imitation de certaines institutions étrangères (C. Civ. Suisse, art. 682, C. Civ. allemand § 2034 et 2035. C. civ. espagnol art. 1523) a proposé d'instituer en France le retrait agricole. Aux termes de l'art. 1 de cette proposition « au cas de vente d'un fonds rural composé d'une seule parcelle ou de parcelles contigües, et dont la contenance n'excède pas deux hectares, chacun des copropriétaires dudit fonds et des propriétaires des fonds voisins limitrophes, a la faculté d'exercer son droit de retrait à moins que la vente n'ait été faite par l'un d'eux ». (1).

Ce dernier projet suscite de vives critiques. Nous ne le signalons ici que comme un témoin de la tendance à reconstituer des domaines bien groupés et formant de véritables unités économiques.

Cette tendance est-elle compatible avec le maintien de l'article 832, et ne peut-elle pas modifier la méthode à employer pour l'encouragement de la petite propriété ?

Sans doute, l'article 832 n'est point seul responsable de la dispersion parcellaire. Celle-ci est provoquée par l'agglomération des cultivateurs dans des villages, et surtout par la valeur inégale du sol dans une même région. De même que le capitaliste ne veut pas avoir une seule valeur en portefeuille, le paysan désire confier son travail à des terres de nature différente. Mais l'art. 832 coopère néanmoins au parcellement.

En divisant un petit domaine qui constituait un tout, il ne crée pas deux unités agricoles, mais des parcelles qui n'auront de valeur qu'autant qu'elles s'ajouteront à d'autres parcelles. Chaque propriétaire s'acharnera à regrouper en un tout, ces divers éléments ; mais à sa mort, son exploitation sera, enco-

---

(1) V. Paul Guyot, « La Renaissance des retraits », *Rev. crit. de Léa. et de Jurisprud.*, fév. 1924, p. 100. — Cf. art. 1523 C. civ. Espagnol : « Au cas de vente d'un fonds rural dont la contenance n'excède pas un hectare, les propriétaires des fonds limitrophes ont le droit de se subroger aux lieu et place de l'acheteur, en se soumettant aux conditions qui ont été stipulées dans le contrat ».

re une fois, divisée, et ses fragments utilisés pour la constitution d'un nouveau domaine morcelé.

La fréquence des licitations entraînées par le jeu des art. 826 et 832 est aussi une source de morcellement. Le souci d'obtenir du domaine son plus haut prix, conduit à le vendre au détail et à le diviser en parcelles.

L'article 832 ignore qu'une exploitation agricole puisse être impartageable par le fait seul qu'elle est groupée. Il détruira l'œuvre que le législateur attend des lois sur le remembrement.

Mais si cette œuvre est vraiment nécessaire, il n'est plus exact que le partage mécanique des héritages développe, *d'une façon satisfaisante* la petite propriété agricole. Or, si l'article 832 multiplie les petits propriétaires, ce n'est pas pour le vain plaisir d'accomplir une opération d'arithmétique, mais c'est dans l'intérêt de l'agriculture et de la société. Il gêne donc la petite propriété dans l'exercice de sa fonction.

Le remembrement est rendu plus urgent que jamais par un phénomène social des plus importants, qui a lui-même contribué à modifier les termes du problème de la petite propriété rurale.

Depuis la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle la campagne se dépeuple au profit de la ville.

Ce mouvement n'a pas besoin d'être démontré ici par des statistiques.

Il est trop évident et trop généralement dénoncé. L'un des auteurs qui ont étudié le plus récemment la question, s'exprime ainsi : « A la suite de la guerre qui nous a enlevé 900.000 paysans jeunes et actifs, le mouvement de dépopulation des campagnes s'est précipité et il en ressort d'une manière incontestable que les vrais cultivateurs ne forment plus qu'un tiers environ de la population totale, soit environ 13 millions

sur 39 millions de Français. Ils étaient encore en 1901 au nombre de 16.400.000 et de 20.000.000 environ en 1861 ». (1).

Tout n'est pas calamité dans l'exode rural. Il correspond à une évolution normale et constitue, jusqu'à un certain point, un progrès (2). Ce qui prouve bien que ce phénomène n'est pas une anomalie, c'est qu'il n'est point spécial à la France. « Si la population de Paris s'est accrue de 157 % dans la seconde moitié du dernier siècle, le taux d'accroissement est de 247 pour Vienne, 304 pour Berlin, 240 pour Chicago, 393 pour New-York » (3). Le taux plus élevé de l'accroissement de la population dans les grandes villes étrangères s'explique en partie par la plus grande natalité : mais cet accroissement provient également d'un mouvement de population des campagnes vers les villes.

La généralité de ce mouvement d'émigration rurale montre qu'il correspond à une cause légitime. L'essor rapide de l'industrie et du commerce a créé de nouvelles sources d'activité. On peut comparer ce qui s'est passé à la découverte de nouveaux continents, entraînant un mouvement de population des nations surpeuplées vers ces régions relativement vides. Autrefois, la plus grande partie de la population trouvait dans la terre l'objet de son activité et ses moyens d'existence. De nouveaux débouchés lui sont offerts. L'agriculture s'enrichit de l'augmentation du nombre des consommateurs. En dépit de l'exode des travailleurs agricoles, la population dans son ensemble, ne manque pas de moyens d'existence.

Mais le rôle de l'exploitation agricole est absolument modifié. Elle constituait autrefois un groupe fermé, où les produits

---

(1) P. Verschave, *Chronique sociale de France*, juin 1924. — V. aussi : A. Souchon, *La Crise de la main-d'œuvre agricole en France*. — Augé-Laubé, *L'Evolution de la France agricole*. — J. Vialatoux, « Recherches sur quelques causes explicatives de la désertion agricoles ». (Semaine Sociale de Rennes, compte rendu, p. 79).

(2) M. Daniel Zolla soutient cette idée d'une façon convaincante dans la conclusion de son livre, *L'Agriculture moderne*.

(3) Augé-Laubé, *L'Evolution de la France agricole*, p. 135.

étaient consommés par ceux-là mêmes qui les avaient créés, et récoltés. Comme le dit Proud'hon dans son opuscule sur la « Banque d'échange », « le principe et la fin de la propriété était le propriétaire, qui était à lui-même production, circulation et débouché, vivant en lui, par lui, et pour lui. » Cette formule est un peu excessive, car les échanges ne datent pas du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais elle montre bien comment l'agriculture étant presque la seule industrie, la majeure partie de la population étant une population rurale, il était nécessaire pour que la terre remplisse sa mission de ravitailleuse, de donner la propriété du sol au plus d'hommes possible. C'était le moyen de produire le maximum et d'assurer la subsistance du plus grand nombre d'individus.

L'art. 832 est admirablement adapté à cette fonction de diviseur du sol. Mais il ne s'agit plus aujourd'hui de répartir le sol entre tous, puisque la majeure partie de la population est appelée à un autre rôle qu'à celui de la culture. Il faut retenir au sol ceux qui ne l'ont pas encore déserté et leur donner le moyen de produire le plus possible ! Une formule qui tend à rendre tout le monde cultivateur porte à faux dans un pays où les deux tiers de la population ont émigré vers les emplois de l'industrie.

La crise de la main d'œuvre oblige à se soucier de pourvoir à la culture de domaines de moyenne importance. Il faut constituer des exploitations bien groupées où l'utilisation des machines et l'organisation rationnelle du travail permettent de suppléer à la diminution du nombre des ouvriers.

De ce souci est née la formule : la terre à la famille paysanne. Développée par un grand nombre de spécialistes, acceptée par un ministre de l'agriculture, discutée longuement par le Sénat (1), cette formule correspond aux exigences actuelles de l'agriculture.

---

(1) Sénat. Séance du 13 juin 1919.

En effet, « l'agriculture jouit du privilège de pouvoir, mieux que tout autre mode d'activité professionnelle, associer le travail et la vie familiale. La famille constitue par elle-même l'équipe idéale qui peut le mieux assurer l'exploitation d'un petit ou d'un moyen domaine de dix ou vingt hectares. Pour l'entretien de l'étable et de la cour, qui réclament tout spécialement des soins et une vigilance que n'apporte pas au même degré la main d'œuvre salariée, rien ne vaut l'exploitation familiale. » (1)

La famille paysanne résout le double problème de la culture d'exploitation de moyenne importance, et du remplacement du salarié agricole. La famille groupée autour du chef, lui apporte une main d'œuvre suffisante. C'est grâce à elle que le métayer et le fermier cultive les terres qui lui sont confiées. Il suffirait, pour le fixer, de l'aider à devenir propriétaire du sol qu'il fait fructifier.

Mais l'article 832 ne va-t-il pas s'opposer à cette accession des familles paysannes à la propriété du sol ?

Il suffit de constater que le résultat cherché ne pourra être obtenu que par l'organisation d'institutions de crédit où le paysan empruntera le capital nécessaire à l'achat de la propriété paysanne. C'est à la mort du père que la terre sera définitivement acquise ; c'est à ce moment que l'art. 832 obligera à la partager ou à la vendre.

Jadis, quand les enfants demeuraient à la terre, cette solution ne présentait pas d'inconvénient. Elle contribuait peut-être même à les fixer. Mais aujourd'hui, quel héritier consentira à cultiver une fraction de l'exploitation modeste où vivait strictement une seule famille ? Confiée à un seul, la terre aurait pu retenir celui-ci. Partagée entre tous, elle deviendra insuffisante à les satisfaire.

---

(1) E. Duthoit, « Leçon d'ouverture à la Semaine Sociale de Rennes », compte rendu, p. 54.

La formule « la terre à la famille paysanne », n'est pas hors de critique. Mais si on l'adopte, il faut admettre qu'il est nécessaire que l'exploitation familiale survive à la mort de celui qui l'aura difficilement organisée.

Une fois de plus l'article 832 ne paraît plus tenir suffisamment compte des qualités que la petite propriété doit avoir pour accomplir sa fonction.

A l'émigration rurale correspond l'immigration urbaine. Ce phénomène, tout au moins par son étendue, a contribué lui aussi à faire apparaître la question de la petite propriété sous un aspect nouveau.

L'augmentation de la population dans les grands centres a été extrêmement rapide. En 1801, on ne comptait en France que trois grandes villes : Paris, Lyon, Marseille, ayant ensemble une population de 766.000 habitants. En 1876, il y a neuf grandes villes avec 3.520.000 habitants. En 1901, 5.377.449 habitants sont réunis dans quinze grandes villes.

Ce mouvement d'immigration vers la ville a eu pour résultat de constituer une masse extrêmement importante de non propriétaires. Ne possédant rien, entraînée par les fréquentes occasions de dépense à ne pas économiser sur son salaire, déracinée et presque toujours misérable, la classe des salariés démentait l'espérance qu'avait conçue le législateur de la Révolution de multiplier la propriété. Délaissant les champs, hallucinés par le mirage de la ville « comme ces oiseaux marins, qui le soleil tombé, volent éperdument vers la clarté des phares », (1) ces paysans, devenus citadins perdaient rapidement tout espoir d'atteindre cette indépendance qu'assure la

---

(1) Vandervelde. *Rev. d'Economie Politique*, avril 1899.

propriété. Trop à l'étroit dans des cités, qui n'avaient pas eu le temps de croître aussi rapidement que le nombre de leurs habitants, ils étaient obligés de s'entasser dans des taudis.

Cependant, n'est-il pas nécessaire que le travailleur de la ville participe lui aussi aux bienfaits de la propriété ? « La première de toutes les nécessités pour l'existence et la stabilité d'un peuple est de fixer la population au sol. Cette nécessité existe pour la classe ouvrière comme pour les autres. L'intérêt du pays tout entier est de ne pas laisser la classe la plus nombreuse échapper à cette influence, et devenir une sorte de tribu extra-nationale, mêlée au fond de la nation, sans en partager les instincts, bande de nomades détachés de cette fidélité au passé et à la tradition qui fait l'harmonie sociale ». (1)

Mais comment faire accéder le travailleur à la propriété, sinon par le moyen du Crédit ? Ainsi, pour arriver à réaliser l'œuvre désirée, il faudra du temps. En réalité, l'ouvrier ne deviendra vrai propriétaire, que lorsqu'il sera déjà vieux. Que va-t-il se passer à sa mort ? Il ne faut pas que l'avantage si péniblement obtenu soit de nouveau compromis.

C'est la question de la très petite propriété qui se pose ainsi. La règle de l'art. 832 lui fait échec. Imaginée pour multiplier les propriétaires, elle va frapper la propriété à son étape la plus intéressante, au début de la constitution de l'héritage par l'homme de labeur, à ce point précis de l'existence du prolétaire où celui qui n'a jamais travaillé pour lui se sent enfin la légitime ambition d'atteindre l'indépendance.

Nous pouvons maintenant répondre à la question que nous posions au début de ce chapitre : la règle d'égalité en nature dans les partages est-elle toujours favorable à la propriété foncière ?

Sans nier qu'elle ait pu produire des résultats heureux, à

---

(1) Gabriel Ardent. *Hist. politique de la petite propriété*. Ref. soc., 15 juin 1884, p. 573.

une époque où la majeure partie de la population restait attachée au sol, nous croyons qu'elle ne convient plus à la situation actuelle.

Trop simple dans sa formule, trop rigide dans ses conséquences, elle néglige de n'agir qu'à bon escient. Elle détruit le lendemain ce qu'elle a contribué à créer la veille. Elle partage de la même manière un domaine étendu et divisible et une exploitation dont il importe de conserver l'unité. Imaginée dans l'intérêt de l'agriculture, si elle le favorise parfois, elle l'entrave plus souvent. On dit qu'elle est un facteur d'ordre social parce qu'elle fait participer un plus grand nombre à la stabilité que procure la propriété ; mais elle rend la propriété naissante instable et éphémère.

Elle n'a connu qu'un des éléments du problème de la petite propriété : il ne suffit pas de la créer ; il faut la créer telle qu'elle puisse accomplir la fonction en vue de laquelle on a songé à l'aider.

---

### CHAPITRE III

---

#### PARTAGE EN NATURE ET POPULATION.

---

La nécessité d'examiner successivement chacune des idées qui ont servi à justifier la règle du partage en nature, nous a seule empêché d'étudier dans le précédent chapitre l'influence de l'art. 832 sur la population.

Le fait de la diminution de la main-d'œuvre agricole est en effet « dominé par l'affaïssement général de la natalité, et le problème agraire est moins un problème de répartition de population qu'un problème de population tout court » (1). Dans une récente enquête, P. Caziot (2) a mis en relief « quelle coïncidence frappante existe entre l'activité morale d'une région et la vitalité de la famille. Quand la famille reste vivante et féconde, la crise ne se manifeste pas.

D'autre part, c'est en imposant le morcellement de la petite exploitation que l'art. 832 agirait, dit-on, sur la population.

La question de la natalité est posée aujourd'hui devant l'opinion d'une façon si saisissante qu'elle ne peut plus être éludée. Par les bulletins, les revues, les tracts, les conférences, le danger a été partout dénoncé. « La natalité française,

---

(1) V. Et Duthoit. *Semaine Sociale* de Rennes, loc. cit., p. 47.

(2) *Journée Industrielle*. Voir en particulier les numéros des 9, 13, 14, 22 janvier, 2 février 1924.

dit une récente brochure (1) décroît depuis un demi siècle. Nous avions en 1868, 1.034.000 naissances ; nous n'en n'avons plus que 760.000 en 1922 et ne dépasserons guère 700.000 en 1923. Avant la guerre, sept années déjà ont vu naître moins de Français qu'elles n'en n'ont vu mourir ; et pendant les hostilités, tandis que l'Allemagne remplaçait par ses naissances les morts de sa population civile, la France a doublé, faute de naissances, les pertes que lui causait le feu de l'ennemi : elle a perdu ainsi, non pas 1 million 1/2 de morts, mais 3 millions de vies humaines. Plus de cercueils que de berceaux, c'est la mort qui triomphe de la vie. Si la fécondité de nos jeunes ménages n'augmente pas, et tout de suite, c'est la fin à bref délai. » Le péril prend un caractère encore plus angoissant quand on compare le mouvement de la population française à celui des nations voisines. « En un demi-siècle, de 1850 à 1900, tandis que la France augmentait péniblement de moins de 4 millions d'habitants, l'Italie augmentait de près de 9 millions, l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne de plus de 14 millions, l'Allemagne de 21 millions, la Russie de 62 millions. » (2).

Telle est la douloureuse réalité. Elle explique l'âpreté des controverses et que naissent, à défaut d'enfants, d'interminables discussions sur l'origine de la dénatalité et les moyens d'y pallier.

C'est Le Play qui a le plus fortement dénoncé notre régime successoral comme le plus important destructeur de la famille française. La vivacité de son attaque a entraîné de nombreux disciples. L'essentiel de sa doctrine est contenu dans son célèbre livre « L'Organisation de la Famille » qui contient « le dramatique tableau de la famille Mélouga, jadis prospère et

---

(1) *La Vie ou la mort de la France*, par Paul Haury (Prix Michelin de la Natalité 1924), édité par l'Alliance Nationale.

(2) Victor Giraud. « La Crise de la Natalité », *Revue des Deux-Mondes*, 13 mars 1924.

heureuse, aujourd'hui détruite par le fonctionnement du Code Civil ».

Pour Lé Play, le type idéal de la famille est la famille souche, à mi-chemin entre la famille patriarcale et ce qu'il appelle la famille instable. Le Code Civil aboutit à cette dernière forme de la famille. En obligeant au partage égal des biens héréditaires, il désagrège la famille en lui enlevant le point fixe autour duquel elle aurait dû se grouper. Faute de la liberté de tester, le père n'a plus l'autorité nécessaire. Enfin, c'est parce que la transmission intégrale de son domaine est impossible s'il a plusieurs enfants que le propriétaire, faute de pouvoir faire un aîné, est amené à faire un fils unique et que, comme on l'a dit, le droit d'unigéniture a remplacé le droit de primogéniture. « Le Code Civil a placé le propriétaire rural dans cette alternative : ou n'avoir qu'un enfant, deux au plus, avec l'espoir qu'ils pourront s'entendre, ou prévoir que fatalement le domaine qu'il a travaillé toute sa vie sera vendu dès sa mort. C'est au premier parti que le paysan français passionnément attaché à sa terre s'est depuis longtemps arrêté. » A l'appui de leur thèse, les disciples de Lé Play observent que « partout l'abondance de la natalité se trouve liée à la liberté testamentaire » (2). C'est le cas des Etats-Unis, de l'Angleterre, de l'Australie, du Canada (où les familles de 12 enfants ne sont pas rares), de l'Espagne (où la quotité disponible assez restreinte à l'égard des étrangers est plus large à l'égard des enfants), de l'Autriche, de l'Allemagne (qui connaissent une législation spéciale pour les biens agricoles). En France, un exemple typique peut être trouvé dans les départements des Hautes et des Basses-Pyrénées. « Dans l'enquête de 1866 il est noté que l'attribution intégrale se maintient plus forte que la loi. Mais dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle la résistance di-

---

(1) F. Auburtin : *Une Législation qui tue. Le Régime successoral du Code Civil*, p. 8 et p. 13

(2) *Ib.* p. 16.

minua dans les Hautes-Pyrénées, alors qu'elle se maintenait dans le département voisin. Or, au recensement de 1901, sur mille familles, on en comptait 66 ayant plus de six enfants dans les Basses-Pyrénées ; dans les Hautes-Pyrénées, il n'y en avait plus que 28 (1).

Telle est la thèse de Le Play et de ses nombreux disciples. Souvent reprise et rajeunie par des arguments nouveaux, son crédit est considérable.

Elle a suscité des adversaires aussi ardents que ses partisans. La responsabilité du Code Civil, et surtout du partage en nature, est-elle aussi grande qu'on l'a dit ?

On a fait remarquer (2) que Le Play méconnaît l'histoire. Le régime successoral de l'ancienne France était plus égalitaire que le nôtre. Les coutumes d'égalité parfaite ne permettaient pas au père d'avantager l'un de ses enfants ; ils ne pouvaient disposer de la quotité disponible qu'en faveur d'un étranger. En second lieu, s'il y avait rapport de cause à effet entre la législation successorale du Code Civil et la dénatalité, ce phénomène aurait dû se produire dès l'apparition du Code ou du moins peu après. On a constaté qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la population s'accroissait, et que l'application de la nouvelle législation ne semble pas avoir eu d'autre résultat que celui que prévoyaient Mirabeau et Pétion. D'autre part, la comparaison entre la France et les peuples étrangers dont les disciples de Le Play tirent argument est incomplète. En dehors de la France, quatre Etats européens sont encore régis par les dispositions du Code Civil en matière successorale : la Belgique, la Hollande, la Pologne, la Roumanie ne connaissent pourtant pas un fléchissement de la natalité analogue au nôtre.

Enfin, suivant les disciples de Le Play sur le terrain psycho-

---

(1) V. Coste : « La Liberté testamentaire et le problème de la population ». *La Chronique sociale de France*, décembre 1922, p. 800.

(2) V. Worms, *Natalité et régime successoral*, p. 78 et suiv. — Capitaint. *Gazette Dalloz*, 10 janv. 1923.

logique, on demande : « Croit-on vraiment que le paysan s'inquiète plus du sort de sa terre que de celui de ses enfants ? Croit-on que le jour où il pourrait laisser son bien à un de ses enfants, il serait incité par là à en avoir plusieurs autres auxquels ils ne laisseraient rien ? S'il est vrai que les parents s'abstiennent de multiplier leurs enfants de crainte de ne pas laisser assez à ceux qu'ils ont déjà, en quoi, la possibilité de ne rien leur laisser les inciterait-elle à en procréer d'autres ? » (1).

Nous croyons que le caractère excessif de la doctrine de Le Play a provoqué un malentendu. On a trop dit que le régime successoral du Code Civil était la principale cause de la dénatalité (2). Par réaction, on dit trop maintenant que sa responsabilité est nulle.

« Dire que la famille française est vouée à une natalité restreinte parce que tel est son intérêt d'après la législation successorale, c'est attribuer une place exagérée à des éléments d'ordre matériel qui ne sont certainement pas négligeables, mais dont il est téméraire d'affirmer la prépondérance. C'est donner dans un des travers qui caractérise l'esprit contemporain, le travers du fétichisme législatif. Attitude commode qui nous permet de ne pas inquiéter nos consciences, de continuer à vivre comme auparavant, en gémissant sur le malheur des

---

(1) A. Colin et H. Capitant. *Cours élém. de droit civil*, 3<sup>e</sup> édit., t. III, p. 707.

(2) Rappelons quelques-unes de ces formules excessives : « Le titre des successions du Code Civil qui ordonne le partage égal des biens est le pilon dont le jeu perpétuel émiette le territoire, individualise les fortunes en leur ôtant la stabilité, et qui décomposant sans recomposer jamais, finira par tuer la France ». (Balzac, partout cité). — On prête à Lord Castelreagh, au Congrès de 1815, cette parole plus ou moins authentique : « Il est inutile de détruire la France, le Code Civil s'en chargera ». — En 1919, le Congrès de la Natalité émet à Nancy ce vœu : « Considérant que la *principale cause* de l'abaissement de la natalité à la campagne se trouve dans la crainte du morcellement de la propriété, émet le vœu que le père de famille ait la liberté absolue de tester ».

temps et le mauvais fonctionnement de la machine législative ». (1).

En faisant endosser au Code Civil la responsabilité de la dénatalité on commet, à notre avis, la même erreur que celle où tombaient Mirabeau et Pétion en imaginant que le partage égal des biens multiplierait la population. Mirabeau et Pétion croyaient que la limitation des ressources matérielles oppose une résistance au développement de l'espèce humaine, et que la division du sol en donnant à plus d'êtres humains des ressources matérielles, leur permettrait d'augmenter le nombre de leurs enfants. En sens inverse, on donne aujourd'hui à la possession de la richesse et au souci de la conserver le rôle essentiel dans la restriction des naissances. Des deux côtés, c'est à des facteurs d'ordre matériel qu'on donne la principale importance. C'est d'une conception de même ordre que dérive la propre théorie de Malthus.

Ce sont surtout des facteurs d'ordre moral qui influent sur la population. « Il est impossible d'expliquer jusque dans leurs causes, souvent si complexes, les mouvements démographiques, sans faire intervenir l'homme et tout ce qui le constitue, la partie spirituelle aussi bien que la partie physique de son être : ses facultés, ses croyances, ses désirs, comme ses sens et ses besoins » (2).

Il ne faut donc pas accorder à la législation une action prépondérante qui n'est pas la sienne, tant qu'elle se borne à régler des questions d'ordre patrimonial. Mais il est certain, qu'elle exerce cependant une influence, lorsqu'elle réagit sur les facteurs d'ordre moral auxquels nous attribuons le rôle primordial. C'est de ce point de vue qu'il faut envisager notre régime successoral : ce peut être la lointaine cause de la dénatalité ; ce ne peut pas en être la cause essentielle.

---

(1) Rouast. « Leçon à la Semaine Sociale de Grenoble », 1923.

(2) E. Duthoit. Semaine Sociale de Grenoble. Leçon d'ouverture.

La formule « la terre à la famille paysanne » tient compte du double souci de pourvoir à la culture du sol, et de placer la famille dans les meilleures conditions de fécondité. Elle place l'intérêt matériel au service de la natalité. Le père, nanti d'un domaine qu'il ne peut cultiver seul, a besoin de ses enfants pour l'aider. Mais il faut que notre régime successoral, insuffisant à déterminer l'œuvre de vie, ne vienne pas, du moins, l'entraver. Or « le partage forcé met le propriétaire devant un cercle vicieux : il l'invite à réduire sa famille pour ne pas morceler son exploitation qui cependant a besoin d'enfants. Sans une famille nombreuse, la terre n'est plus exploitable ; avec une famille nombreuse l'exploitation n'est plus stable ». (1).

En espérant de l'article 832 l'accroissement de la natalité, le législateur a commis la même erreur qu'en escomptant qu'il amènerait la prospérité agricole. Il a voulu multiplier la propriété sans chercher à la placer dans les conditions où elle aurait pu être efficace.

---

(1) J. Vialatoux. « Recherches sur les causes de la désertion agricole ». Semaine Sociale de Rennes. Compte rendu, p. 15, note 3.

## CHAPITRE IV

---

### L'ÉGALITÉ EN NATURE ET L'ÉGALITÉ EN VALEUR

---

Le partage en nature des successions paraît donc impropre à obtenir les avantages économiques et sociaux qu'on en attend. Mais est-il possible d'y échapper, sans déroger en même temps à l'égalité en valeur ?

On ne soutient plus aujourd'hui qu'il y ait une prééminence absolue de l'une des deux catégories de biens : meubles et immeubles. Cette *summa divisio rerum*, si significative dans l'ancien droit, n'a plus que la portée d'une classification d'ailleurs artificielle et généralement critiquée. Les meubles ne sont plus une partie négligeable des fortunes. Le développement prodigieux des valeurs mobilières, l'importance des offices, des fonds de commerce qui sont des meubles, les met au premier plan. On a fait remarquer que bien souvent la lutte entre cohéritiers était non pas de connaître qui aurait la chance d'avoir l'immeuble dans son lot, mais bien qui en aurait la charge.

Cependant les immeubles n'ont point entièrement perdu les qualités qui les faisaient tant apprécier jadis. Ils sont demeurés l'élément stable des fortunes. Dans les périodes de crise leur valeur loin de diminuer augmente souvent, parce qu'ils échappent aux aléas des placements mobiliers. Ce sont des ri-

chesses réelles, qui ne peuvent entièrement disparaître que par une destruction matérielle.

Depuis la guerre de 1914, le rôle des immeubles dans les patrimoines a repris une partie de son importance. La catastrophe qui a bouleversé le monde entier, a entraîné la ruine partielle de bien des personnes dont l'actif ne se composait que de valeurs mobilières. L'incertitude du lendemain, l'inflation monétaire a jeté un certain discrédit sur les richesses qui ne sont pas représentées par un élément matériel capable d'échapper au contre-coup d'une crise de confiance. La valeur de la terre a considérablement augmenté. Sans trop forcer le rapprochement, on peut comparer la situation d'après guerre à celle que les rédacteurs du Code Civil avaient sous les yeux quand ils adoptaient les art. 826 et 832 : comme alors, les immeubles ont d'autant plus de prix que la valeur de la monnaie est instable et que les temps sont incertains.

Cependant la situation n'est plus la même. L'importance d'une composition rationnelle d'un patrimoine en meubles et en immeubles a persisté. Mais il n'est plus aussi nécessaire, pour respecter l'égalité entre héritiers, de placer dans chaque lot une même proportion d'immeubles. Tout d'abord, en effet, la composition du lot en meubles ou en immeubles engage moins l'avenir. En second lieu, il est plus facile d'équilibrer par une valeur mobilière équivalente, l'attribution de l'intégralité de l'héritage à un seul héritier.

Pour mieux faire comprendre l'importance que nous attachons à ces deux observations, il est nécessaire de préciser comment on soutient que le partage en nature est l'indispensable corollaire de la règle d'égalité en valeur. On présente à ce sujet deux arguments principaux.

Pour satisfaire l'égalité, dit-on, on ne peut s'en tenir à la valeur des biens au moment du décès. Il faut aussi se préoccu-

per de leur valeur « en puissance ». Il ne suffit pas que les lots soient égaux d'une manière éphémère ; il faut envisager l'avenir et leurs chances d'accroissement ou de diminution. Il est vrai qu'au moment du partage un lot composé de meubles peut avoir la même valeur qu'un lot composé d'immeubles. Mais « l'héritier qui aura recueilli les valeurs mobilières aura, certes, *la chance* de voir sa part augmenter considérablement par suite de la hausse des cours, alors que l'autre n'aura rien à espérer de semblable, la valeur des immeubles étant à peu près stable ou, du moins, variant insensiblement. Mais en revanche, le premier court *le risque* de voir la baisse se produire et emporter le plus clair de son héritage, tandis que son cohéritier aura toujours conservé le sien » (1).

On ajoute qu'il est d'ailleurs souvent impossible d'équilibrer l'attribution intégrale d'un immeuble. Les petites successions ne comprennent point, à la fois, des immeubles et des valeurs. Comment respecter l'égalité sans diviser entre les héritiers le seul élément d'actif ? Ne serait-ce pas un leurre que de ne leur donner en échange de l'immeuble qu'une créance à terme, et du reste aléatoire, contre leur cohéritier ?

Que vaut le premier argument ? Il avait une réelle valeur lorsque les transactions étaient rares et que la composition des patrimoines était à peu près invariable. L'avenir de l'héritier se trouvait en effet engagé par l'attribution qui lui était faite. Mais le raisonnement n'a plus la même force si les échanges sont faciles et si l'héritier peut transformer aisément une richesse mobilière en une richesse immobilière.

Pourquoi n'applique-t-on pas la règle du partage en nature dans toute sa rigueur s'il ne s'agit que de partager des meubles ? On admet en effet « qu'il n'est pas nécessaire que des valeurs mobilières de chaque espèce se trouvent par montant égal dans chaque lot » (2). Chaque valeur mobilière a, elle

---

(1) *Bull. Soc. d'ét. lég.*, 1905, p. 223

(2) Baudry-Lacantinerie et Wall. *Successions*, t. II, n° 3260.

aussi, sa destinée particulière : son avenir est plus ou moins aléatoire. L'une doublera de valeur ; l'autre deviendra un papier sans utilité. C'est parce que — dit-on — les valeurs mobilières sont *facilement négociables* en Bourse. Tel cohéritier qui a dans son lot des valeurs qui ne lui plaisent pas, peut les revendre aussitôt et acquérir des valeurs semblables à celles dont on a aloti son cohéritier. Il y aura bien les frais de vente, les droits de mutation : mais ce n'est là qu'un inconvénient sur lequel on peut ne pas s'arrêter outre mesure.

Ce qui est vrai dans les rapports des meubles entre eux, l'est aussi, à notre avis, dans les rapports des meubles avec les immeubles. Le temps n'est plus où l'on pouvait, comme Pothier, fonder l'infériorité du lot en argent sur la difficulté d'en faire emploi. S'il est facile d'échanger des valeurs mobilières contre d'autres valeurs mobilières, il ne l'est pas moins d'échanger des valeurs mobilières contre un immeuble. C'était cette idée qui inspirait le tribunal d'Aix, dans les observations citées plus haut quand il disait des créances « qu'on peut les posséder et *les réaliser* à volonté. »

L'héritier n'est pas obligé de respecter l'attribution qui lui est faite. Il peut prévoir les événements qui influent sur le cours des valeurs. Quand un bien est entré dans son patrimoine, il a l'initiative de le conserver ou de le modifier. Si les transactions sont faciles et rapides, il n'est plus nécessaire de donner à chaque héritier la même valeur « en puissance », il suffit de lui donner la même valeur « actuelle ».

Tous les partisans de l'égalité en nature des lots ne manquent point de citer « l'Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et des prix de l'an 1200 à l'an 1800 » publiée par M. d'Avenel. Cet économiste établit que si deux capitalistes avaient employé au XII<sup>e</sup> siècle, chacun une somme identique de 21.750 francs de notre monnaie équivalant en 1201 à la valeur de 161 hectares de labour en plein rapport, l'un, à des placements en prêts, l'autre, à une acquisition de

terres, et que leurs héritiers eussent continué, arrivés en 1790, le terrien posséderait toujours 161 hectares d'une valeur vénale de 122.500 francs et d'un rapport de 4.250 francs, et le rentier ruiné n'aurait plus qu'un capital de 950 francs, à peine de quoi acheter un hectare de labour.

Cet exemple est saisissant. Mais il est établi sur une hypothèse invraisemblable : il n'est vrai que « si les héritiers ont continué ». Comment admettre que la composition de leur patrimoine ne se soit pas modifiée en même temps que la valeur de la terre et de l'argent ?

Bien mieux que dans la valeur nouvelle qu'a prise la richesse mobilière au XIX<sup>e</sup> siècle : *c'est dans la facilité des échanges que nous voyons le principal argument à opposer aux partisans de l'égalité en nature des lots*. Quand on dit que « l'héritier qui aura recueilli des valeurs mobilières pourra se lancer dans des entreprises industrielles et commerciales d'où il peut tirer une grande augmentation de richesse, tandis que celui qui aura reçu des immeubles pourra se constituer comme un fonds de réserve qui assurera sa fortune et l'avenir de sa famille », on oublie absolument que rien n'empêche celui à qui la composition de son lot ne plaît pas de la modifier presque instantanément.

Cela est si vrai, que le Code lui-même, dans le système qu'il organise, fait l'aveu de cette équivalence finale des meubles et des immeubles. En effet, si dans une succession se trouve un immeuble difficile à partager et que la licitation en soit ordonnée, ne substitue-t-on pas dans la masse à partager une valeur mobilière, de l'argent, à un bien immobilier ? Le législateur estime que malgré tout, aucun héritier ne sera lésé. Comment soutenir dès lors, qu'un immeuble et de l'argent, n'ont pas le même poids dans la balance, parce qu'ils n'ont pas la même valeur en puissance ?

En réalité, il n'y a plus à s'occuper aujourd'hui des chances d'accroissement ou de perte de valeur que représente un

bien déterminé. C'est à celui qui le reçoit dans son patrimoine, à prendre les mesures nécessaires pour faire fructifier le plus possible la valeur effective qu'il représente.

Mais, alors même que cela serait théoriquement admissible, pourrait-on compenser l'attribution de l'immeuble en donnant à l'autre héritier des meubles ? S'il n'y a qu'un immeuble dans la succession, sans contrepartie mobilière, il faudra bien se résigner à diviser ou à vendre, à moins de sacrifier l'égalité en valeur : c'est le second argument que nous avons signalé.

Presque irréfutable jadis, cet argument a perdu beaucoup de sa valeur. Quand il y avait peu d'argent et qu'on s'en procurait difficilement, il était, en effet, presque impossible de former des lots égaux sans partager l'immeuble. Mais, aujourd'hui, cela est devenu plus facile, grâce aux développements des institutions de crédit et à la pratique de l'assurance sur la vie. Le développement des institutions de crédit permettra, en effet, d'une part, de verser immédiatement à l'héritier créancier, la soulte qui lui serait due, d'autre part de donner à l'héritier débiteur un créancier moins exigeant. La pratique de l'assurance sur la vie permettra au père de famille de s'assurer à son décès un capital de valeur égale à celle de l'immeuble.

Les soultes présentent, en effet, deux inconvénients : elles ne donnent à l'un des héritiers qu'une créance à terme, alors que l'autre est déjà en possession de son héritage ; elles font peser sur le débiteur les lourdes charges de l'intérêt à payer et la crainte d'une saisie à l'échéance. Mais elles n'ont plus le même désavantage, si de l'argent peut être immédiatement versé en échange de l'immeuble, et si le débiteur se voit sentir un long délai et des conditions avantageuses.

Le Crédit permet ce double résultat. Il se présente sous la

forme du Crédit Foncier ou sous celle du Crédit agricole (1). Le Crédit foncier est normalement un crédit à long terme ; le prêt sera remboursé par fractions et s'étendra sur une très longue période. Le Crédit agricole aurait plutôt pour objet de faciliter l'exploitation et non l'acquisition de la propriété foncière : crédit personnel, il ne serait consenti qu'à court terme. Ainsi conçu, il compléterait heureusement le Crédit foncier en permettant à l'héritier, qui a dû emprunter pour payer une soulte, de se procurer de nouvelles ressources malgré la première hypothèque. Mais les lois sur le Crédit agricole tendent de plus en plus à élargir son objet. La loi du 5 août 1920, a expressément prévu des prêts à moyen terme « destinés à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales ».

Le développement du Crédit, permet à l'héritier de se procurer de l'argent. L'assurance sur la vie fait plus encore : elle donne au père de famille le moyen d'avoir à sa mort le capital nécessaire pour désintéresser l'un de ses enfants (2).

Une jurisprudence aujourd'hui fixée décide, en effet, que le tiers bénéficiaire de l'assurance sur la vie acquiert par le seul fait de la stipulation à laquelle il n'a pris aucune part, un droit de créance contre le promettant. Ce droit lui appartient en propre ; il naît en sa personne et non en celle du stipulant. Il entre dans son patrimoine sans passer par celui de ce dernier (3).

Cette théorie fut d'abord admise dans les rapports des héritiers et des créanciers de la succession. La jurisprudence hésita pendant quelque temps à l'appliquer aux rapports des co-héritiers entre eux, et à décider que le capital souscrit ne cons-

---

(1) V. Truchy, *Cours d'Economie Politique*, p. 368.

(2) Thaller, *La Jurisprudence de l'assurance sur la vie et la quotité disponible. — Réforme sociale* 1897, t. II.

(3) Cass. Civ. 2 juillet 1984 D. P. 85. 1. 150. S. 85. 1. 5... 7 août 1888 D. P. 89 1. 118. S. 89. 1. 97 et les arrêts cités en note.

titue pas une donation et n'est pas soumis au rapport. C'est ainsi que dans un arrêt du 8 février 1888 (1) la Cour de Cassation décidait que la stipulation faite au profit du bénéficiaire « constitue une véritable libéralité à laquelle sont applicables les règles concernant les rapports, soit qu'il s'agisse d'assurer l'égalité des partages entre cohéritiers, ou de déterminer à l'égard des réservataires le montant de la quotité disponible. » Cette jurisprudence contradictoire ne pouvait se maintenir. La Cour de Cassation ne persista pas dans une distinction aussi inadmissible : elle décide aujourd'hui que le capital assuré n'a point été donné et ne doit pas être rapporté à la succession du souscripteur (2).

Le père peut donc avoir à sa disposition une véritable masse de manœuvre destinée à lui permettre d'attribuer son immeuble à l'enfant qu'il jugera le plus digne ou le plus capable d'en continuer l'exploitation, tout en donnant à celui-ci le moyen de désintéresser immédiatement son cohéritier. Il lui suffira de souscrire une assurance sur la vie d'un montant approximativement égal à la valeur de l'immeuble. Il restera libre d'en désigner le bénéficiaire tant qu'il vivra.

On a dit que le procédé de l'assurance est peu connu à la campagne où il serait le plus utile pour atteindre le but des transmissions intégrales. Mais on peut espérer que la vulgarisation du procédé de l'assurance qu'entraînera l'application de la loi sur les accidents du travail en agriculture en favorisera le développement.

---

(1) D. P. 88. I. 493. S. 88. I. 121.

(2) Cass. 29 juin 1896. D. P. 97. I. 73. S. 96. I. 36.

## CHAPITRE V

---

### JUGEMENT D'ENSEMBLE SUR LA RÈGLE D'ÉGALITÉ EN NATURE.

#### APPRÉCIATION DU RÔLE DE LA JURISPRUDENCE.

---

Les observations précédentes ont eu pour objet de montrer que les idées abstraites sur lesquelles on a fondé, depuis la Révolution, la règle d'égalité en nature dans les partages ne peuvent aujourd'hui justifier son maintien. Le partage en nature n'était point simplement un procédé inévitable pour réaliser l'égalité des héritiers. Il était destiné à obtenir des résultats consciemment voulus par le législateur ; éviter la résurrection de la féodalité et assurer le nouvel ordre civique, entraîner la division des fortunes et la multiplication des propriétaires, répartir entre plus de mains les richesses, et par l'aisance du plus grand nombre accroître la population : tels étaient les buts que l'on visait avec la règle des articles 826 et 832.

L'examen des faits montre que la règle du partage en nature des successions ne concourt plus à la réalisation de ces désirs. Le retour de la féodalité n'est plus à craindre ; du moins la féodalité ne se reconstituera point avec l'appui de la propriété foncière : les privilégiés d'aujourd'hui puisent leur force dans l'argent. La petite propriété conserve toujours sa supériorité économique et son efficacité sociale. Mais il est né-

cessaire de l'encourager aujourd'hui, autrement que par la division méthodique des grandes propriétés déjà morcelées et éparpillées ; il faut lui permettre d'accomplir sa fonction économique et de jouer son rôle social. L'exploitation agricole, du fait des progrès techniques, de la raréfaction de la main-d'œuvre et de l'introduction du machinisme, apparaît aujourd'hui comme une unité économique qu'il faut éviter de briser. La petite propriété pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre, a besoin de stabilité. Quant à la population, dont il est urgent d'arrêter la diminution, ce n'est pas la règle du partage en nature qui contribuera à l'accroître ; la crainte de voir partager sa terre conduit plutôt le père à la restriction des naissances. Pour maintenir la vitalité de la famille, la transmission intégrale du domaine à l'un des enfants, choisi par le père s'il est possible, semble utile sinon nécessaire.

Les faits ne justifient plus la règle du partage en nature, si on ne considère que son but social. Mais ne demeure-t-elle pas nécessaire pour le maintien de l'égalité entre les héritiers ? Renoncer à l'égalité en nature, n'est-ce pas renoncer en même temps à l'égalité en valeur ? A ces questions, nous nous sommes efforcés de donner une réponse prudente. Les immeubles ont conservé certains de leurs avantages. Mais pour maintenir l'égalité, il n'est plus aussi nécessaire de mettre dans chaque lot une même quantité de meubles et d'immeubles.

Le développement de la richesse mobilière, jadis presque inexistante, la facilité des transactions et des échanges, la mobilité des éléments des fortunes diminuent l'importance de la composition matérielle des lots. Les institutions de crédit facilitent le paiement des soultes. L'assurance sur la vie permet même au père de donner à l'enfant débiteur le moyen de se libérer immédiatement. Ainsi ce qui était autrefois *nécessaire* est devenu simplement *souhaitable*.

Ces conclusions permettent de porter un jugement d'ensemble sur la règle d'égalité en nature dans les partages. Cette rè-

gle anime de nombreuses dispositions du Code, nous l'avons montré. La division en nature de la succession est obstinément poursuivie tout au long du titre I du livre II du Code Civil. Comment devront se faire les rapports des immeubles ? En nature. Comment réduira-t-on les donations excessives ? En nature. Comment s'effectuent les prélèvements de l'article 830 ? En nature. L'article 832 n'est que l'expression la plus claire du principe posé par l'art. 286. « Chacun des héritiers peut demander sa part en nature des meubles et des immeubles de la succession ».

Ce principe est développé avec logique ; presque toutes ses conséquences sont acceptées. Quand le législateur les écarte, c'est à regret, et en faveur d'un principe qui lui est plus cher encore : il faut respecter les droits acquis des tiers ; il faut assurer la sécurité des transactions immobilières. En dehors des exceptions inspirées par ce souci, on peut dire que le législateur a fait de l'égalité en nature entre héritiers une règle absolue. A moins d'entente entre les intéressés, elle s'applique, rigoureuse et générale.

Tel est le gros défaut de la règle d'égalité en nature : elle est trop absolue. Un résultat simplement souhaitable est imposé sans réserves et sans ménagement.

Cette critique aurait une moindre portée si la jurisprudence avait fait une application plus judicieuse de l'article 832. Son rôle pouvait être considérable. Elle eut pu assouplir la règle dans sa mise en œuvre, et sans jamais déroger aux textes, leur donner une interprétation conforme à l'évolution du milieu social.

Les termes de l'article 832 sont, en somme, mesurés et prudents : « Dans la formation et la composition des lots, on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations ; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur ». « Il

semble, a-t-on dit, à lire ce texte sans idée préconçue qu'il faille poser en règle générale l'obligation de ne pas morceler et n'indiquer qu'à titre purement facultatif et exceptionnel la mise dans chaque lot de biens de même nature ». (1).

Au moment où ce texte était rédigé, il n'est point douteux que dans l'intention du législateur, on devait aller dans la division de l'héritage jusqu'à l'extrême limite du possible. Le législateur désirait morceler les grandes exploitations, la main-d'œuvre était assez abondante pour ne pas faire redouter outre mesure le parcellement. Mais à mesure que se modifiait la situation de fait qu'avait considérée le législateur, la mise en œuvre de la règle aurait dû aussi évoluer. Aux termes de l'article 827, la division doit être évitée « si les immeubles ne peuvent se partager commodément ». Si, en 1804, un immeuble pouvait se partager « commodément » dès qu'il était matériellement divisible, cela cessait d'être vrai quand les progrès de la technique agricole et la raréfaction de la main-d'œuvre donnaient à chaque exploitation rurale le caractère d'une unité qu'il fallait ne point briser. A l'abri du mot « commodément » la jurisprudence pouvait adapter progressivement la règle du partage en nature aux nécessités économiques.

La jurisprudence s'est au contraire longtemps bornée à respecter l'intention qu'avait eue le législateur. Aujourd'hui en-

---

(1) *Bulletin de la Soc. d'ét. lég.*, 1905, p. 221. Rapport de M. Piédelièvre.

Cf. *Glasson. L'autorité paternelle et le droit de succession des enfants*, « Que dit l'art. 832 du Code Civil. Il a soin de recommander avant tout de ne pas morceler les héritages dans la formation et composition des lots ; mais sous le bénéfice de cette règle il désire qu'on fasse entrer si cela est possible, dans chaque lot, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. On peut dire sans exagération que la jurisprudence a compris et appliqué cet article en sens inverse de ce qu'il dit. L'art 832 pose comme règle générale l'obligation de ne pas morceler les héritages ; il indique à titre de faculté et d'exception la mise dans chaque lot de biens de même nature. La jurisprudence a purement et simplement supprimé la règle générale, comme si elle n'existait pas. »

core, beaucoup de tribunaux n'ont que le souci de savoir si le domaine est matériellement partageable ; et ils divisent des exploitations dont l'intérêt général exigerait la conservation intégrale.

C'est surtout à propos de l'application du principe d'égalité en nature aux partages d'ascendants que le rôle néfaste des méthodes d'interprétation de la jurisprudence peut être signalé.

Fallait-il astreindre le père de famille à observer l'article 832 ? Nous avons indiqué dans la première partie de cette étude quelle avait été à cet égard la pensée du législateur. L'article 832 devait coopérer au maintien du nouvel ordre politique. On devait empêcher que les intéressés ne réussissent à reconstituer les anciens privilèges. Trop de liberté donnée au père de famille eût été un danger. Libre de répartir ses biens entre ses enfants, le père devait cependant composer les lots en biens de même nature : mais il éviterait les inconvénients du tirage au sort des lots.

Si elle se bornait à rechercher l'intention du législateur, la jurisprudence pouvait donc légitimement conclure à l'application de l'art. 832 aux partages d'ascendants. Telle fut sa première méthode. Elle s'en tint strictement à l'intention du législateur. L'arrêt du 18 décembre 1855 (1), déjà signalé plus haut, est peut-être le plus remarquable à ce point de vue. Rappelons que la Cour de Bordeaux avait jugé que si les immeubles étaient matériellement partageables, leur division « causerait une perte considérable à chacun des lots ». Mais la Cour de Cassation déclare : « Attendu, en droit que l'art. 1075, Cod. Nap., donne au père le droit de faire entre ses enfants le partage et la distribution de ses biens ; mais que ni cet article, ni aucun autre ne le dispense de se conformer aux règles qui tiennent essentiellement à la nature des partages,

---

(1) S. 56. 1. 305.

que les art. 826 et 832 pour conserver le principe de l'égalité entre les copartageants, veulent que les immeubles de la succession soient partagés entre tous les héritiers, si ce n'est dans le cas où cette opération est impossible ou ne peut pas être faite commodément. Qu'il suit de là que l'arrêt attaqué a expressément violé les lois précitées, Casse, etc... » Ainsi, la Cour de Cassation, au nom d'une exégèse rigoureuse, n'hésitait point à heurter les intérêts mêmes des cohéritiers.

Cette jurisprudence a gravement accentué le caractère absolu de la règle d'égalité en nature. L'arrêt Chabert du 16 août 1826 a eu dans la matière des partages d'ascendants une importance analogue à celle qu'ont eue dans le domaine des régimes matrimoniaux les arrêts Maria, Lelédier et les célèbres arrêts Chaiwel (1). On peut encore en rapprocher l'arrêt rendu au sujet de la responsabilité du fait des choses dans l'affaire des résines (2) et la jurisprudence hésitante en matière de substitutions. Dans tous ces cas, la Cour de Cassation a fait prévaloir une interprétation exégétique des textes. Une conception critiquable du législateur, qui aurait dû s'effacer peu à peu et évoluer avec le milieu social s'est trouvée pour ainsi dire cristallisée et devenue définitive. La règle de l'article 832 qui aurait pu ne consacrer qu'un procédé imparfait, adopté faute de mieux, quand le juge est obligé d'intervenir, et limité au mode excep-

(1) Ces arrêts ont décidé que la femme mariée sous le régime de la communauté ne pourrait faire la preuve de ses reprises à l'égard des tiers que par un inventaire ou un acte authentique. Les Cours d'appel avaient jugé que la femme, à défaut d'inventaire ou d'acte authentique pourrait du moins venir avec les autres créanciers, sur le franc, comme créancière de ses reprises. — V. arrêt Maria, 22 nov. 1886, S. 1889, 1. 465 ; arrêt Delédier, 25 janv. 1906, S. 1906, 80. Arrêts Chauvel, 5 fév. 1908, S. 1908, 1. 93 et 6 mai 1918, D. 22, 1. 14.

(2) 16 nov. 1920. Un incendie avait éclaté à Bordeaux dans la gare maritime de Brienne (Compagnie du Midi); alimenté par des fûts de résine, le feu vint détruire du matériel appartenant à la Compagnie des Tramways. La Cour décida que la responsabilité du fait des choses ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère ; il ne suffit pas de prouver qu'on n'a commis aucune faute.

tionnel du partage judiciaire prenait le caractère d'une règle générale et absolue.

La méthode d'interprétation acceptée ainsi par la jurisprudence est inadmissible. Elle n'a d'ailleurs point pu subsister dans toute sa pureté. Les efforts de la pratique et des cours d'appel ont été animés d'une conception opposée qui a eu, nous l'avons montré, un succès tout au moins partiel.

« Lorsqu'une institution est consacrée par le législateur — a-t-on dit — elle se suffit à elle-même, se libère de la pensée réelle de ses auteurs et s'éclaire par son but » (1).

De même dans le domaine des partages d'ascendants : l'application des articles 826 et 832 est diamétralement opposée au but même de l'institution. Considéré au point de vue de la famille, le partage d'ascendant est pour le père le moyen d'exercer son autorité ; du point de vue économique ou social, le partage d'ascendant doit permettre une répartition intelligente des biens de la succession et permettre aux jeunes d'accéder à la direction de l'exploitation sans attendre la mort du père devenu vieux. Mais l'obligation imposée à l'ascendant de respecter l'art. 832 quand il partage ses biens, rend stérile l'institution. Que reste-t-il de l'autorité du père de famille s'il est astreint aux mêmes règles qu'un tribunal réglant un partage ? Comment pourra-t-il donner l'exploitation au plus capable s'il est obligé de diviser l'héritage au moment où il s'en

---

(1) Bonnecase. *Supplément au Traité de Baudry-Lacantinerie*, t. I, p. 354, n° 203. — Cf. *ibid.* p. 331, n° 181 : « L'Ecole de l'exégèse voyait la source suprême du droit positif dans le texte de loi éclairé par l'intention du législateur. Nous soutiendrons, au contraire, pour notre part, que non seulement le texte de loi constitue une simple source formelle du droit positif à portée limitée, mais que de plus son sens en cas de doute, est donné par le but social de la loi et non par « l'intention » du législateur, cette prétendue « intention » étant un véritable mythe. Autrement sérieux est le but social de la loi, qui constitue vraiment un élément objectif d'interprétation ; considérer le but de la loi, c'est, en effet puiser les directives de l'interprétation dans le mouvement social qui a provoqué l'élaboration de la loi ; mais on a pour guide, au milieu des opinions contradictoires émises au cours des travaux préparatoires, une direction ferme et précise.

dessaisit ? On peut douter que le législateur ait eu l'intention d'appliquer l'art. 832 aux partages d'ascendants. Mais il est certain que la réalisation de l'objet de cette institution est incompatible avec la nécessité du partage en nature. Ce qu'il est important de découvrir, c'est le but de la loi. Ce but demeure fixe et invariable. Pour rester fidèle à la loi, l'interprète doit lui permettre d'atteindre ce but malgré les transformations continues du milieu social. Le rôle de la jurisprudence n'est pas de faire de la loi une application conforme à l'intention du législateur. Il est de réaliser constamment l'adaptation nécessaire du texte de loi à l'objet qu'il régit.

Le but social de l'article 832 était d'assurer au plus grand nombre le bienfait de la propriété ; la loi voulait favoriser l'agriculture. Il fallait donc tenir compte des exigences nouvelles de l'agriculture et de la propriété foncière. A la notion du bien matériellement indivisible devait se substituer la notion du bien économiquement indivisible ; l'indivisibilité économique devait s'apprécier d'autant plus largement que les progrès de la technique agricole et la raréfaction de la main-d'œuvre donnaient à l'exploitation agricole un caractère d'unité autrefois inconnu.

Cette méthode d'interprétation, dont l'école dite « scientifique » a eu le mérite de mettre en lumière la légitimité, a déjà inspiré la jurisprudence. L'analyse des arrêts faite dans la première partie de cette étude à propos des partages d'ascendant, le montre bien. L'arrêt de la cour de Rennes du 20 mai 1920 ci-dessus rapporté s'en inspire visiblement quand il se motive sur les exigences des biens ruraux « à une époque où ceux-ci requièrent dans l'intérêt social le plus de sécurité ». L'atténuation de la règle du partage en nature qui résulte de l'évolution de la jurisprudence en matière de partage d'ascendant, n'est d'ailleurs que le résultat de la victoire des méthodes d'interprétation de l'école scientifique sur celles de l'école de l'exégèse.

## QUATRIEME PARTIE

---

### **Réformes**

---



La règle d'égalité en nature a déjà perdu le caractère absolu que lui avait donné le Code Civil. Plusieurs lois y ont dérogé. D'autre part des projets et des propositions de lois nombreux envisagent sa réforme.

Deux idées semblent diriger, plus ou moins consciemment, ce mouvement législatif. On semble tout d'abord admettre que le régime du partage successoral doit mieux tenir compte des diverses fonctions que la propriété foncière est appelée à remplir. En second lieu, la meilleure méthode paraît consister à introduire plus de souplesse et de variété dans le mécanisme du partage.

---



## QUATRIÈME PARTIE

---

### Réformes

---

#### CHAPITRE PREMIER

---

##### RÉFORMES RÉALISÉES

---

Les premières réformes accomplies confirment le jugement porté plus haut sur le rôle de l'art. 832 ; le partage en nature ne favorise pas toujours la petite propriété ; il n'aide pas à l'accroissement de la population.

Les lois que nous allons analyser peuvent, en effet, se répartir en deux catégories : celles qui ont pour but d'encourager la petite propriété ; celles qui sont inspirées par le désir de reconstituer la famille. Dans ce double effort, elles ont dû modifier les règles normales du partage.

Nous n'avons pas à étudier ici le mécanisme de ces lois ni à en commenter les dispositions. Nous nous bornerons à indiquer à la suite de quelles considérations le législateur a été

conduit à y introduire un régime successoral exceptionnel et quelle est la portée de ces dérogations au droit commun.

§ I. — LOIS SUR LES HABITATIONS A BON MARCHÉ  
ET SUR LA PETITE PROPRIÉTÉ.

C'est la loi du 30 novembre 1894 qui a porté la première atteinte au régime successoral du Code Civil. Le but de cette loi était étroitement limité. Il faut bien remarquer que le législateur n'a point abordé de front la réforme des règles du partage. Il a été entraîné presque malgré lui aux solutions qu'il a adoptées.

Il s'agissait de remédier à l'un des inconvénients provoqués par l'immigration citadine. Les ouvriers, entassés dans des villes trop étroites, privés des moyens de s'assurer la propriété de leur gîte, étaient trop souvent obligés de vivre dans des misérables taudis. « L'insuffisance et le déplorable état des petits logements, dit l'exposé des motifs de la loi de 1894, produisent à la fois divers maux regrettables : répulsion pour le foyer domestique, dispersion et destruction de la famille, corruption de l'enfance, attrait irrésistible du cabaret, sourdes colères contre la société. »

Afin de réagir contre des maux si déplorables, le législateur s'efforça d'intéresser le travailleur à l'amélioration de son logement. Pour lutter contre l'insalubrité des taudis, le mieux n'était-il pas de s'assurer la collaboration de l'ouvrier lui-même ? On désirait, d'ailleurs, procurer une base plus stable à cette masse flottante de prolétaires. Comme le fit remarquer M. Ernest Hamel lors de la discussion au Sénat « on restait absolument dans les traditions de la Révolution Française ». Le but social visé par le législateur de 1894 était exactement le même que celui que les rédacteurs du Code Civil assignaient à la règle du partage en nature : multiplier les propriétaires.

Mais cet effort du législateur va se heurter à la règle du par-

tage en nature. Le système imaginé pour faciliter l'accession du travailleur à la propriété ne peut être fondé que sur l'organisation du crédit. La loi prévoit la création dans chaque département de comités des habitations à bon marché, qui reçoivent des subventions de l'Etat, des départements et des communes, ainsi que des dons et legs. Les acquéreurs de construction à bon marché se libèreront au moyen d'annuités. Il ne sera devenu définitivement propriétaire qu'au bout de plusieurs années. Le partage successoral détruirait ce résultat si laborieusement acquis.

En étudiant la loi de 1894, le législateur participait, en quelque sorte, au travail d'épargne et de patience préliminaire à l'acquisition d'une petite propriété par celui qui n'a rien. Il s'apercevait qu'il fallait maintenir au décès du père un résultat si difficilement obtenu. « C'est beaucoup de créer à l'ouvrier un foyer, mais cela n'est pas suffisant, disait l'exposé des motifs ; il importe de compléter l'œuvre entreprise en lui assurant la stabilité, qui lui fait aujourd'hui complètement défaut. » Au Sénat, dans son rapport, M. Diancourt présentait les mêmes observations : « L'art. 8 envisage l'éventualité de la mort du père de famille. Que va devenir la maison si laborieusement acquise ? Elle sera forcément vendue, c'est-à-dire sacrifiée, si l'on s'en tient aux prescriptions impératives du Code Civil. C'est la grande préoccupation de l'ouvrier qui a placé là ses économies ; c'est cette pensée qui le fait hésiter et souvent reculer devant un contrat d'acquisition. » (1).

Le législateur veût, cependant, se garder de toucher à la règle d'égalité en valeur. Ce n'est que par une série de retouches au régime successoral du droit commun, qu'il va chercher à obtenir la transmission intégrale de l'habitation à bon marché.

---

(1) J. O. Débats parlementaires. Sénat. Séance du 8 nov. 1894, p. 839.

Il a tout d'abord le souci de donner plus de souplesse au mécanisme du partage. Il déroge à l'art. 815 : le partage ne pourra plus être exigé, dans tous les cas, immédiatement après le décès. Le législateur admet donc la possibilité de l'indivision forcée.

Si le défunt laisse des descendants, décide l'art. 8 de la loi du 30 novembre 1894, l'indivision peut être maintenue à la demande du conjoint ou de l'un des enfants pendant cinq ans à partir du décès.

Dans le cas où il se trouverait des mineurs parmi les descendants, l'indivision pourra être continuée pendant cinq ans à partir de la majorité de l'aîné des mineurs sans que la durée totale puisse excéder dix ans.

Si le défunt ne laisse pas de descendants, l'indivision pourra être maintenue pendant cinq ans à compter du décès à la demande et en faveur de l'époux survivant s'il en est copropriétaire au moins pour moitié et s'il habite la maison au moment du décès.

Dans ces divers cas, le maintien de l'indivision est prononcé par le juge de paix après avis du conseil de famille » (1).

---

(1) La loi du 12 avril 1906 a modifié ce texte ainsi qu'il suit :

« Lorsqu'une maison individuelle construite dans les conditions édictées par la présente, figure dans une succession, et que cette maison est occupée au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur, par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants, il est dérogé aux dispositions du Code Civil ainsi qu'il est dit ci-après :

» 1<sup>o</sup> Si le conjoint survivant est copropriétaire de la maison, au moins pour moitié, et s'il l'habite au moment du décès, l'indivision peut, à sa demande, être maintenue pendant cinq ans, à partir du décès, et continuer ainsi, de cinq ans en cinq ans, jusqu'à son propre décès.

» Si la disposition de l'alinéa précédent n'est point appliquée, et si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue à la demande du conjoint ou de l'un de ses descendants pendant cinq années à partir du décès.

» Dans le cas où il se trouve des mineurs parmi les descendants, l'indivision peut être continuée pendant cinq années à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix ans.

» Dans ces divers cas, le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision, après avis du conseil de famille, s'il y a lieu ».

La grande nouveauté de l'ensemble de ces dispositions, c'est la possibilité du maintien de l'indivision entre des cohéritiers sur le désir d'un seul et malgré l'opposition de tous les autres. Sans doute, le Code Civil autorisait cette indivision, mais il réclamait pour cela le concours de tous : la volonté contraire d'un seul pouvait s'opposer à toute propriété commune. En faveur de l'habitation à bon marché, l'exception devient la règle : la volonté d'un seul fera maintenir l'indivision envers et contre tous.

Il est remarquable que toutes les successions ne soient plus envisagées comme uniformes. Le droit commun demeure entier. Mais dans certains cas, quand la nature de l'objet à partager ou, plus exactement, sa destination sociale, l'exige, on y déroge. On admet que le droit des cohéritiers de demander le partage immédiat, doit s'incliner devant l'intérêt supérieur qu'il y a de maintenir l'un des héritiers en possession de l'immeuble.

La seconde innovation de la loi de 1894 est encore plus importante que la première. Elle permet à l'un des héritiers d'obtenir, s'il le désire, l'attribution de la maison sur estimation.

« Chacun des héritiers et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est copropriétaire pour moitié au moins. Toutes choses égales la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort. S'il y a contestations sur l'estimation de la maison, cette estimation est faite par le comité de patronage et homologuée par le juge de paix. Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix qui dresse procès-verbal des opérations. »

On s'attaque ainsi au fond même de la règle d'égalité en nature. L'indivision n'a pas donné à chaque héritier un droit égal sur chaque bien de la succession : les droits des copartageants peuvent être inégaux par leur qualité. L'un des héritiers peut avoir un lien plus intime avec l'objet à partager, soit qu'il en fut copropriétaire du vivant du de cujus, soit que celui-ci l'ait spécialement désigné pour continuer son œuvre.

Nous jugerons plus tard la valeur des deux moyens employés par le législateur de 1894 pour éviter la division de l'héritage. Mais il faut signaler immédiatement que la loi contient bien des imperfections de détail. Notamment, c'était une erreur de fixer la limite de l'indivision à la cinquième année qui suit la majorité de l'*ainé* des mineurs. Le législateur aurait été logique avec lui-même s'il avait permis la continuation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants. D'autre part, la loi évitait soigneusement la délicate question des soultes. Les commentateurs durent demander à l'art. 1214 du Code Civil le moyen d'accorder un délai à l'attributaire.

La loi de 1894 avait le grand mérite de constituer un aveu et d'être une amorce. C'était l'aveu que le système du partage en nature pouvait parfois donner des résultats contraires à ceux que l'on attendait de lui. C'était l'amorce de réformes plus vastes qui devaient se développer d'elles-mêmes. Le législateur avait déposé, presque à son insu, dans le droit des successions un germe qui possédait comme une puissante force interne d'expansion : le domaine de l'exception apportée au droit commun devait s'agrandir sans cesse.

La loi du 12 avril 1906, dite loi Strauss, remania bientôt la loi du 30 novembre 1894. Elle modifie l'art. 5 de la loi du 30 novembre 1844, et rectifie le critérium de l'habitation à bon marché : elle établit le tableau des maxima des valeurs locatives suivant les différentes communes et augmente le chiffre représentatif du maximum pour chaque catégorie.

Ainsi s'élargit l'horizon du législateur. Une seconde innovation montre mieux encore cette évolution. La loi de 1906 a étendu les dispositions successorales de la loi de 1894 aux dépendances de la maison, c'est-à-dire aux jardins qui s'y rattachent. C'est surtout aux efforts de M. l'Abbé Lemire qu'est due cette disposition. La loi distingue deux hypothèses. Si le jardin est attenant à la construction, il suivra le sort de l'habitation à l'unique condition de n'avoir pas une superficie supérieure à 5 ares. Si le jardin est séparé de l'immeuble, les dispositions de la loi ne lui seront applicables que s'il remplit deux conditions : il ne doit pas avoir une dimension supérieure à dix ares ; il doit être situé dans la même commune que la maison.

Cette première extension du domaine de la loi de 1894 était le prélude d'un développement plus important.

On fut très vite conduit, en effet, à se demander si ce qui avait été jugé nécessaire pour le salarié des villes n'était pas également indispensable au salarié agricole. La question de la très petite propriété n'avait pas été soulevée en vain à l'occasion des lois sur les habitations à bon marché. Dès le 11 mars 1894, M. Siegfried présentait une nouvelle proposition de loi destinée à étendre la législation successorale de la loi de 1894 aux petits domaines ne dépassant pas 5 hectares et n'excédant pas la valeur de 5.000 francs. L'exposé des motifs indique qu'il s'agit « de faciliter l'acquisition et le maintien de la petite propriété ».

Cette proposition n'aboutit pas. Huit ans plus tard, elle fut reprise par M. Ribot sur des bases plus modestes. Le projet primitif de la loi proposait d'appliquer la législation de 1894 aux petits champs ne dépassant pas 25 ares. Mais qu'est-ce, à la campagne qu'un lopin de terre de 25 ares ? Suivant l'expression pittoresque et imagée de M. Félix Martin, lors de la discussion de la loi au Sénat « ce qu'on offrait à l'ouvrier rural, c'était à boire dans un verre vide. »

On s'arrêta enfin à l'étendue-limite d'un hectare. L'art. 1 de la loi du 10 avril 1908 dispose : « Tous les avantages prévus par la loi du 12 avril 1906 pour les maisons à bon marché, sauf l'exemption temporaire d'impôt foncier s'appliquent aux jardins ou champs n'excédant pas un hectare ».

Il est extrêmement intéressant de relever une des conditions à laquelle la loi subordonne l'application du régime des habitations à bon marché aux petits champs d'un hectare. L'art. 1 3° de la loi précise que l'acquéreur devra s'engager « vis-à-vis de la société qui lui aura consenti le prêt hypothécaire, à cultiver lui-même ce terrain ou à le faire cultiver par les membres de sa famille. »

Cette dernière exigence met en lumière la préoccupation qui domine le législateur quand il légifère sur la petite propriété : il a surtout en vue sa fonction sociale. C'est à cause de celle-ci qu'il croit devoir intervenir pour faciliter l'accès du petit travailleur à la propriété ; c'est aussi à cause d'elle qu'il est obligé de déroger aux règles normales du partage successoral. Quand il s'agissait simplement de la maison à bon marché, la dérogation était un peu moins significative, au premier abord. La maison à bon marché paraît, en effet, à peu près indivisible *par sa nature*. Mais la loi de 1908 ne permet plus aucun doute : un champ d'un hectare est matériellement divisible. C'est uniquement à raison de la destination sociale de la petite propriété que le législateur s'efforce d'en éviter la division ; et l'art. 1, 3° de la loi précise nettement sa conception.

## § II. — LOI SUR LE BIEN DE FAMILLE INSAISSISSABLE.

Les lois qui viennent d'être analysées joignent au souci d'assurer le fonctionnement bienfaisant de la petite propriété, celui de tenir compte des exigences de la famille. A vrai dire, le législateur ne s'occupe cependant de la famille que d'une manière indirecte : il a eu besoin d'elle pour résoudre le problè-

me de la petite propriété. Il lui fallait du temps pour que l'œuvre qu'il entreprenait portât ses fruits ; c'est pour cela qu'au lieu de s'adresser à l'individu, il s'est adressé à la famille.

La loi du 12 juillet 1909 s'est au contraire directement proposée de venir en aide à la famille. On a voulu, à l'exemple du « homestead » américain, assurer à la famille la sécurité de son foyer. Le but de la loi est de protéger le petit propriétaire contre la saisie immobilière. Que ce soit la maladie, le chômage ou la paresse, que ce soit une mauvaise récolte ou le désir d'une amélioration de son bien, le propriétaire d'une habitation à bon marché ou d'une petite propriété est fréquemment appelé à contracter un emprunt hypothécaire. Qu'il se trouve ensuite, et pour une raison quelconque, dans l'impossibilité de faire face à ses engagements, c'est la saisie immobilière avec toutes ses pénibles conséquences. Le propriétaire est dépossédé, le bien est saisi, le foyer est anéanti !

La loi du 12 juillet 1909 fait quelque place aux idées de Le Play, sur la formule : « Notre but, disait M. Guillier, rapporteur de la loi au Sénat (1), est de souder la famille et la maison et d'en former un tout inséparable. Cette maison deviendra le cadre de la vie commune, le nid auquel se rattacheront tous les souvenirs, le centre des intérêts et des affections de la famille ».

Le bien de famille est donc un bien insaisissable constitué au profit d'une famille. L'insaisissabilité est son caractère primordial ; l'intérêt de la famille est sa raison d'être. La loi profitera surtout aux petits propriétaires ; mais elle n'est pas faite exclusivement pour eux, elle peut être utilisée par tous.

« Le bien de famille pourra comprendre soit une maison ou portion divise de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines occupées et exploitées par la fa-

---

(1) J. O. Débats parlementaires. Sénat. Séance du 19 décembre 1908.

mille », dit l'art. 2 de la loi. Il faut remarquer que le bien de famille doit comprendre nécessairement une maison. « Destinée à assurer l'inviolabilité du foyer, la loi, dit l'exposé des motifs, ne peut jouer que lorsque le foyer est lui-même constitué et on ne peut pas considérer qu'il existe lorsqu'on est en présence d'une simple terre plus ou moins étendue ». La petite propriété rurale sans maison ne peut donc pas jouir de l'insaisissabilité.

La constitution d'un bien de famille est facultative. Elle résulte d'une déclaration reçue par un notaire, d'un testament, ou d'une donation.

Nous n'avons pas à nous prononcer sur le principe même de l'insaisissabilité du bien de famille. On l'a vivement critiqué. Ne sacrifie-t-il pas au profit du paysan les droits de ses créanciers ? Et ne va-t-il pas contre l'intérêt même du paysan dont il réduira singulièrement le crédit ? Il est certain que la loi sur le bien de famille est demeurée à peu près inappliquée. Le régime dotal ne donne-t-il pas d'ailleurs le moyen de créer et de maintenir le bien de famille et était-il besoin d'une création nouvelle et artificielle ? (1).

Mais il est intéressant de remarquer que le législateur, une fois admise — à tort ou à raison — l'utilité du bien de famille insaisissable, a dû, une fois de plus, écarter les règles normales du Code Civil en matière de partage successoral. La famille ne disparaît pas avec son chef. Si l'insaisissabilité lui était nécessaire avant ce décès, elle lui est encore plus indispensable après.

Le législateur a eu recours aux deux procédés essayés à propos des lois sur les habitations à bon marché.

L'article 18 de la loi du 12 juillet 1909 s'exprime ainsi : « L'insaisissabilité peut également se prolonger par l'effet du

---

(1) V. Bonnecase. Supplément, n° 108.

maintien de l'indivision prononcée dans les conditions et pour la durée ci-après déterminées.

» S'il existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, le juge de paix peut, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur, ou d'un enfant majeur, soit à la demande du conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune et allouer, s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement du partage aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation. »

L'indivision continuée en matière de bien de famille se distingue donc par plusieurs traits de celle que les lois sur les habitations à bon marché permettent d'établir.

Elle pourra se prolonger, non plus simplement jusqu'à la cinquième année qui suivra la majorité de l'aîné des mineurs, mais encore jusqu'à la majorité du plus jeune des mineurs. Cette limite est rationnelle, et sur ce point la loi consacre un progrès sur les lois de 1894 et de 1908.

En sens inverse, la loi restreint les ayants-droit à l'indivision. Ce droit n'appartient pas au conjoint survivant s'il n'y a pas d'enfants mineurs.

Enfin, la loi s'efforce de résoudre — mais d'une façon bien laconique — une difficulté sur laquelle les législateurs de 1894 et de 1906 ne s'étaient point expliqués. Elle permet au juge de paix d'accorder une indemnité pour ajournement du partage aux héritiers majeurs qui ne profitent pas de l'habitation. Rien n'est dit de la manière dont cette indemnité sera évaluée, ni des modalités de son paiement. Tout est laissé à la prudence du juge de paix.

L'indivision continuée retardera le partage. La loi permettra l'attribution sur estimation, quand cessera l'indivision. Mais alors que les lois sur les habitations à bon marché donnaient successivement le droit de reprise au successible désigné par le défunt, au conjoint survivant, au successible dési-

gné par ses cohéritiers, et, faute d'entente, au successible indiqué par le sort, c'est seulement le conjoint survivant, à l'exclusion de tout autre héritier, qui peut se voir attribuer le bien de famille.

C'est que, cette fois, on s'attaquait de front au régime successoral du Code Civil. N'allait-on pas, sous le couvert d'une réforme, ressusciter le droit d'aînesse !

La loi du 12 juillet 1909 conduit à la même conclusion que les lois sur les habitations à bon marché. L'indivisibilité d'un domaine ne doit pas être simplement appréciée d'après sa complexion matérielle. La propriété foncière a un rôle à jouer. En 1909, le législateur a voulu qu'elle serve de support à la famille ; il a conclu à la nécessité d'éviter le partage de l'héritage. Une fois de plus il a organisé le régime successoral de la propriété en considération de sa fonction sociale.

### § III. — ÉLÉMENTS D'UNE RÉFORME PLUS GÉNÉRALE.

#### L'ORGANISATION DU CRÉDIT AGRICOLE.

L'institution d'un régime successoral spécial, pour les habitations à bon marché et pour le bien de famille insaisissable constitue la seule réforme d'ensemble qui ait été réalisée jusqu'ici en matière successorale.

Peut-on en demeurer là ? Nous ne devons point nous prononcer dans ce chapitre sur les modalités d'une réforme générale. Mais nous croyons qu'il est nécessaire d'indiquer ici quels sont les éléments qui, dès à présent, semblent constituer un acheminement vers une extension de la législation spéciale de la loi de 1894. Ce sera d'ailleurs le meilleur moyen d'apprécier la portée des lois dont nous venons de faire état.

Nous avons déjà remarqué comment le législateur avait été conduit aux solutions qu'il a finalement adoptées. C'est parce qu'il a fondé sur le crédit le système organisé en 1894, en 1906, en 1908, qu'il a été obligé de le compléter par un régi-

me successoral qui permit à l'œuvre accomplie, de durer. Si nous voyons le législateur s'efforcer, maintenant, de favoriser l'accession des travailleurs aux propriétés de moyenne importance, par le même procédé, nous pouvons être en droit de penser qu'il n'est plus loin d'accomplir une nouvelle étape sur la voie de la réforme successorale.

Or, surtout depuis la guerre, on cherche à profiter du regain de faveur dont bénéficie la terre, pour fixer au sol les familles paysannes. La loi de 1908 visait les salariés agricoles ; on voudrait maintenant atteindre les métayers, les fermiers, tous ceux qui, sans être des salariés, ne cultivent pas pour eux-mêmes. Il s'agit, en un mot, de faire de la formule, la terre à la famille paysanne, une réalité.

Ce serait sortir du cadre de cette étude que d'exposer les moyens qui ont été préconisés. On envisage l'achat de propriétés par des Sociétés foncières qui revendraient ensuite au détail, le lotissement des biens communaux, etc... Mais dans tous les cas, quel que soit le procédé auquel on s'arrête, on devra avoir recours au moyen utilisé par la loi de 1894 et qui a précisément conduit à déroger aux art. 826 et 832. Nous l'avons indiqué : ce n'est que par le versement d'annuités modiques que peu à peu la famille paysanne deviendra propriétaire. Or le raisonnement qui fut juste en 1894 pourra-t-il être écarté ?

Si nous signalons cette formule de la terre à la famille paysanne, dans un chapitre où il ne doit être question que de réformes positives, c'est qu'elle est presque devenue déjà une réalité.

Plusieurs lois tendent déjà à constituer cette propriété de moyenne importance par l'organisation du Crédit agricole. La loi du 9 avril 1918, relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et les victimes de la guerre organisait des prêts à 4 % dont le maximum était insuffisant : 10.000 francs. La loi du 5 août 1920, a accentué le

mouvement qui dirige notre politique agraire dans la voie suivie par la législation des habitations à bon marché. Elle prévoit des prêts à long terme dont l'objet exclusif est de faciliter l'acquisition, l'aménagement, et la reconstitution des exploitations rurales (art. 1<sup>er</sup>). La somme prêtée peut s'élever à 40.000 francs. C'est donc bien là, la mise en œuvre du procédé qui a fait admettre le régime successoral spécial des habitations à bon marché. Le lien des deux institutions a d'ailleurs été souligné : la loi du 5 août 1920 a fondu en un seul tout les deux législations parallèles, l'une concernant le crédit des habitations à bon marché, l'autre concernant le crédit agricole. « Quelles que soient les démarcations administratives — a-t-on dit — l'accession à la petite propriété, et l'acquisition ou la construction du foyer familial sont des opérations connexes. On ne peut les séparer l'une de l'autre que par une vue de l'esprit. Le but à atteindre est le même et les besoins à satisfaire ont une telle ampleur qu'ils exigent des interventions multiples et des moyens combinés (1). »

Peut-on mieux souligner combien l'on est près de faire le dernier pas. Le germe déposé par la loi du 30 novembre 1894 doit ainsi se développer logiquement. D'une part, l'idée que l'utilité sociale doit être prise en considération pour savoir si un domaine est indivisible, le commande. D'autre part, l'institution du Crédit agricole, procédé analogue à celui employé pour favoriser la construction des habitations à bon marché, demande le même complément.

Une dernière remarque renforcera notre conclusion. Le 2 décembre 1920, MM. Victor Boret et Adolphe Chéron ont déposé une proposition de loi, tendant à la transmission intégrale des moyennes propriétés rurales. Aux termes de cette proposition, lorsqu'un domaine rural d'une contenance inférieure à 40 hectares figure dans une succession, chacun des héritiers et

---

(1) P. Strauss, au Sénat. J. O. du 11 avril 1914, p. 76.

le conjoint survivant aurait le droit de demander l'attribution intégrale à son profit ou le maintien de l'indivision. Si la demande en attribution est formée par plusieurs ayants-droit, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis au conjoint survivant s'il était copropriétaire, puis à celui qui exploite le domaine. Toutes choses égales, l'attribution est faite à la majorité des voix, et enfin, faute de majorité au tirage au sort. Il s'agit en somme d'un régime analogue à celui de la législation des habitations à bon marché. La commission de l'agriculture chargée d'examiner cette proposition de loi y a apporté une modification intéressante au point de vue qui nous occupe. Elle voudrait qu'on substituât au critérium-étendue un critérium-valeur : la loi s'appliquerait, non plus aux domaines de 40 hectares, mais aux héritages ne dépassant pas une valeur de 40.000 francs. *Or, c'est précisément à cette valeur de 40.000 francs que peuvent s'élever les avances prévues par la loi du 5 août 1920 sur le Crédit agricole.* Les mêmes causes ne vont-elles pas engendrer les mêmes effets ?

Dans le même ordre d'idées, il faut signaler l'adoption par la Chambre des députés dans sa séance du 17 janvier 1924 (1), d'une proposition de loi tendant à harmoniser la loi sur le bien de famille insaisissable avec les autres lois sur la petite propriété et notamment la loi du 5 août 1920.

Aux termes de cette proposition, la valeur du bien de famille pourrait aller jusqu'à quarante mille francs. Le texte adopté par la Chambre des députés admet même que le bien de famille puisse ne comprendre que des terres sans maison. Les

---

(1) J. O. du 18 janvier 1924.

motifs de cette innovation étaient ainsi indiqués par le rapporteur : « Le dépeuplement des campagnes se fait, de jour en jour, sentir plus redoutable et il ne s'agit plus seulement de protéger la famille rurale, mais de la retenir à la terre. Certains ont pensé qu'il était possible d'obtenir ce résultat en autorisant la constitution de la terre seule en bien de famille insaisissable. Protéger le foyer à constituer serait un excellent moyen de fixer au sol la famille rurale ». (1).

---

(1) Le Sénat a voté cette proposition de loi, rapportée dans nos annexes, dans sa séance du 12 mars 1925 (J. O. du 13 mars 1925), mais il n'a pas accepté que le bien de famille puisse être composé de terres sans maison.

## CHAPITRE II

---

### MODALITÉS D'UNE RÉFORME GÉNÉRALE

#### DE LA RÈGLE DU PARTAGE EN NATURE.

---

Le domaine des exceptions à la règle d'égalité en nature dans les partages s'étend sans cesse, ainsi que nous venons de le montrer. Ces progrès mêmes obligent à se demander s'il ne serait pas opportun d'accomplir une réforme générale. La multiplicité des lois d'exception n'est pas sans inconvénient. Il devenait nécessaire de coordonner logiquement les dispositions des diverses lois sur la petite propriété. Cette codification vient d'être accomplie par la loi du 5 décembre 1922. Mais de nouvelles modifications ont déjà paru indispensables. Tous ces tâtonnements obligent à se demander si une réforme d'ensemble ne devrait pas rendre inutiles ces retouches successives et quelles en seraient les modalités.

Plusieurs méthodes s'offrent au législateur. Les lois sur la petite propriété analysées ci-dessus les ont plus ou moins combinées. On peut, sans toucher au principe du partage en nature, s'efforcer d'en atténuer les inconvénients en modifiant certaines des règles qui en rendent le jeu trop rigide. Ainsi les lois précitées, pour empêcher l'application inopportune de l'article 832, commencent par déroger à l'article 815 et par autoriser la prolongation de l'indivision. On peut, en second

lieu, tout en respectant le principe, en limiter le domaine. Les mêmes règles de partage ne seraient pas appliquées à toutes les espèces de biens. Une loi d'ensemble unifierait la législation spéciale déjà en vigueur et les étendrait à la moyenne propriété rurale, ou même à toutes les exploitations agricoles. Enfin, une réforme plus radicale s'attaquerait à la règle proprement dite du partage en nature.

L'examen des législations étrangères peut compléter les indications que donnent sur ces diverses idées, les premières formes accomplies dans notre droit

## SECTION I.

### LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

L'étude des législations étrangères révèle que le principe du partage en nature est généralement adopté. Mais ses conséquences ne sont pas partout développées avec la même rigueur. D'autre part, certaines institutions ont pour but d'en limiter la portée.

Les législations inspirées du Code Napoléon présentent de grandes analogies avec la nôtre. La Belgique, réunie à la France sous la première République, lui emprunta son Code Civil et l'a conservé depuis sans grande modification. Le Code Néerlandais organise le partage d'une manière identique à celle du Code Français. L'article 994 du Code Civil Italien prescrit l'égalité en nature dans des termes à peu près semblables à ceux de l'article 832 du Code Civil Français. En Espagne, l'article 1061 du Code de 1889 adopte le principe du partage en nature.

D'une inspiration différente, les législations qui relèvent de l'influence germanique adoptent également, en thèse, le principe du partage en nature. L'article 843 du Code Autrichien, le paragraphe 752 du Code Allemand, l'article 611 du Code Civil Suisse, font du partage en nature le droit commun.

Conformes à notre droit pour accepter le principe du partage en nature, ces législations étrangères en diffèrent par de nombreux traits.

Le plus souvent, la rédaction du texte qui ordonne le partage en nature est plus explicite que celle de l'article 832 : elle marque mieux le souci du législateur de tenir compte des intérêts variables des copartageants. La nuance est parfois légère. L'article 994 du Code Civil Italien se borne à demander au juge « d'éviter de morceler les fonds et de causer du dommage par la division *à la qualité* des exploitations. » Le Code Civil Suisse emploie une formule beaucoup plus souple. L'article 614 dispose qu'on devra « tenir compte des usages locaux, *de la situation personnelle des héritiers* et des vœux de la majorité. »

Ces textes n'ont, malgré tout, que la valeur que leur donne l'interprétation plus ou moins libérale et judicieuse de la jurisprudence. Mais l'esprit dont ils se sont inspirés se retrouve dans les dispositions qui les complètent.

Aucune législation étrangère n'a poussé jusqu'à l'extrême le développement logique des conséquences du principe d'égalité en nature.

La reconstitution de la masse successorale s'effectue le plus souvent en valeur et non en nature. L'article 1015 du Code Italien décide que le rapport a lieu en nature ou en moins prenant *au choix de celui qui rapporte*. Le Code Espagnol, qui admet la même règle, spécifie que le réservataire doit se contenter d'une réserve en argent. L'article 1056 précise : « Le père qui, dans l'intérêt de la famille, tient à conserver indivise une exploitation agricole ou industrielle, peut user de la faculté concédée par le présent article, en disposant que ses autres enfants recevront leur légitime en argent. » Les législations d'influence germanique reconnaissent également à l'héritier astreint au rapport le droit de se libérer en moins prenant.

Dans plusieurs législations la règle de la composition des

lots en biens de même nature et de leur tirage au sort n'a point non plus la portée absolue qu'elle a dans notre droit. L'article 996 du Code Civil Italien prévoit le cas où les héritiers viennent à la succession par parts inégales. « Si cependant les héritiers ne concourent pas par parts égales, dit cet article, l'autorité judiciaire décide si l'on doit procéder par voie de tirage au sort ou par attribution directe en tout ou en partie. » Le juge pourra donc sortir, à un moment donné, de son rôle purement mécanique et attribuer à chacun des héritiers les biens qui conviennent le mieux à ses aptitudes. Le Code Civil Suisse donne au juge un pouvoir encore plus large. L'article 612 décide que « les biens de la succession qui ne peuvent pas être partagés sans subir une diminution notable de valeur, sont attribués à l'un des héritiers ». Si les héritiers ne peuvent s'entendre, le bien est vendu. Mais « l'autorité compétente ordonne que les enchères seront publiques ou qu'elles n'aient lieu qu'entre héritiers ». L'article 613 précise : « Les objets qui par leur nature forment un tout, ne sont point partagés si l'un des héritiers s'y oppose ». Faute d'entente « l'autorité décide de la vente ou de l'attribution de ces objets en tenant compte des usages locaux et, à défaut d'usages, de la situation personnelle des héritiers. »

Rédaction plus nette du texte qui pose le principe du partage en nature, généralisation de la règle du rapport en valeur, extension du pouvoir donné au juge dans le partage judiciaire et limitation possible des enchères aux seuls héritiers, telles sont, en résumé, les *réformes directes* que suggère l'étude des législations étrangères.

Ce sont surtout les législations d'influence germanique qui peuvent donner des exemples de *réformes indirectes* susceptibles de modifier les effets de la règle du partage en nature. Elles s'efforcent de rendre le partage judiciaire moins fréquent en facilitant les pactes de famille et en donnant au père une grande liberté de procéder comme il l'entend à la répartition

de ses biens. Elles essaient de le rendre plus opportun en autorisant la prolongation de l'indivision.

Le Code Civil Allemand autorise dans une large mesure les pactes sur succession future. La succession contractuelle existe à côté de la succession testamentaire et de la succession ab intestat (§ 1920, 1937, 1941). Le disposant doit avoir une entière capacité et figurer en personne au contrat qui est passé devant un juge ou un notaire. Par contre, le Code prohibe les pactes sur la succession d'un tiers encore vivant. Cependant, le pacte sur la succession d'autrui est licite s'il a lieu entre héritiers présomptifs (§ 1312, al. 2).

Le de cujus peut, par acte de dernière volonté prendre des dispositions relatives au partage. Il peut même transmettre son pouvoir à un tiers qui procèdera au partage après sa mort. Toutefois les décisions prises par ce tiers peuvent être déferées par les héritiers au tribunal si elles leur paraissent contraires à l'équité (§ 2048).

Les conventions d'indivision sont permises et pourront résulter d'un pacte sur succession future. Le de cujus peut, dans son testament, interdire le partage pour un délai qui ne peut excéder trente ans (§ 2044). Mais il est toujours permis de demander la cessation de l'indivision pour motif grave, et toute convention contraire à cette disposition est nulle (§ 749).

Le Code Civil Suisse reconnaît, lui aussi, les pactes sur successions futures, et il autorise le maintien de l'indivision.

« Le disposant peut s'obliger dans un pacte successoral à laisser sa succession ou un legs à l'autre partie contractante ou à un tiers. Il continue à disposer librement de ses biens. Peuvent être attaquées toutefois les dispositions pour cause de mort et les donations inconciliables avec les engagements résultant du pacte successoral » (art. 494). L'article 495 déclare permises les renonciations à succession. Mais « la renonciation est non avenue lorsque, pour une cause quelconque, les héritiers institués dans l'acte au lieu et place du renonçant ne

recueillent pas la succession » (art. 496). Le Code Civil Suisse admet également la validité des pactes sur la succession d'autrui entre toutes personnes, pourvu qu'ils aient reçu l'assentiment du de cujus (art. 636). Plus libéral sur ce point que le Code allemand, il est plus exigeant en rendant nécessaire l'assentiment du de cujus, même pour les pactes entre héritiers présomptifs.

D'autre part, le Code Civil Suisse laisse un rôle important à la prolongation de l'indivision. Elle peut résulter de plusieurs sources.

Il voit avec faveur *l'indivision contractuelle* entre cohéritiers ; elle peut d'ailleurs être prévue au moyen d'un pacte sur succession future. L'art. 336 décide que : des parents peuvent convenir de créer une indivision, soit en y laissant tout ou partie d'un héritage, soit en y mettant d'autres biens. L'art. 337 dispose : L'indivision ne peut être constituée valablement que par un acte authentiqué portant la signature de tous les indivis ou de leurs représentants. L'art. 338 régleme la durée de l'indivision contractuelle : « L'indivision est convenue à terme ou pour un temps indéterminé. Elle peut dans ce dernier cas être dénouée par chaque indivis moyennant un avertissement préalable de six mois. S'il s'agit d'une exploitation agricole la dénonciation n'est admissible que pour le terme usuel du printemps et de l'automne ».

Le Code Civil Suisse permet également *au testateur* « de prescrire à ses héritiers certaines règles pour le partage et la formation des lots » (art. 608). Il pourra profiter de cette disposition pour prescrire que l'indivision sera maintenue pendant un certains temps.

Enfin quand rien n'aura été réglé entre les héritiers, quand l'indivision n'aura pas été imposée par le testateur, le juge pourra en ordonner le maintien. Aux termes de l'art. 622 : « L'héritier auquel l'exploitation a été attribuée peut demander qu'il soit sursis au partage lorsque, par la liquidation des

droits de ses cohéritiers dans cette exploitation, ses immeubles se trouvent grevés, les charges existantes comprises, au-delà des trois quarts du prix par les sûretés qu'il aura à fournir. »

Lorsque l'attributaire acquiert les moyens de liquider la situation, lui-même et chacun de ses cohéritiers peut dénoncer l'indivision.

Le Code Civil Suisse est conduit à organiser l'indivision, puisqu'elle ne sera plus un simple état passager, mais une situation durable. Pour échapper aux difficultés d'une administration collective, il organise ce qu'il appelle *l'indivision en participation*. Voici le trait essentiel de ce régime : le domaine sera remis aux mains d'un seul héritier qui en aura l'exploitation exclusive, et qui en agissant seul à l'extérieur, vis-à-vis des tiers, exploitera en réalité pour le compte de tous les autres. L'attributaire-gérant devra donc verser tous les ans à ses frères une part du bénéfice net ; pour simplifier, cette part sera calculée d'avance d'après le produit moyen des biens indivis (art. 347). Chaque héritier peut, d'ailleurs, demander que sa part lui soit remise sous forme d'une créance garantie par le fonds indivis » (art. 124). L'attributaire n'est toutefois tenu, si le fonds se trouve ainsi grevé, au-delà des trois-quarts, du prix d'attribution, que de délivrer à son cohéritier pour l'excédent, une lettre de rente successorale, dénonçable au plus tôt après dix ans et ne portant pas un intérêt supérieur aux taux des lettres de vente.

Les législations étrangères témoignent enfin, de la généralité de la tendance à édicter un régime successoral spécial pour les biens ruraux.

Les pays d'influence latine n'ont adopté que des réformes assez modestes, analogues à celles de nos lois sur la petite propriété. La loi belge du 16 mai 1900, la loi italienne du 31 mai 1913 ont été plus ou moins inspirées par la loi du 30 Novembre 1894. Il est intéressant de noter que la loi belge du 16

mai 1900 avait été précédée de lois destinées à provoquer la construction d'habitations à bon marché, mais qui ne s'étaient pas préoccupées de modifier le régime successoral (l. du 9 août 1899 ; l. du 18 juillet 1893). C'est pour éviter que l'œuvre entreprise demeurât stérile qu'on dut déroger à l'article 832.

Les législations d'influence germanique se sont montrées plus audacieuses.

En Allemagne, à côté du régime de droit commun fonctionnant, dans certains Etats, un régime spécial aux biens ruraux. C'est le système de l'Anerbenrecht qui a fait l'objet d'études approfondies et dont ne nous pourrions qu'indiquer très sommairement les traits essentiels.

L'Anerbenrecht consiste dans la transmission intégrale du bien rural à un héritier unique moyennant le paiement d'une somme d'argent ou de rentes à ses cohéritiers.

L'Anerbenrecht est, en principe, facultatif (1) : c'est une sorte de succession ab intestat applicable aux biens qui font l'objet d'une inscription volontaire et libre, faite par le propriétaire sur un registre spécial.

L'Anerbenrecht obligatoire est tout à fait exceptionnel.

Dans ce cas, l'inscription au registre ne dépend pas de la volonté du propriétaire ; elle est l'œuvre de l'autorité administrative.

La désignation de l'Anerbe varie suivant les Etats.

Le système imaginé pour le paiement des soultes est tout à fait original. « Un courant d'opinion s'était formé en Allemagne préconisant la conversion des soultes en rentes. On alléguait, au point de vue théorique, que le sol n'était pas un capital, mais une source de revenus, un fonds de rente ; que le droit des cohéritiers devait être dès lors un droit, non pas à un capital, mais uniquement à une part dans les revenus. Au

(1) Loi du 1<sup>er</sup> juin 1874 pour le Hanovre, imitée en 1881 par le Oldenbourg, en 1882 par la Westphalie, en 1886 par le Sleswig-Holstein.

point de vue pratique, on faisait remarquer que ce système évitait à l'Anerbe la nécessité d'emprunter : en payant chaque année à ses cohéritiers, outre leur part d'intérêt une certaine taxe d'amortissement, il devait arriver à se libérer sans grever son bien d'hypothèques. Tel fut le système imposé par la loi prussienne de 1895.

Toutefois, on objectait, non sans raison, que ce système lésait les cohéritiers qui, ne touchant qu'une rente annuelle, se trouvaient dépourvus de tout capital pouvant fournir matière à leur activité économique, tandis que l'Anerbe, possesseur du sol, avait immédiatement à sa disposition, sinon un capital, au sens économique du mot, du moins un puissant instrument de travail.

Pour rétablir l'égalité, on imagina en Prusse, de représenter le droit des héritiers à la rente sous forme de titres négociables, d'autant plus facilement réalisables en un capital, qu'ils étaient garantis par des établissements de crédit fortement organisés, les Rentenbanken, réorganisées par la loi du 7 juillet 1891 : ces établissements achètent les titres de rente et deviennent créanciers des annuités à la place des cohéritiers désintéressés (1). »

L'Anerbenrecht n'a jamais été étendu à l'ensemble des Etats. Il n'a persisté que dans les régions où il a été établi par de très anciennes coutumes. Les efforts faits pour en généraliser l'usage sont demeurés infructueux.

La législation suisse connaît un système différent. Elle laisse aux cantons le droit de prescrire « que les biens fonds ne pourront être morcelés au-delà d'un minimum de contenance fixé pour les différentes espèces de culture » (art. 616). Les immeubles sont attribués à l'héritier pour leur valeur à l'époque du partage. Les immeubles ruraux sont estimés à leur valeur de rendement, les autres à leur valeur vénale (art. 617). Lors-

---

(1) Albert Chéron, loc. cit., p. 308.

que les héritiers ne peuvent se mettre d'accord sur le prix d'attribution, il est fixé définitivement par les experts officiels. Si la valeur de rendement n'est pas suffisamment connue, elle est réputée être des trois-quarts de la valeur vénale (art. 618).

L'art. 620 explique qui sera désigné comme attributaire. « S'il existe, parmi les biens, une exploitation agricole, elle est, en tant qu'elle constitue une unité économique, attribuée entièrement à celui des héritiers qui le demande et qui paraît capable de se charger de l'entreprise. Cet héritier peut exiger que le bétail, le matériel et les approvisionnements servant à l'exploitation lui soient également attribués ». En cas d'opposition d'un héritier, l'art. 621 dispose que l'autorité décide de l'attribution ou ordonne soit, la vente, soit le partage en tenant compte des usages locaux et, à défaut d'usage, de la situation personnelle des héritiers.

Ce système est caractérisé par sa grande souplesse, puisqu'il laisse à chaque canton le soin de préciser le régime particulier à appliquer aux biens ruraux.

Que faut-il penser des diverses réformes dont ces législations nous donnent l'exemple ? C'est ce que nous allons étudier en indiquant les projets et les propositions de loi qui en sont plus ou moins inspirés.

## SECTION II.

### *Réformes indirectes.*

Les conséquences de la règle du partage en nature peuvent-elles être atténuées par la pratique des pactes sur succession future et par la prolongation de l'indivision ? Ces réformes auraient l'avantage de ne point se heurter directement à la défiance que suscite une réforme directe des règles du partage. Elles répondraient à la principale critique formulée contre l'article 832, que nous avons jugé trop absolu. En en diminuant la portée, elles aideraient à maintenir à la règle en na-

ture un caractère de modération qui lui fait aujourd'hui défaut.

### § I. — PACTES SUR SUCCESSION FUTURE

Il conviendrait, tout d'abord de rendre moins précaire, le pacte sur succession future reconnu par le Code : la donation-partage.

Les donations-partage sont loin de présenter, dans notre droit, les garanties de stabilité indispensables. Les actions en nullité et en rescision qui peuvent le réduire à néant sont toujours pour elles une grave menace. Le partage pourra être rescindé parce que, postérieurement à la donation l'un des biens donnés aura pris une plus-value fortuite : nous avons, en effet, noté que pour apprécier s'il y a lésion de plus du quart, il faut estimer les biens, non pas au jour du partage, mais au jour de l'ouverture de la succession. Le sort de la donation-partage se trouve ainsi soumis à une longue période d'incertitude ; au lieu d'éviter l'intervention de justice, elle est très fréquemment la source des plus âpres procès. Une réforme législative serait nécessaire sur ce point.

Cette réforme ne prête pas à de graves controverses. Les discussions sont plus vives lorsqu'il s'agit d'autoriser dans une plus large mesure les pactes sur succession future.

Notre ancien droit connaissait cependant de nombreux pactes sur succession future. La pratique de ces arrangements de famille donnait beaucoup de souplesse aux règles successorales. Malgré l'influence exercée par le droit romain, les règlements contractuels de succession n'avaient jamais cessé d'être en honneur. L'un des principaux arguments invoqués pour les maintenir fut précisément la nécessité de conserver les biens dans les familles. C'est surtout dans les contrats de mariage que, dans une véritable charte privée, la famille réglait le sort futur de l'héritage.

Il est certain que les pactes sur succession future furent sur-

tout utilisés par les familles nobles ; ils étaient destinés à conserver la splendeur du nom en sacrifiant les filles et les cadets. Aussi les mêmes idées qui faisaient adopter la règle du partage en nature par le législateur de la Révolution, justifiaient la prohibition des pactes sur succession. Ils étaient trop contraires aux tendances égalitaires de la Révolution.

Cette raison d'ordre politique et social ne paraît plus avoir une valeur sérieuse. Les pactes sur succession future, par eux-mêmes ne portent pas atteinte à l'égalité. On peut, tout en les validant, ne toucher en rien aux règles de la réserve. Dans la mesure où la liberté testamentaire est aujourd'hui permise, cette objection contre les pactes sur succession future ne porte pas.

D'autres critiques sont adressées aux pactes sur succession future. Il faut distinguer à cet égard les pactes sur sa propre succession, où intervient le de cujus, et les pactes sur la succession d'autrui.

On reproche aux pactes sur sa propre succession de porter atteinte à la liberté de tester. Le disposant se trouvera lié définitivement et pourra être surpris par des événements imprévus qui le détermineraient plus tard à régler d'autre manière la dévolution de sa succession s'il le pouvait encore. Cette argumentation ne paraît pas décisive. La révocabilité des dispositions à cause de mort n'est pas un de ces principes d'ordre public auquel on ne puisse déroger. Le pacte sur sa propre succession comportera d'ailleurs, comme tout contrat, un certain risque. Le disposant sera toujours libre d'ailleurs d'y insérer des modalités susceptibles de réserver l'avenir.

On soutient en second lieu que ces pactes sont immoraux. Ils impliquent le *votum mortis*. Cet argument traditionnel, développé déjà par les juriconsultes romains, est sans valeur. On ne voit pas pourquoi le même raisonnement ne ferait pas prohiber l'héritage lui-même : tout héritier réservataire n'a-t-il pas l'assurance de succéder ? N'autorise-t-on pas, d'ailleurs,

l'usufruit conventionnel, le contrat de rente viagère, l'assurance sur la vie ? Toutes ces conventions mettent en cause la vie de l'une des parties contractantes.

Ajoutons que, souvent, dans les pactes sur la succession d'autrui la durée de la vie du de cujus ne jouera aucun rôle. Les héritiers fixeront simplement d'avance les modalités du partage futur ; l'un d'eux renoncera à ses droits héréditaires. Rien ne s'oppose à ce qu'après l'ouverture de la succession les héritiers fassent de semblables conventions. Pourquoi ne pourraient-ils pas les régler d'avance ?

L'objection est plus sérieuse, quand elle vise les pactes sur succession future faits, non plus entre les héritiers présomptifs seuls, mais entre des héritiers et des étrangers.

Ici, il ne s'agit plus de pactes de famille. Les héritiers cherchent à battre monnaie avec leurs droits éventuels. Ces conventions serviront souvent à réaliser des spéculations malhonnêtes ou usuraires. Elles sont une source de fraudes et de procès.

En résumé, seuls les pactes sur la succession d'autrui entre des héritiers et des tiers nous paraissent suspects. Aucune bonne raison ne peut être opposée à l'admission des pactes sur sa propre succession et des pactes sur la succession d'autrui entre héritiers.

La seule question que l'on doive examiner est donc celle de l'utilité de ces conventions.

Les pactes sur succession future permettent une répartition intelligente des biens de la succession. Faite du consentement unanime des intéressés, à un moment où la présence du père incite les enfants à la conciliation, elle correspondra à la situation concrète des intéressés.

Les pactes sur sa propre succession présentent de nombreux avantages.

Si l'un des enfants se charge d'exploiter le domaine ou une entreprise, le pacte successoral lui garantira le profit éventuel

de son travail. Il lui permettra d'employer son activité sans craindre que ses cohéritiers ne viennent plus tard ruiner ses efforts en demandant leur part de la plus-value qu'il aura procurée à l'exploitation. Les autres cohéritiers accepteront facilement cette combinaison s'ils ont eux-mêmes l'assurance d'obtenir une part équivalente. Sollicité de prévoir l'avenir, le père aura plus fréquemment recours à l'assurance sur la vie pour trouver le moyen de compenser l'attribution de son exploitation à un seul. Au moment de la constitution de l'assurance, le père prendrait l'initiative d'un arrangement de famille, où l'un des héritiers renoncerait à demander sa part du domaine ; le bénéficiaire de l'assurance s'engagerait en revanche à utiliser le capital assuré pour payer la soulte due à son père.

Le pacte sur sa propre succession sera plus avantageux pour le père que notre actuelle donation partage. Celle-ci entraîne en effet un dessaisissement immédiat ; cette seule perspective fait hésiter le père à procéder au partage de ses biens.

Les pactes sur la succession d'autrui, conclus entre cohéritiers présomptifs, présentent des avantages analogues.

Quand les parents ne voudront pas ou ne pourront pas partager leurs biens, les enfants pourront régler d'avance les modalités du partage. L'un d'eux, par exemple, veut s'expatrier : il demande à son cohéritier le versement immédiat d'une somme d'argent. En revanche, il renonce à demander sa part de l'exploitation familiale que celui-ci pourra faire valoir en toute sécurité.

En résumé, la pratique des pactes sur succession future paraît devoir éviter fréquemment les effets mécaniques du partage.

Une proposition de loi tendant à la modification des articles 791 et 1130 du Code Civil a été déposée le 7 novembre 1924 par MM. Lemire, Macarez, Loucheur, Daniel Vincent, Delesalle, députés.

Après avoir rappelé les inconvénients du morcellement des exploitations et les efforts des lois sur le remembrement, l'exposé des motifs s'exprime ainsi : « En présence de cette situation, plusieurs propositions de loi ont été déposées pour faciliter la transmission intégrale de la petite exploitation rurale. Mais aucune de ces propositions de loi n'a visé la pratique, très fréquente autrefois, de la renonciation faite par l'un des enfants à la succession de ses parents. Ce pourrait être cependant une solution à la question de la conservation du patrimoine même en présence de plusieurs enfants. Voici, en effet, comment le père de famille pourrait agir à cet égard. A tous ceux d'entre eux qui ne seraient pas particulièrement attachés à la maison ou au coin de terre familial, il offrirait de constituer une dot suffisante pour leur permettre de s'établir suivant leur goût ou leurs aptitudes ; mais, comme contre partie, il leur demanderait de renoncer à la succession future. Dans la pratique, quatre-vingt dix neuf fois sur cent, la renonciation à cette succession aurait lieu par contrat de mariage à la suite d'une constitution de dot, faite par les parents à leurs enfants.

La proposition comprend deux articles.

ARTICLE PREMIER. — L'article 791 du Code Civil est modifié  
« ainsi qu'il suit :

« On ne peut, sauf par contrat de mariage ou par un autre  
« acte authentique, renoncer à la succession d'un homme  
« vivant.

« On ne peut, sous aucune forme, aliéner les droits éven-  
« tuels qu'on peut avoir à cette succession ».

« ART. 2. — L'article 1130 est modifié de la manière sui-  
« vante :

« Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

« On ne peut cependant renoncer à une succession non ou-  
« verte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succes-

« sion, sinon par acte authentique, et avec le consentement  
« de celui de la succession duquel il s'agit ».

Cette proposition est intéressante ; elle marque une tendance heureuse à chercher ailleurs que dans une réforme directe du partage un remède aux conséquences regrettables de celui-ci. Mais, elle est tout à fait insuffisante.

Elle se borne à autoriser les renonciations contractuelles à succession. Ce ne sont pas seulement les pactes négatifs qu'il faut encourager, mais tous les arrangements de famille qui peuvent conduire le père ni ses enfants, à régler la répartition de la succession sans l'intervention de la Justice.

## § 2. — L'INDIVISION CONTINUÉE.

La prolongation de l'indivision est un remède moins efficace que les pactes sur succession. Elle ne résout pas le problème posé par la nécessité du partage ; elle permet simplement d'en ajourner la solution.

Mai, n'est-il pas utile de temporiser, et la prolongation de l'indivision doit-elle être rejetée *à priori* ?

L'indivision était apparue au législateur de 1804 comme un état passager et anormal, incompatible avec la liberté des intéressés, et funeste au point de vue économique. La règle de l'article 815 a le caractère d'une règle d'ordre public : « Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, et le partage peut toujours être provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires ».

Les inconvénients de l'indivision sont réels. Les coindivisaires ne sont pas libres de leurs mouvements. Le consentement de tous est nécessaire pour les actes importants. L'exploitation du domaine sera, semble-t-il, entravée par les conflits qui ne manqueront pas de s'élever entre les copropriétaires.

L'institution de l'indivision continuée paraît d'ailleurs être en contradiction avec la tendance actuelle vers plus de mobi-

lité des individus et des choses. M. Paul Bureau, étudiant l'opportunité de l'introduction du Homestead dans les lois françaises, écrivait : « Par un surcroît de malchance on entreprend de lutter contre une des évolutions les plus caractéristiques des temps modernes. S'il est, en effet, une réforme qui ait poursuivi avec ténacité son œuvre de renouvellement, en dépit de tous les obstacles que les réactions politiques aient accumulés ou accumulent encore devant elle, c'est incontestablement celle qui consiste à assurer la libre circulation de la propriété foncière. Toutes les institutions — majors, substitutions, vestiges divers du régime féodal — qui s'opposaient à cette transmission rapide sont tombées une à une sous les coups redoublés de la civilisation contemporaine. Ces remarques s'adressent avec le même à-propos aux tentatives de restauration de l'indivision continuée ».(1).

La prolongation de l'indivision doit donc rester un état anormal et provisoire.

Sous réserve de ces observations, la règle de l'article 815 est critiquable. Elle est trop certainement l'expression des théories individualistes excessives dont est inspiré le Code Civil. Le droit de chaque héritier à obtenir sa part de la masse commune, ne doit pas s'exercer sans réserve. L'intérêt de ses cohéritiers doit aussi être pris en considération. La famille n'est pas dissoute à la mort du père : elle demeure une unité organique, et ses membres peuvent être légitimement contraints à lui sacrifier certains de leurs droits individuels. Enfin, l'intérêt général peut imposer certains sacrifices aux héritiers.

L'article 815, qui permet à chaque héritier, de mettre en mouvement le mécanisme du partage judiciaire en tout temps, dans n'importe quelle circonstance, ne tient pas suffisamment

---

(1) P. Bureau. *Le Homestead ou l'insaisissabilité de la petite propriété foncière*.

compte de ces considérations. Le bon plaisir du demandeur au partage est tout puissant : il n'y a plus d'autre dénouement possible que le partage en nature ou la licitation.

On peut, cependant, imaginer des circonstances où la continuation de l'indivision présenterait une réelle utilité. Le Code Civil suisse les a nettement prévues.

La licitation sera parfois inopportune. Si la succession s'ouvre pendant une crise économique où les ventes soient difficiles, il est de l'intérêt général d'attendre une époque plus favorable. Il est inadmissible qu'il suffise de la hâte d'un seul héritier pressé de réaliser sa part, pour tout compromettre.

La présence d'un mineur rend impossible le partage amiable. Mais plutôt que de recourir aux formalités du partage judiciaire, qui entraînent forcément le partage judiciaire, il y aurait utilité à prolonger l'indivision à moins que cette solution ne présente de graves inconvénients.

Le maintien de l'indivision peut se légitimer par le désir de laisser le conjoint survivant sur le domaine où il a toujours vécu. Après sa mort, si aucun héritier ne veut continuer l'exploitation, il n'y aura plus aucun inconvénient à partager ni à vendre.

Enfin, l'indivision peut être une solution d'attente destinée à rendre plus facile l'attribution intégrale du domaine à l'un des héritiers. L'ajournement du partage permettrait à cet héritier de se procurer les moyens de payer les souletes mises à sa charge. C'est cette hypothèse que prévoit l'article 622 du Code Civil suisse.

L'utilité de la prolongation de l'indivision, dans certains cas, est donc certaine. Comment l'indivision sera-t-elle établie ?

Nous avons vu qu'à l'exemple des législations étrangères il faut distinguer l'indivision contractuelle, l'indivision testamentaire et l'indivision judiciaire.

L'indivision contractuelle devrait être licite. Le Code Civil

ne l'autorise que pour cinq années. C'est une limitation trop étroite. Les héritiers doivent pouvoir assurer à l'un d'eux qu'il ne sera pas inquiété pendant assez longtemps pour lui permettre d'exploiter le domaine d'une manière rationnelle. Si on reconnaît la légitimité des pactes sur succession future, l'indivision pourrait être prévue dès avant l'ouverture de la succession. Celui des enfants qui, du vivant du père, cultive le domaine, obtiendrait ainsi la certitude de ne pas être privé du jour au lendemain de son métier. Le délai qu'il s'assurerait pourrait être expressément destiné à lui permettre de payer à ses cohéritiers la soulte nécessaire à la conservation du domaine.

L'indivision contractuelle pourrait aussi s'établir lorsqu'il y aurait un mineur parmi les héritiers. Il serait permis de lui assigner pour terme la majorité du mineur, sans être astreint à renouveler la convention tous les cinq ans, comme c'est actuellement nécessaire.

L'indivision testamentaire permet au père de famille d'intervenir dans ces questions délicates. Les soucis qui le guideront seront les mêmes que ceux qui sont susceptibles de déterminer une indivision contractuelle.

L'indivision judiciaire serait prononcée en l'absence d'accord des intéressés et de manifestation de la volonté du de cujus.

Donner au juge le pouvoir d'imposer l'indivision, c'est le faire sortir du rôle purement mécanique que lui fait jouer le Code. Il ne sera plus enserré par le dilemme : partage ou licitation. Un troisième parti s'offrira à lui : maintenir momentanément l'indivision.

Cette décision sera utile si le partage ou la licitation sont inopportuns ; ou si l'intervention de justice n'est provoquée que par la présence d'un mineur ; ou si le maintien de l'indivision peut permettre à un héritier de se libérer d'une soulte

qui permettra d'éviter le partage en nature ou la vente du domaine.

Dans tous ces cas, qu'il s'agisse d'indivision contractuelle, d'indivision testamentaire ou d'indivision judiciaire, le partage devra toujours pouvoir être provoqué pour motif grave. Il faut tenir compte du caractère anormal de l'indivision continuée. Le motif grave sera non seulement la faillite ou la déconfiture du coindivisaire, mais aussi l'impossibilité de continuer la gestion commune faute d'entente. Il faudrait laisser un large pouvoir d'appréciation au juge sur ce point.

Ces réformes devraient être complétées par une réorganisation du régime de l'indivision. Le défaut économique de l'indivision qui est d'inciter à l'inaction ou à l'abus, n'est pas irrémédiable. Il suffirait de décider que toute indivision aura un gérant aux mains de qui seront concentrés tous les pouvoirs d'administration ; il devrait rendre compte périodiquement de sa gestion à ses coindivisaires. A défaut d'entente sur le choix de ce gérant, il serait de plein droit celui qui a la part la plus forte, ou s'ils ont tous des parts égales, le plus âgé. Le juge pourrait cependant déroger à cette règle, si l'un des héritiers gérait déjà l'exploitation pendant un certain temps.

Ces réformes prudentes du régime de l'indivision auraient donc pour résultat de tenir compte de l'intérêt de la famille et de la société à côté de l'intérêt individuel des cohéritiers.

La Jurisprudence peut s'inspirer de ces idées. Il faut noter que sous l'empire des circonstances nées de la guerre, certaines décisions se sont écartées de l'interprétation purement exégétique de l'article 815. Un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 1<sup>er</sup> avril 1916 (1) décide que « les juges ont un souverain pouvoir d'appréciation pour déterminer les modalités d'un partage de succession et, en raison de l'état de guer-

---

(1) J. N. 1917, p. 378.

re, malgré les termes formels de l'art. 815, ils peuvent fixer l'époque où il sera procédé aux opérations de liquidation. » La rédaction très claire de l'article 815 ne laisse cependant au juge qu'une bien étroite liberté de « fixer l'époque où il sera procédé aux opérations du partage ».

Le législateur a dû intervenir directement. Bien des successions s'étaient ouvertes depuis le début des hostilités, et s'il avait fallu opérer leur liquidation suivant les règles du Code, des complications et des frais énormes s'en seraient suivis. Cette situation a donné naissance à la loi du 19 mars 1917. L'étude des travaux préparatoires montre comment, sous le couvert de cette loi de circonstance, on a espéré un moment modifier définitivement la règle de l'article 815. Mais la loi régit simplement les successions ouvertes avant la guerre, mais non liquidées, et celles qui se sont ouvertes jusqu'à l'expiration de deux ans à compter de la reprise des délais de prescription. Le Tribunal saisi d'une demande en partage; peut, sur la demande de toute partie intéressée, si les biens ne sont pas commodément partageables en nature, ordonner le maintien de l'indivision pendant deux ans au plus à partir de cette même date. La Chambre des Députés animée d'un plus large esprit de réforme avait d'abord admis que l'indivision pourrait être prologée pour cinq années, et même qu'elle pourrait être prolongée au cas où la solution définitive et satisfaisante n'apparaîtrait pas encore.

Les propositions et les projets de lois actuellement déposés en vue de conserver l'unité des exploitations agricoles, font presque tous appel à la continuation de l'indivision. Ils s'inspirent d'ailleurs de la législation imaginée pour les habitations à bon marché. Ils assurent, dans certains cas, l'attribution intégrale à l'un des héritiers, mais en utilisant en même temps le procédé du maintien de l'indivision. Nous ne les examinons ici que de ce dernier point de vue.

L'une des premières propositions où se soit manifestée

l'idée de recourir à l'indivision prolongée afin d'éviter le morcellement excessif des patrimoines est celle présentée au Sénat le 22 janvier 1920 par M. Adolphe Chéron. La proposition est tout à fait sommaire et insuffisante. Elle se borne à décider que dans les successions comportant des terres de culture exploitées par le conjoint du défunt ou par l'un de ses enfants, l'indivision peut être maintenue par le juge de paix pendant cinq années renouvelables, à partir du décès et ce notwithstanding la présence de mineurs parmi les descendants. Rien n'est dit de l'organisation de l'indivision. Aucune modification n'est apportée au régime de l'indivision contractuelle. Le testateur ne se voit pas attribuer le droit d'imposer l'indivision.

Une proposition plus complète a été déposée le 2 décembre 1920 par MM. Victor Boret et Adolphe Chéron. Elle vise les domaines ruraux d'une contenance inférieure à 40 hectares. Le maintien de l'indivision n'est prononcé qu'à défaut de demande d'attribution. La proposition ne fixe pas la limite de la durée de l'indivision. Les articles 5 et 6 sont les seuls qui nous intéressent à cette place : « Art. 5. : Si les parties sont d'accord sur la durée et les conditions de l'indivision, il leur en sera donné acte par le juge de paix. Le pacte d'indivision ainsi conclu sera définitif même au regard des mineurs et des interdits sans qu'il soit besoin d'homologation. » — « Art. 6 : Dans le cas de désaccord le juge de paix statue d'après les circonstances en vue du plus grand intérêt de la famille et de la meilleure exploitation du domaine. Il peut, s'il y a lieu, maintenir l'indivision pendant cinq ans à partir du décès si tous les héritiers sont majeurs et, s'il y a des mineurs jusqu'à la majorité du plus jeune d'entre eux. Si l'exploitation était assurée par le défunt et si l'un des héritiers ou conjoint survivant demandait à continuer l'exploitation, le juge de paix le désignerait en même temps comme administrateur ou comme exploitant. A défaut d'entente entre les ayants-droit, le juge de paix avant de procéder à la désignation de l'exploitant, ordonne

Une expertise en vue d'établir l'état des immeubles et d'évaluer l'indemnité à allouer pour ajournement de partage à ceux des héritiers qui ne participeraient pas à l'exploitation. Il fixe lui-même cette indemnité sur le rapport de l'expert, après avoir convoqué les parties. » — « Art. 8 : Le juge de paix à défaut d'entente entre les ayants-droit, statue après expertise sur toutes les contestations relatives à l'exécution du pacte d'indivision ».

Ces derniers articles contiennent une ébauche d'organisation de l'indivision. L'indemnité pour retard de partage semble devoir être une somme fixe et forfaitaire à payer une fois pour toutes. Peut-être vaudrait-il mieux admettre le principe de la participation annuelle aux bénéfices.

### SECTION III.

#### *Réformes directes.*

L'autorisation des pactes sur succession future, dans les limites ci-dessus indiquées, l'organisation de l'indivision limitent le domaine de la règle d'égalité en nature. Elles ne s'attaquent pas directement à celle-ci.

Il faut bien se garder de chercher à agir indirectement par une autre voie dans laquelle les auteurs de propositions de loi sont malheureusement tentés de s'engager : la réforme des règles admises sur la quotité disponible. La proposition de MM. Isaac et Duval Arnould et la proposition Pol-Chevalier, rapportées plus loin, cherchent ainsi à élargir la liberté de tester. C'est à notre avis, compromettre une fois de plus une réforme raisonnable et que l'évolution de la législation des habitations à bon marché semble rendre possible.

Il ne reste donc qu'à rechercher de quelles modifications, la règle du partage en nature est susceptible.

Faut-il maintenir ses conséquences lors de la reconstitution de la masse successorale ?

La plupart des législations étrangères ont renoncé à exiger le rapport en nature des immeubles et obligent l'héritier réservataire à se contenter d'une réserve en argent. Ces deux réformes, croyons-nous, pourraient être adoptées sans inconvénient. Elles atténueraient la portée de la règle d'égalité en nature, qui ne se manifesterait plus que par le partage en nature ramené à un simple procédé admis par le législateur faute d'arrangement amiable ou de prévision du défunt. Le caractère absolu de la règle qui est son gros défaut, disparaîtrait et on ne pourrait même plus parler de règle d'égalité en nature dans les partages : d'ores et déjà, et avant toute réforme législative, la jurisprudence serait heureusement inspirée en admettant de plus en plus facilement les dispenses tacites de rapporter en nature. L'évolution économique, et l'intérêt général le lui permettent.

La loi du 31 mai 1924 concernant la mise en vigueur de la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (1), a d'ailleurs renoncé au rapport en nature. Elle décide dans son art. 73 : « Lorsque le don ou legs fait à un successible en ligne directe ou au conjoint survivant a pour objet une exploitation agricole, industrielle ou commerciale unique, le donataire ou légataire peut par dérogation à l'article 866 du Code Civil retenir en totalité l'objet de la libéralité, même si la valeur de cet objet excède la quotité disponible et quel que soit cet excédent, sauf à récompenser les cohéritiers ou héritiers en argent ou autrement. Il en est de même lorsque le don ou legs fait au conjoint survivant concerne les objets mobiliers ayant servi au ménage com-

(1) J. O. du 3 juin 1924.

mun des époux. L'estimation d'une exploitation agricole se fait à dire d'experts sur la base du revenu net et moyen de l'exploitation à l'époque de l'ouverture de la succession.

Faut-il être plus hardi et donner au juge le pouvoir de partager équitablement la succession, sans s'astreindre à composer les lots en biens de même nature ? Admettre ceci, c'est renoncer au système du tirage au sort, incompatible avec une répartition intelligente des biens de succession. Au lieu d'assurer une égalité absolue et chimérique entre héritiers, le juge aboutirait à réaliser une égalité relative basée sur les intérêts différents des copartageants.

On dénie généralement au juge autorité et compétence pour obtenir cette égalité relative. Comment appréciera-t-il la valeur variable des immeubles ? Comment jugera-t-il de la légitimité des multiples réclamations dont il sera l'objet ? Le tirage au sort est un procédé peut-être un peu brutal, mais qui, tout au moins ne peut être entaché de partialité. Or, dans le système du tirage au sort, comment peut-on se soustraire à la composition égale et en nature des lots ? Que faut-il penser de cette objection ?

Notons d'abord que ce pouvoir d'apprécier qu'on refuse au juge, lui a cependant été donné dans certains cas de la procédure du partage. En premier lieu l'estimation des immeubles est faite par les experts (824), et comme cette expertise est facultative (970, C. Pr. Civ. nouveau), le juge en sera souvent l'arbitre. En second lieu, c'est le juge qui décide si les immeubles indivis sont partageables ou ne le sont pas : il a sur ce point un pouvoir souverain. C'est lui enfin, qui si les biens sont partageables en nature les répartit dans les différents lots avec l'assistance de l'expert (834, C. Civ., 975 et 978, C. Pr. Civ.). Il peut compenser une légère inégalité des lots par une répartition inégale du passif ou par une soulte, soit en rente, soit en argent (833, C. Civ.).

Si l'on reconnaît au juge, la capacité de décider sur tous

ces points si importants, pourquoi lui refuser le pouvoir de juger qu'une répartition inégale des biens est opportune, et que, par exemple, l'un des héritiers a intérêt à posséder tel immeuble, plutôt que tel autre. Ne le fait-on pas juge bien souvent de cas aussi délicats, soit qu'il s'agisse d'autoriser l'aliénation de biens dotaux, soit d'homologuer une transaction de mineurs ? Ce dernier exemple est particulièrement frappant, grâce à la tactique suivie par la pratique pour éviter le tirage au sort et la division des biens au cas où le partage forcé est rendu nécessaire par la présence d'un mineur, le juge, impuissant à agir au grand jour, peut aboutir par une voie détournée, en homologuant une transaction factice !

Comment soutenir d'ailleurs qu'une étude attentive offre moins de garanties qu'un coup de dés ? Nous admettons, du reste, que le juge pourra, s'il le juge convenable, avoir recours au tirage au sort. Mais s'il a des éléments d'appréciation suffisamment précis, comme un avancement d'hoirie qu'il suffira de maintenir, comme le fait que l'un des enfants ait été associé à l'exploitation par le défunt, pourquoi lui interdire d'en faire usage ?

Il conviendrait, tout au moins, de donner au juge cette liberté dans l'hypothèse où les héritiers viennent à la succession par parts inégales. Il est vraiment choquant qu'on soit obligé de diviser une exploitation en plus de lots qu'il n'y a d'héritiers, et que cette nécessité empêche même parfois la division en nature et oblige à vendre.

S'il faut vendre, est-il nécessaire de mettre le bien aux enchères en présence d'étrangers ? Plusieurs législations admettent que les enchères soient restreintes aux héritiers. Nous croyons qu'une réforme en ce sens serait désirable. La destinée normale de l'exploitation, créée par le père, centre de la famille, est de demeurer aux mains d'un membre de la famille. Chaque héritier pourrait exiger cette mise aux enchères si l'estimation donnée par le juge au domaine lui paraissait insuffi-

sante (Cf, sur tous ces points les dispositions du Code Civil Suisse).

En résumé, la règle d'égalité en nature ne doit plus exercer son influence dans la reconstitution de la masse successorale préalable au partage. Sa mise en œuvre dans le partage judiciaire doit être assouplie. Le juge composera les lots en biens de même nature quand cela sera possible. Mais si la configuration de l'exploitation héréditaire, les circonstances de fait, l'intérêt des copartageants l'exigent il pourra procéder par voie d'attribution et composer les lots en biens de nature différente. La règle du partage en nature cessera d'être une mécanique inexorable que la mission du juge consiste uniquement à mettre en marche.

Une loi de circonstance a admis bien timidement le partage judiciaire par attribution. Mais il est intéressant de constater qu'il s'en est fallu de peu que la réforme ne prit plus d'ampleur.

L'art. 7 de la loi du 19 mars 1917 élaborée en vue des successions non liquidées par suite de la guerre, décide, en effet, que : « si les parties sont d'accord, le tribunal pourra malgré la présence de mineurs et d'incapables, admettre l'attribution proposée au profit de l'une d'elles du mobilier meublant et des objets à l'usage personnel du défunt, sur estimation convenue ou fixée par experts. »

On ne peut pas être plus prudent dans la voie des réformes. Mais la Chambre des Députés avait d'abord voté une modification plus hardie. La première version de l'art. 7 (art. 3), acceptait que « lorsque la succession comprend soit un ou plusieurs immeubles occupés en commun par le défunt et son conjoint ou l'un des héritiers, soit fonds de commerce, établissements industriels ou exploitation agricole à la gestion desquels le conjoint survivant copropriétaire ou l'un des héritiers apportait son concours, les parties ainsi qualifiées, ont la fa-

culté de demander l'attribution intégrale d'un ou plusieurs biens sur estimation. » (1)

Malgré les scrupules du Sénat qui ont provoqué la restriction de la réforme proposée, il y a là un nouvel indice des progrès incessants que fait l'idée d'une réforme du partage judiciaire.

Ces réformes laisseraient subsister le principe de l'égalité en nature des lots. Mais au lieu d'une règle impérative, il ne serait plus que l'indication d'une solution préférable mais non inévitable. Chaque fois qu'il serait possible de composer des lots égaux en nature, le juge aurait le souci d'assurer de cette manière l'égalité. La règle d'égalité en nature aurait ainsi un rôle conforme à celui que lui assigne l'équivalence désormais réalisée des meubles et des immeubles.

#### SECTION IV.

##### *Dérogation obligatoire au partage en nature pour les exploitations agricoles.*

Les diverses mesures ci-dessus examinées consistent surtout à assouplir le système du Code, à substituer au mécanisme automatique du partage judiciaire une distribution intelligente, à rendre possibles les pactes de famille et le règlement judiciaire de sa succession par le père. Mais elles laissent subsister la possibilité du partage. Elles n'étendent pas à l'ensemble des biens ruraux le régime successoral des habitations à bon marché, où l'attribution à l'héritier désigné par la loi est obligatoire, dès que celui-ci le demande.

Faut-il aller plus loin ? A vrai dire le législateur y est peu à peu incliné. Nous avons déjà cité le projet de loi de MM. Victor Boret et Adolphe Chéron, ayant pour but d'appliquer aux propriétés de moyenne importance le régime successoral

---

(1) J. O. du 12 nov. 1915. Séance de la Chambre du 11 nov.

de la très petite propriété. Nous avons montré comment on était entraîné d'une façon presque irrésistible vers cette solution. Or, il est extrêmement difficile de délimiter la moyenne propriété. Dans la séance du 13 juin 1919 où le gouvernement fit sienne la formule : « La terre à la famille paysanne », M. Victor Boret avouait lui-même son impuissance : « Comment réglera-t-on cette exploitation familiale ? Quel en sera le type ? Je réponds : il n'appartient pas au gouvernement de fixer le type, l'étendue de cette exploitation familiale ; ce serait absurde ! Cette étendue varie avec la nature du sol, avec les moyens économiques et avec les habitudes : avec les possibilités culturelles et la nature des cultures entreprises. » Aussi, certains projets de lois proposent un régime successoral spécial pour tous les immeubles ruraux, sans limitation de contenance.

Le projet de M. Victor Boret est entièrement imité de la législation des habitations à bon marché. Nous avons déjà analysé celles de ses dispositions qui ont trait au maintien de l'indivision. Elles sont complétées par l'organisation de l'attribution du domaine. La demande d'attribution peut être faite par chacun des héritiers et par le conjoint survivant. L'attribution sur estimation *est de droit* lorsqu'elle est demandée. L'estimation du domaine est faite par experts. Si la demande en attribution est formée par plusieurs ayants-droit, la préférence est accordée à celui que le défunt aura désigné, puis au conjoint survivant s'il est copropriétaire, puis à celui qui exploite le domaine. Si toutes choses sont égales, le juge de paix met aux voix la désignation de l'attributaire. A défaut de majorité, on a recours au tirage au sort.

L'attributaire du domaine ne peut pendant 10 ans l'aliéner sans autorisation du juge de paix.

Le projet de loi présenté le 19 octobre 1922 par M. Colrat, garde des sceaux, a été discuté au Sénat et renvoyé à la Commission le 17 décembre 1923. Il maintient, en principe, le

droit pour chaque héritier de demander sa part en nature des meubles et des immeubles. Mais « quand un ou plusieurs des copartageants auront exploité depuis au moins cinq ans, soit avec le de cujus, soit par eux-mêmes, une propriété rurale d'une contenance inférieure à vingt hectares, ils pourront demander que cette propriété soit comprise dans leur lot pour la valeur qui sera fixée d'accord entre les parties. En cas de désaccord ou si parmi les copartageants il y a des mineurs, cette valeur sera fixée par le Tribunal après expertise. » Les attributaires du bien ne peuvent pendant cinq ans l'aliéner en cas de décès pour l'extinction d'un passif héréditaire. Mention de l'interdiction d'aliéner sera faite dans l'acte de partage.

La proposition de M. Pol-Chevalier est beaucoup plus étendue. Comme nous l'avons dit, elle a le tort de s'attaquer à la question de la quotité disponible. Elle est, de ce fait, vouée à un insuccès certain. Nous n'analyserons que celles de ses dispositions qui se rapportent directement à notre sujet.

Si les immeubles ne pouvaient se partager commodément, il serait procédé à leur licitation. Mais il serait loisible à chacun des héritiers, comme à chacun des légataires universels ou à titre universel, de réclamer l'attribution en nature de l'exploitation agricole qui dépendrait de la succession, à charge de soultes envers les copartageants. Si plusieurs réclamaient cette attribution, elle se ferait au profit de celui qui aurait la plus forte part, et en cas d'égalité, par voie de tirage au sort. Une caisse nationale de crédit successoral sera créée pour faciliter l'application de ces dispositions.

Que faut-il penser de ces projets ? Une législation spéciale aux biens ruraux est-elle souhaitable en matière successorale ?

Nous ne le croyons pas. Deux traits caractérisent, en effet, les législations étrangères qui connaissent un régime successoral particulier aux biens ruraux : tous deux s'opposent à l'institution en France de lois analogues.

Tout d'abord, toutes les législations étrangères qui réglaient la transmission intégrale des biens ruraux, le font en consacrant une inégalité en valeur. Elles emploient pour cela deux procédés. Afin d'éviter de grever l'attributaire de trop lourdes charges, elles lui accordent un préciput assez fort ; puis on estime le domaine en prenant pour base sa valeur de rendement et non sa valeur vénale. Dans les régions où l'Anerbenrecht est traditionnel, ces usages ne heurtent pas l'opinion publique, comme ne la heurtait pas jadis notre droit d'aînesse. Bien au contraire, les frères et sœurs de l'Anerbe renoncent parfois à leurs soultes pour favoriser l'exploitation de l'héritage.

Mais en France, une législation qui établirait ainsi une inégalité en valeur, d'une façon impérative, se heurterait à l'irrésistible courant de nos traditions égalitaires. L'idée d'égalité vit aujourd'hui dans la conscience publique à l'état de sentiment. Toute réforme qui s'y attaque est vouée d'avance à l'insuccès.

En second lieu, le système de la transmission intégrale n'est imposé par les législations étrangères qu'à certaines régions. Dans ces régions, il faut le noter, la loi se borne à maintenir de très anciennes coutumes déjà existantes. C'est ainsi que lors de la rédaction du Code Civil Allemand, on se demanda si l'on devait étendre d'une manière uniforme l'anerbenrecht à tout l'empire. Mais des protestations s'élevèrent. L'art. 64 de la loi d'introduction se borne donc à maintenir simplement aux Etats, le droit de légiférer en matière d'anerbenrecht, et de notables différences caractérisent l'institution dans les diverses régions où elle est en vigueur.

En Suisse, l'art. 116 du Code Civil adopte la même ligne de conduite : le législateur s'en remet aux cantons de fixer quelles propriétés devront être transmises intégralement.

Ainsi, en Allemagne, et en Suisse, le législateur s'appuie sur de très anciens usages, d'ailleurs divers d'une contrée à l'au-

tre, peu à peu rendus précis. Mais il n'y a à l'heure actuelle aucune base analogue en France. On n'y peut point déterminer les régions où la transmission intégrale est souhaitée et celles où les habitudes et le genre de culture ne le demandent pas. Sans doute, certains écrivains, comme M. de Brandt, ont-ils pu distinguer en France, même de nos jours, diverses coutumes successorales. Mais, nulle part il n'existe cependant de tradition assez nette et assez générale pour qu'on s'en remette à elle. D'ailleurs, on ne peut même imaginer dans notre France centralisée, une législation successorale dont les solutions seraient différentes selon les diverses régions.

L'organisation d'un régime successoral aux biens ruraux, qui créerait un mode de transmission intégrale obligatoire ne nous paraît donc pas opportune.

---

## CONCLUSION

---

Les projets et les propositions de loi sur l'organisation d'un régime successoral spécial aux biens ruraux, quelque critiquables soient-ils, sont cependant dans la logique de l'évolution dont nous avons, à plusieurs reprises, indiqué la marche.

A mesure qu'on se détache de la philosophie individualiste du Code Civil et sous l'influence des idées qui ont déterminé à la reconstitution des associations et des groupes, le problème de la liquidation de la succession, posé à la mort du défunt, se présente sous un nouvel aspect.

L'héritage n'est justifié que par l'idée de famille ; la famille ne se révèle peut-être jamais avec autant de force, qu'au moment où le père, après avoir donné à ses enfants ses qualités physiques et intellectuelles par l'hérédité, leur transmet par l'héritage ses biens et son patrimoine.

Le régime successoral du Code Civil ne méconnaît pas complètement la continuation de la famille. Cependant certaines de ses dispositions n'en tiennent pas suffisamment compte.

L'article 815 est logique avec la pensée que la famille est dissoute par la mort du père. Les copartageants ne sont plus les éléments d'un même groupe dont l'intérêt les domine ; chacun d'eux a le pouvoir de réaliser immédiatement ses droits dans la succession. L'indivision est un état essentiellement précaire. Après la mort du père, le patrimoine familial est instantanément réparti entre les héritiers : la famille a disparu.

L'article 832 est conforme à cette conception. Si rien ne vient limiter le droit des héritiers, chaque bien appartient à

tous. Le partage en nature paraît le meilleur moyen de tenir la balance égale entre des droits également absolus.

La terre paraît d'ailleurs éminemment partageable. L'intérêt de chaque héritier est d'avoir dans son lot une partie de l'exploitation rurale. On doit donner satisfaction à cet intérêt chaque fois que cela n'est pas matériellement impossible.

Les premières lois qui ont dérogé au régime successoral du Code Civil témoignent du changement qui s'est opéré dans les esprits sur tous ces points.

L'intérêt individuel des héritiers n'est plus uniquement pris en considération. La famille subsiste à la mort du père et le partage peut être ajourné dans son intérêt. L'épouse survivant pourra demeurer au foyer et obtenir que la maison où elle a vécu demeure dans l'indivision. Celui des enfants que le défunt aura désigné pourra se faire attribuer le bien à charge de payer une soulte équitable à ses cohéritiers.

D'autre part, on tend à ne plus considérer la terre comme une simple marchandise. On a de plus en plus le souci de la fonction qu'elle doit remplir. Cette idée est à l'origine de l'Anerbenrecht germanique. « Le droit germanique ne considérait pas la terre comme une marchandise, mais voyait en elle une sorte de fonction. La fonction comme toute fonction était indivisible et ne se transmettait qu'à un seul des enfants ». C'était également l'une des causes de la transmission intégrale des fiefs au moyen-âge. Ils étaient, nous l'avons dit, la dotation d'une fonction sociale, le seigneur ayant le devoir de faire la guerre et de protéger ses sujets. L'intérêt de la fonction justifiait le privilège du fonctionnaire et expliquait le droit d'aînesse. La Révolution a entendu rompre complètement avec cette façon de penser. L'article 544 définit la propriété : « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue. » C'est à dire : la propriété est libre, en principe, de toute charge. Son exercice n'a d'autres limites que l'intérêt du propriétaire et le droit également légitime des

propriétaires voisins. Les cohéritiers, libres d'exiger le partage en vertu de l'article 815, n'ont donc point à tenir compte du rôle économique ou social que la propriété rurale doit jouer. Le juge appelé à décider si un domaine est divisible, doit ordonner le partage si celui-ci est possible.

Mais, à mesure que le droit devenait plus « social », on a recommencé à considérer la propriété, et plus spécialement la terre, comme affectée à une mission. Sans aller jusqu'à dire que le fondement du droit de propriété est la nécessité de pourvoir à l'exercice de certaines fonctions, on se préoccupa de lui permettre d'avoir toute son utilité.

La jurisprudence a été obligée de faire leur part à ces idées. Non sans résistance, à propos des partages d'ascendant, elle a peu à peu abandonné son ancien critérium et accepté de tenir compte de considérations économiques et de l'intérêt de la famille.

Le législateur a pris plus encore nettement parti. Nous avons souligné qu'en organisant un régime successoral spécial pour les habitations à bon marché, la très petite propriété, et le bien de famille, il a été guidé par le souci de permettre à la maison à bon marché, aux très petits domaines, au bien de famille, de remplir la mission sociale qu'on attendait d'eux. Partager la très petite propriété que l'ouvrier venait d'acquérir, c'était l'empêcher d'accomplir sa fonction qui est d'élever le travailleur et de le fixer. Diviser le bien de famille à la mort du père, c'était renoncer à maintenir l'unité de la famille au moment où elle est le plus menacée. L'intérêt de la société, l'intérêt de la famille s'opposaient dans une certaine mesure à l'intérêt individuel de chaque héritier.

Déjà, se manifestait une tendance à accentuer cette conception nouvelle. L'article 1, 3° de la loi de 1908 précise que « l'acquéreur devra s'engager vis-à-vis de la société qui lui consentirait un prêt à cultiver lui-même ou à faire cultiver par sa famille. » De même la loi de 1909 indiquait que « le bien de

famille doit être occupé et exploité par la famille. » En contrepartie de l'avantage procuré à l'intéressé, on exigeait donc de lui certains engagements. L'exécution d'une fonction déterminée devenait le fondement même du privilège. Le possesseur du bien de famille doit cultiver, comme le titulaire du fief féodal devait combattre. A ce point de vue il n'était pas inexact de parler de « petits majorats démocratiques ». Les législations étrangères consacrant la transmission intégrale de certains biens, contiennent des dispositions analogues. En Angleterre, pendant 20 ans, et tant que le prix d'achat n'aura pas été intégralement payé, aucun holding ne pourra être vendu, loué ou sous-loué sans le consentement du conseil de comté. Il devra être cultivé par le propriétaire (1).

La plupart des projets déposés en vue d'étendre à toutes les exploitations rurales le régime successoral des habitations à bon marché portent trace du même souci. La proposition de MM. Victor Boret et Adolphe Chéron, demande que le bien attribué en vertu de la loi ne puisse être aliéné pendant dix ans. La proposition de M. Pol-Chevalier et celle de MM. Henry Chéron et Colrat prévoient de semblables obligations pour l'attributaire.

Le point de vue auquel on se place est donc aux antipodes de celui du législateur de la Révolution et de l'Empire ; au lieu que l'exploitation rurale soit éminemment partageable, elle apparaît comme le plus souvent indivisible. Le droit des héritiers n'est plus aussi absolu. L'idée que la terre est affectée à une fonction sociale et doit demeurer dans son unité, fait de plus en plus de progrès.

Nous avons estimé que, pour le moment, un régime impératif n'était pas désirable. Des modifications de détails doivent rendre la règle de l'article 832 moins absolue, moins rigide.

---

(1) V. sur les Small holdings. — Vivrel : *La Législation anglaise relative à la petite propriété*. Thèse, Paris 1909.

La jurisprudence doit de plus en plus s'imprégner des conceptions nouvelles sur le rôle social et économique de la terre.

Des diverses réformes que nous avons exposées, celles qui ont trait à la possibilité de la prolongation de l'indivision et à l'autocrisation des pactes sur succession future nous paraissent les plus opportunes.

La prolongation de l'indivision doit permettre à la famille de subsister pendant quelque temps après la mort du père. Elle est une solution d'attente qui permettra au juge d'échapper au dilemme : partage ou licitation.

Les pactes sur succession future donneront aux intéressés une liberté de mouvements plus complète. L'emploi qu'on en fera, montrera mieux que toute controverse en quel sens le législateur doit s'orienter pour le bien général. En les permettant, le législateur ne ferait rien d'autre qu'une expérience nécessaire, certainement utile et sans inconvénients.

Vu : *Le Président,*

VIZIOZ.

Vu pour le Doyen,  
*L'Assesseur :*

C. DE BOECK.

Vu et permis d'imprimer :  
Bordeaux, le 2 avril 1925.  
*Le Recteur d'Académie,*  
F. DUMAS.

## ANNEXES

---

*Proposition de loi portant modification aux articles 826, 827, 830, 832, 913 et 1075 du Code Civil, présentée le 23 février 1922 par MM. Isaac et Duval Arnould, députés. (Session ordinaire de 1922. Doc. Parl., annexe n° 3940, page 241.)*

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du premier paragraphe de l'article 913 du Code Civil sont remplacées par les suivantes : « Les libéralités, soit par actes entre vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime; s'il en laisse plusieurs, elles ne pourront excéder le cinquième de ses biens; deux autres cinquièmes pourront être attribués par lui à un ou plusieurs de ses enfants à l'exclusion des autres; les deux derniers cinquièmes seront partagés entre tous.

ART. 2. — Les articles 826, 827, 830, 832 et 1075 du Code Civil sont modifiés comme suit :

ART. 826. — Les mots : « chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession » sont supprimés ainsi que le mot « néanmoins » qui les suit.

ART. 827. — Le premier alinéa est ainsi modifié : « Si la majorité des héritiers estime que la vente des immeubles est avantageuse, il y est procédé par licitation devant le tribunal. »

ART. 830. — Le premier alinéa est ainsi modifié : « Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une valeur égale sur la masse de la succession ». Le second alinéa du même article est supprimé.

ART. 832. — Cet article est ainsi modifié :

« Dans la formation et composition des lots, on doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Chaque lot peut être composé, soit en totalité, soit en partie, de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de valeur équivalente. »

ART. 1075. — Cet article est ainsi modifié :

« Les pères et mères et autres ascendants, pourront faire entre leurs enfants et descendants la distribution et le partage de leurs biens. Les dispositions de l'article 832 sont applicables à ces partages.

» Les délais de l'action en nullité ou la rescision sont réduits à deux ans pour les partages entrevifs et à cinq ans pour les partages testamentaires. »

*Proposition de loi, tendant à relever la natalité et à éviter le morcellement des biens par une réforme du régime successoral, présentée le 14 novembre 1922 par M. P. de Chevalier, sénateur. (Sénat, session extraordinaire de 1922. Doc. parl. annexe numéro 657, p. 81.)*

ARTICLE PREMIER. — Les articles 745, 752, 753, 755, 757, 765, 766, 826, 827, 830, 913 et 1.476 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 745. — Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeul ou aïeule ou autres ascendants, sans distinction de sexe, ni de progéniture et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

La succession se divise en autant de parts égales que le défunt a laissé d'héritiers et descendants légitimes de ceux-ci au premier degré, et chaque héritier reçoit, en outre de l'une de ces parts, autant d'autres parts qu'il a, lui-même, d'enfants légitimes.

Lorsque le défunt laissera des héritiers âgés de moins de trente ans révolus, le montant de leur attribution sera susceptible d'augmentation par nouvelle descendance survenue jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans, à moins qu'à l'échéance de la trentième année, ils ne soient restés célibataires ou veufs depuis trois ans au moins. En ce dernier cas, les indemnités attribuées demeurent acquises.

Lorsque les héritiers âgés de plus de trente ans et de quarante-cinq ans révolus seront mariés ou veufs depuis moins de trois ans au moment du décès, le montant de leur attribution sera susceptible d'augmentation par nouvelle descendance survenue jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans, à moins que leur veuvage n'ait duré trois ans.

En cas de descendance survenue avant l'âge de trente ans ou quarante-cinq ans révolus, aux héritiers qui se trouvent dans un des cas d'augmentation de part successorale ci-dessus prévus, ils recevront de leurs cohéritiers une indemnité en argent con-

sistant dans la différence entre la valeur de ce qu'ils auront reçu et celle de ce qu'ils auraient reçu si le nouveau né avait existé lors du décès. Le paiement de cette indemnité sera garanti par un privilège portant sur les immeubles de la succession et sur les valeurs mobilières. Ces valeurs devront être nominatives avec indication de la charge éventuelle qui les grève.

Il sera loisible à tout intéressé de requérir la conversion de cette garantie en une autre sur tels biens ou valeurs qui en seront l'équivalence.

A défaut d'accord, une ordonnance de référé du Président du Tribunal du lieu d'ouverture de la succession statuera sur la demande de conversion, après expertise, s'il échet.

Les indemnités de néo-descendance seront de droit et sauf manifestation de volonté contraire, préalablement au partage définitif, par des héritiers représentant plus de la moitié de la succession, rachetées par des indemnités forfaitaires consistant dans l'attribution de deux parts successorales au profit de l'héritier âgé de moins de trente ans révolus et d'une part au profit de l'héritier qui aura dépassé cet âge.

La volonté des mineurs de ne pas accepter l'indemnité forfaitaire, sera exprimée par leur représentant légal.

Les parts seront rétablies en considérant leur nombre total comme augmenté d'autant. L'indemnité forfaitaire est obligatoire au cas où elle est susceptible d'être due ou réclamée à plus de trois personnes au moment du partage.

L'importance de la succession, en cas de réserve de l'indemnité de néo descendance sera déterminée par la déclaration faite au fisc.

Sous réserve de ne pas excéder des facultés reconnues au testateur par l'article 913, il lui est loisible de régler définitivement à la date de son décès les droits de néo descendance, ou même de les supprimer; ces droits sont, pour l'évaluation de la réserve, fixés d'après l'indemnité forfaitaire dont la règle est de tous points obligatoire en cas de disposition d'une quotité de la succession.

ART 752. — Le partage de la moitié ou des trois quarts dévolus aux frères ou sœurs, aux termes de l'article précédent, s'opère entre eux conformément à l'article 745, s'ils sont tous du même lit; s'ils sont de lits différents, la division se fait par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle du défunt, les germains prennent part dans les deux lignes et les utérins ou consanguins chacun dans leur ligne seulement; s'il n'y a de frères ou sœurs que d'un côté, ils succèdent à la totalité à l'exclusion des parents de l'autre ligne entre lesquels le partage s'opère ainsi qu'il est réglé à l'article 745.

ART 755. — Les parents au delà du sixième degré ne succèdent pas.

A défaut de parents au sixième degré dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout et le partage en tous cas s'opère dans la ligne conformément à l'article 745.

ART 757. — La loi n'accorde aux enfants naturels aucun droit sur les biens des parents de leur père et mère, sauf les cas prévus aux articles 765 et 766.

Les règles de l'article 745 s'appliquent au cas de parenté naturelle comme au cas de parenté légitime, mais seule est comptée pour cette application la descendance légitime au premier degré des enfants naturels.

ART 765. — La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue à ses père et mère et à ses frères et sœurs légitimes ou naturels conformément aux règles prévues à la section précédente.

ART 766. — En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel décédé sans postérité, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères et sœurs légitimes ou descendants d'eux, les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix des biens aliénés, s'il est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes ou descendants d'eux. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants. Le partage en tous cas est fait entre les ayants-droit conformément à l'article 745.

ART 826. — Sous les réserves exprimées à l'article 827 chacun des héritiers peut demander sa part en nature de meubles et d'immeubles de la succession; néanmoins, s'il y a des créanciers saisissants ou opposants, ou si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les meubles sont vendus en la forme ordinaire.

ART 827. — Si les immeubles ne peuvent se partager commodément, il doit être procédé sous les réserves ci-après à la vente par licitation devant le tribunal ou devant un notaire par lui désigné.

Néanmoins, il sera loisible à chacun des héritiers, comme aux légataires universels ou à titre universel de réclamer l'attribution en nature de l'exploitation agricole ou autre qui dépendrait de la succession, à charge de soultes envers les copartageants; si plusieurs réclament cette attribution, elle se fera au profit de celui qui aura la plus forte part, et en cas d'égalité par voie de tirage au sort.

L'exploitation comprend les immeubles par nature et par destination constituant l'ensemble du fond exploité. En cas de

pluralité d'exploitations distinctes, la priorité d'attribution se déterminera déduction faite pour chaque héritier de la valeur de l'exploitation dont il sera nanti.

Une caisse nationale de crédit successoral sera créée pour faciliter l'application des dispositions ci-dessus.

ART 830. — Si le rapport n'est pas fait en nature les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une valeur égale sur la masse de la succession.

ART 913. — La quotité de biens dont on peut disposer, soit par libéralités entre vifs, soit par testament en cas d'existence d'un ou plusieurs enfants légitimes, est d'un tiers au profit de toute personne et d'un second tiers au profit d'un ou de plusieurs enfants ou descendants, sous réserve du cas ci-dessous.

Cette quotité est de moitié lorsque le défunt laisse un enfant unique âgé de vingt-cinq ans révolus, sans enfant.

*Proposition de loi tendant à favoriser l'accroissement de la natalité présentée le 22 janvier 1920 par M. Adolphe Chéron. (Sess. ord. 1920. Doc. parl. annexe numéro 201, p. 97).*

ART 20. — L'article 832 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations, et il convient, à l'exception des successions comportant des terres de culture, de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. »

ART 21. — Il est ajouté à l'article 815 un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Dans les successions comportant des terres de culture exploitées au moment du décès par le conjoint du défunt décédé sans avoir usé de la faculté prévue par l'article 1.078, paragraphe 2, ou pour l'un de ses enfants, l'indivision peut être maintenue à la demande de ceux-ci pendant cinq années renouvelables, à partir du décès, et nonobstant la présence de mineurs parmi les descendants. Le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision en cas de difficulté et après avis du conseil de famille s'il y a lieu. »

ART 22. — Il est ajouté à l'article 1078 du Code civil un paragraphe 2 ainsi conçu :

« Lorsque les biens à partager comportent des terres de cul-

ture, l'ascendant a la faculté de désigner par testament le ou les attributaires de lots de culture. Il pourra même composer des lots sans être tenu de comprendre dans ses dispositions des biens d'autre nature, mais sous réserve de l'article 833.

ART 23. — L'article 834 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit dans son paragraphe 2.

« Ils sont ensuite tirés au sort, le tout sous réserve des dispositions prises par l'ascendant en vertu de l'article 1078, paragraphe 2, »

*Proposition de loi, autorisant l'attribution intégrale et l'indivision temporaire de certains domaines ruraux figurant dans les successions, présentée le 2 décembre 1920 par MM. Victor Boret et Adolphe Chéron. (Sess. extraord. 1920. Doc. parl. annexe 1745, p. 384).*

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un domaine rural, d'une contenance inférieure à 40 hectares figure dans une succession chacun des héritiers et conjoint survivant aura le droit de demander l'attribution intégrale à son profit ou le maintien de l'indivision pendant une période déterminée. La demande est adressée au juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession, qui convoque tous les intéressés ou leurs représentants et statue dans les conditions de la présente loi.

ART 2. — L'attribution sur estimation est de droit lorsqu'elle est demandée. Le maintien de l'indivision ne peut être prononcé qu'à défaut de demande d'attribution. L'attribution sur estimation peut être demandée soit au décès, soit à l'expiration de chaque période fixée pour le maintien de l'indivision.

ART 3. — S'il n'y a pas de contestation sur la valeur du domaine et si toutes les parties sont présentes ou dûment averties, majeures et maîtresses de leurs droits, le juge de paix prononce l'attribution à celle des parties qui l'aurait demandée.

En cas de contestation sur la valeur du domaine ou s'il y a des mineurs ou interdits, le juge de paix devra surseoir à l'attribution et nommer un ou plusieurs experts pour faire l'estimation. Sur le rapport de ce ou de ces experts il fixe lui-même, d'après les éléments de la cause et après avoir convoqué les parties, le prix du domaine et procède ensuite à son attribution.

Si la demande en attribution est formée par plusieurs yants droit, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt aura désigné, puis au conjoint survivant, s'il était co-propriétaire, puis à celui qui exploite le domaine. Si toutes les choses

sont égales le juge de paix met aux voix la désignation de l'attributaire, les héritiers venant par représentation d'une même personne n'ayant droit ensemble qu'à un suffrage et, à défaut de majorité, il procède, séance tenante, au tirage au sort.

Du tout sera dressé immédiatement un procès-verbal d'altribution, ainsi que des conventions relatives au paiement des suites et aux conditions accessoires.

ART 4. — L'attributaire du domaine ne peut pendant 10 ans l'aliéner en tout ou en partie, à moins d'une autorisation du juge de paix.

ART 5. — Si les parties sont d'accord sur la durée et les conditions de l'indivision, il leur en sera donné acte par le juge de paix. Le pacte d'indivision ainsi conclu sera définitif même au regard des mineurs et des interdits sans qu'il soit besoin d'homologation.

ART 6. — Dans le cas de désaccord, le juge de paix statue d'après les circonstances en vue du plus grand intérêt de la famille et de la meilleure exploitation du domaine. Il peut, s'il y a lieu, maintenir pendant cinq ans l'indivision à partir du décès, si tous les héritiers sont majeurs et, s'il y a des mineurs, jusqu'à la majorité du plus jeune d'entre eux.

Si l'exploitation était assurée par le défunt et si l'un des héritiers ou conjoint survivant demandait à continuer cette exploitation, le juge de paix le désigne en même temps comme administrateur ou comme exploitant.

A défaut d'entente entre les ayants droit, le juge de paix avant de procéder à la désignation de l'exploitant, ordonne une expertise en vue d'établir l'état des immeubles et la valeur des cheptels et d'évaluer l'indemnité à allouer pour ajournement de partage à ceux des héritiers qui ne participeraient pas à l'exploitation. Il fixe lui-même cette indemnité sur le rapport de l'expert après avoir convoqué les parties; s'il y avait compétition entre plusieurs héritiers pour continuer l'exploitation, le juge de paix procéderait comme il a été dit plus haut en matière d'altribution.

ART 7. — A l'expiration du délai fixé pour la première période, ou en cas de décès de l'exploitant avant l'expiration de ce délai, l'indivision peut être continuée soit par consentement unanime, soit par décision du juge de paix; dans ce dernier cas, la préférence est accordée à l'exploitant qui demande le renouvellement.

L'indivision ne peut être continuée pour une période supérieure à cinq années à moins d'un consentement unanime des ayants droit. Toutefois, si l'exploitant est conjoint survivant,

l'indivision pourra être continuée de cinq ans en cinq ans jusqu'au décès de ce dernier.

ART. 8. — Le juge de paix, à défaut d'entente entre les ayants droit statue après expertise sur toutes les contestations relatives à l'exécution du pacte d'indivision.

ART. 9. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux domaines ruraux constitués en bien de famille conformément à la loi du 12 juillet 1909, ni aux jardins ou champs visés par la loi du 10 avril 1909 relative à la petite propriété et aux habitations à bon marché.

ART. 10. — Un règlement d'administration publique détermine les mesures d'application de la présente loi.

*Texte proposé le 16 novembre 1921 par la Commission de l'Agriculture chargée d'examiner la proposition de loi de M. Victor Boret, autorisant l'attribution intégrale et l'indivision temporaire de certains domaines ruraux figurant dans les successions, sur le rapport de M. Paul Mercier, député (session extraordinaire de 1921, annexe n° 3.350. Doc. parl., page 152).*

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un domaine rural, d'une valeur supérieure à 40.000 francs, figure dans une succession, chacun des héritiers et le conjoint survivant a le droit de demander l'attribution intégrale à son profit ou le maintien de l'indivision pendant une durée déterminée.

Si les circonstances le justifient, un règlement d'administration publique pourra modifier la valeur minima fixée ci-dessus.

L'article 4 de la proposition ci-dessus est supprimé.

Les articles suivants sont adoptés sans changement.

*Projet de loi tendant à la modification des articles 826 et 832 du Code civil, relatifs au partage, présenté le 19 octobre 1922 par M. Colrat, garde des sceaux et membre de la justice, et M. H. Chéron, ministre de l'Agriculture. (Sénat, session extraordinaire 1922, annexe n° 589.)*

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 826 et 832 du Code civil sont modifiés comme suit :

ART. 826. — Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et des immeubles de la succession sauf ce qui est dit à l'article 832.

ART. 832. — La composition des lots doit avoir lieu de manière à faire entrer dans chaque lot s'il se peut la même quantité de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur tout en évitant le morcellement des héritages et la division des exploitations.

Quand un ou plusieurs des copartageants auront exploité depuis au moins cinq ans soit avec le *de cujus*, soit par eux-mêmes une propriété rurale dépendant d'une indivision et d'une contenance inférieure à vingt hectares, ils pourront demander que cette propriété soit comprise dans leur lot pour la valeur qui sera fixée d'accord entre les parties. En cas de désaccord ou si parmi les copartageants il y a des mineurs, cette valeur sera fixée par le Tribunal après expertise.

Les attributaires du bien ne peuvent pendant cinq ans l'aliéner à des tiers en tout ou en partie sauf en cas de décès ou pour l'extinction d'un passif héréditaire. Mention de l'interdiction d'aliéner sera faite dans l'acte de partage. (N° 750 Sénat, 27 novembre 1923.)

Ce projet de loi a été discuté à la séance du Sénat du 17 décembre 1923 et renvoyé à la Commission.

*Projet de loi tendant à assurer la transmission intégrale de la propriété agricole en ligne directe, présenté par M. Maurice Colrat, garde des sceaux et ministre de la justice, le 30 novembre 1923.*

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à l'article 859 du Code Civil, le rapport, par un successible en ligne directe, se fait en moins prenant si les immeubles à lui donnés constituent une exploitation agricole unique.

Dans le même cas, si par dérogation aux articles 866 et 924 du Code Civil, les immeubles donnés avec dispense de rapport, ou légués, excèdent la quotité disponible augmentée de sa part de réserve, le donataire ou légataire a le droit de retenir les immeubles, sauf à récompenser ses co-héritiers en argent ou autrement, pourvu que l'excédent ne soit pas plus de la moitié de la valeur desdits immeubles.

ART. 2. — Par dérogation aux articles 460, 827, 839 et 1687 du Code Civil, lorsque les immeubles indivis entre successibles en ligne directe constituent une exploitation agricole unique, les étrangers ne sont appelés à la licitation que du consentement de tous les co-propriétaires.

Au cas où des étrangers ne sont pas appelés, la mise à prix est, à la demande d'une seule partie intéressée, néces-

sairement déterminée après estimation à dire d'experts et fixée à la valeur vénale réelle de l'immeuble au moment de la licitation.

L'estimation préalable, à dire d'experts, est obligatoire si tous les co-héritiers ne sont pas présents ou s'il y a parmi eux, des interdits ou des mineurs.

Le renvoi devant notaire est ordonné par le tribunal, quand la licitation ne comporte par l'admission des étrangers.

*Adoption d'une proposition de loi relative au bien de famille insaisissable. J. O. Débats parlementaires, Sénat, Séance du 12 mars 1925.*

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2, 4 et 15 de la loi du 12 juillet 1909, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable, sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 2. — Le bien de famille pourra comprendre, soit une maison ou portion divise, de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines occupées et exploitées par la famille. La valeur dudit bien, y compris celle des cheptel et immeubles par destination ne devra pas, lors de sa fondation, dépasser 40.000 francs.

ART. 3. — Le bien de famille ne peut être établi que sur un immeuble non indivis. Il ne peut en être constitué plus d'un par famille. Toutefois lorsque le bien est d'une valeur inférieure à 40.000 francs, il peut être porté à cette valeur, au moyen d'acquisitions qui sont soumises aux mêmes conditions et formalités que la fondation. Le bénéfice de la constitution du bien de famille reste acquis, alors même que, par le seul fait de la plus-value postérieure à la constitution, le chiffre de 40.000 francs se trouverait dépassé.

## BIBLIOGRAPHIE

---

AUBURTIN. — *La Natalité*, Crès, Paris, 1921.

Une législation qui tue : le régime successoral du Code Civil (Alliance nationale pour l'accroissement de la natalité, Paris, 1922.)

Où en est la question de la Réforme successorale dans les idées et dans les faits. (*Réforme Sociale*, juillet, août, 1922, décembre 1922.)

Natalité et Code Civil. (*Revue Politique et parlementaire*, 10 décembre 1923, 10 janvier 1924.)

AVENEL (G. de). — *Histoire économique de la propriété des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 à l'an 1800*. Imprimerie Nationale, Paris, 1894-1909, 5 vol.

AUGÉ-LARIBÉ. — *L'évolution de la France Agricole*. A. Colin, Paris, 1912.

BARTHOU (Jean-Louis). — *De l'origine de l'adage*. Vilis mobilium possessio, thèse, Paris, 1886.

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité théorique et pratique de Droit Civil. Des successions*. Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1905, 2 vol.

BLONDEL (Georges). — *Les populations rurales de l'Allemagne et la Crise agraire*. Larose, Paris, 1897.

BORET (Victor). — *Pour et par la terre*. Payot, Paris, 1921.

BRANDT (de). — *Droits et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale*. Larose, Paris, 1901.

BONNECASE (Julien). — *Supplément au Traité théorique et pratique de Droit Civil* de Baudry-Lacantinerie. Librairie du Recueil Sirey, 2 vol, parus (1924-1925).

L'institution de la Communauté continuée. (*Annales de l'Université de Grenoble*, t. XVI et t. XVII.)

La philosophie du Code Napoléon appliquée au Droit de famille et sa destinée dont le Droit Civil contemporain. (*Revue Générale de Droit, de Législation et de Jurisprudence*, 1920 à 1925.)

CAPITANT. — *La Crise de la natalité et le Code Civil*. (*Gazette Dalloz*, 10 janvier 1923.)

- L'Indivision héréditaire. (*Revue Critique de législation et de jurisprudence*, janvier et février 1924.)
- CAMPS. — De la réforme du partage judiciaire, thèse, Toulouse, 1906.
- CAZIOT (Pierre). — *Une solution du problème agraire, La Terre à la-Famille paysanne*. Payot, Paris, 1919.  
Enquête sur la Crise agraire. (*Journée Industrielle*, 9, 13, 14, 22 janvier et 2 février 1924.)
- CHARMONT (J.). — *Les transformations du Droit Civil*. A. Colin, Paris, 1912.
- CHÉNON. — *Les démembrements de la propriété foncière avant et après la Révolution*. Tenin, Paris, 1923, 2<sup>e</sup> édition..
- CHÉRON (Albert). — De la transmission intégrale des exploitations agricoles dans le Droit Suisse, thèse, Paris, 1902.
- DROUILHET. — L'agriculture et le problème du Crédit agricole, thèse, Bordeaux, 1904.
- DUGUIT (Léon). — *Les transformations générales du droit privé depuis le Code Napoléon*. Félix Alcan, 1920, 2<sup>e</sup> édition.
- ECCARD (Fr.). — L'introduction des lois françaises en Alsace-Lorraine. (*Revue politique et parlementaire*, 10 mai 1924.)
- FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code Civil*, 1822.
- FIGHIERA. — Le bien de famille insaisissable, Thèse, Aix, 1912.
- FOVILE (de). — *Le Morcellement*. Guillaumin, Paris, 1889.
- GARRIGOU. — De l'influence du Régime successoral sur l'état de la propriété foncière. Thèse, Paris, 1911.
- GERMAIN. — Les habitations à bon marché, la petite propriété et le Code Civil. Thèse, Bordeaux, 1910.
- GLASSON. — L'autorité paternelle et le droit de succession des enfants. (*Réforme sociale*, 1884.)
- GUYOT (P.). — La Renaissance des retraits. (*Revue critique de législation et de jurisprudence*. Février 1924.)
- HAURY (Paul). — La Vie ou la Mort de la France (Prix Michelin de la Natalité, 1923). *Alliance nationale pour l'accroissement de la natalité*.
- JOBLIN. — Le remembrement de la propriété rurale en France Thèse, Paris, 1911.
- JONESCU. — L'égalité en nature dans les partages, Thèse, Paris, 1911.
- JOSSERAND. — Essai sur la propriété collective. (*Livre du Centenaire du Code Civil*, tome I.)
- LEFEBVRE (Charles). — *Cours de doctorat sur l'Ancien droit des successions*. Larose, 1912-1918, 2 vol.
- MARTIN. — L'égalité en nature dans les partages et le problème du bien de famille indivisible. Thèse, Rennes, 1906.

- MARSAL (F.-F.). — Héritage et natalité. (*Revue politique et parlementaire*, 10 décembre 1915.)
- MOLLOT. — De l'égalité en nature dans les partages. Thèse, Paris, 1903.
- PICAUD. — Des partages d'ascendant comme moyen d'éviter la dispersion de la petite propriété paysanne. Thèse, Paris, 1902.
- PIÉDELIÈVRE. — Rapport sur le partage en matière successorale et discussion qui suivit ce rapport. (*Bulletin de la Société d'études législatives*, 1905.)
- POISSON. — Du remembrement de la propriété foncière dans les pays germaniques. Thèse, Paris, 1904.
- RICOL. — La réforme du partage successoral. (*Réforme sociale*, mai, 1921.)
- ROUAST (André). — Les réformes de la législation civile qu'exige la restauration de la Famille. (*Semaine Sociale de Grenoble*, Paris, Gabalda, 1924.)
- SALEILLES. — De la succession paysanne dans le Code Civil Suisse. (*Réforme Sociale*, 16 juillet, 1<sup>er</sup> août 1902.)
- SAINT-GENIS (Flour de). — *La propriété rurale en France*. A. Colin, Paris, 1902.
- SEMAINE SOCIALE DE GRENOBLE. — *La Population*, Paris, Gabalda, 1924.
- SEMAINE SOCIALE DE RENNES. — *Le problème de la Terre dans l'Economie nationale*, Paris, Gabalda, 1925.
- SOUCHON. — *La Crise de la main-d'œuvre agricole en France*. Rousseau, Paris, 1914.
- THALLER. — L'assurance sur la vie et la quotité disponible. (*Réforme sociale*, 1897.)
- VALLIER. — Le fondement du droit successoral. Thèse, Paris, 1902.
- VERDELOT. — Du bien de famille en Allemagne et de la possibilité de son introduction en France. Thèse, Paris, 1899.
- VIZIOZ (Henry). — *La question du fideicomis en Prusse*. Bordeaux 1914
- Cours de droit comparé, professé à la Faculté de Droit de Bordeaux. (Année 1923 : *Les pactes sur successions futures*.)
- VIVREL. — La législation anglaise relative à la petite propriété. Thèse, Paris, 1909.
- WORMS (René). — *Natalité et régime successoral* (Prix Rossi, 1916). Payot, Paris, 1917.
- ZOLLA (Daniel). — *L'agriculture moderne*. Bibliothèque de philosophie scientifique, Ernest Flammarion, Paris, 1917.
-

## TABLE DES MATIÈRES

|                    | PAGES |
|--------------------|-------|
| INTRODUCTION ..... | 5     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### **La Règle d'égalité en nature en droit français.**

|                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Idée générale du principe d'égalité en nature dans le partage successoral ..... | 11 |
| CHAPITRE II. — La reconstitution en nature de la masse successorale .....                           | 15 |
| § 1. — Les rapports .....                                                                           | 16 |
| § 2. — La réduction en nature des donations excessives. ....                                        | 21 |
| CHAPITRE III. — La mise en œuvre, dans le partage judiciaire de la règle du partage en nature ..... | 25 |
| CHAPITRE IV. — L'application de la règle du partage en nature aux partages d'ascendants.....        | 34 |

### DEUXIÈME PARTIE

#### **Origine et fondement de la règle d'égalité dans les partages.**

|                                                                                          |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Physionomie de la règle d'égalité en nature dans l'ancien droit..... | 51 |
| CHAPITRE II. — Causes de la survivance de la règle, après la Révolution .....            | 58 |

### TROISIÈME PARTIE

#### **Critique.**

|                                                                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Le partage en nature et l'égalité civique..                                                     | 69  |
| CHAPITRE II. — Le partage en nature et la petite propriété.....                                                     | 76  |
| CHAPITRE III. — Partage en nature et population.....                                                                | 90  |
| CHAPITRE IV. — L'égalité en nature et l'égalité en valeur.....                                                      | 97  |
| CHAPITRE V. — Jugement d'ensemble sur la règle d'égalité en nature. — Appréciation du rôle de la jurisprudence..... | 105 |

## QUATRIÈME PARTIE

**Réformes.**

|                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Réformes réalisées.....                                                                 | 117 |
| § I. — Lois sur les habitations à bon marché et sur la<br>petite propriété .....                            | 118 |
| § II. — Loi sur le bien de famille insaisissable.....                                                       | 124 |
| § III. — Eléments d'une réforme plus générale. — L'orga-<br>nisation du crédit agricole.....                | 128 |
| CHAPITRE II. — Modalités d'une réforme générale de la Règle du<br>partage en nature.....                    | 133 |
| <i>Section I.</i> — Les législations étrangères.....                                                        | 134 |
| <i>Section II.</i> — Réformes indirectes .....                                                              | 142 |
| § I. — Pactes sur succession future.....                                                                    | 144 |
| § II. — L'indivision continuée .....                                                                        | 148 |
| <i>Section III.</i> — Réformes directes .....                                                               | 155 |
| <i>Section IV.</i> — Dérogation obligatoire au partage en natu-<br>re pour les exploitations agricoles..... | 160 |
| CONCLUSION .....                                                                                            | 165 |
| ANNEXES .....                                                                                               | 170 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                         | 180 |







